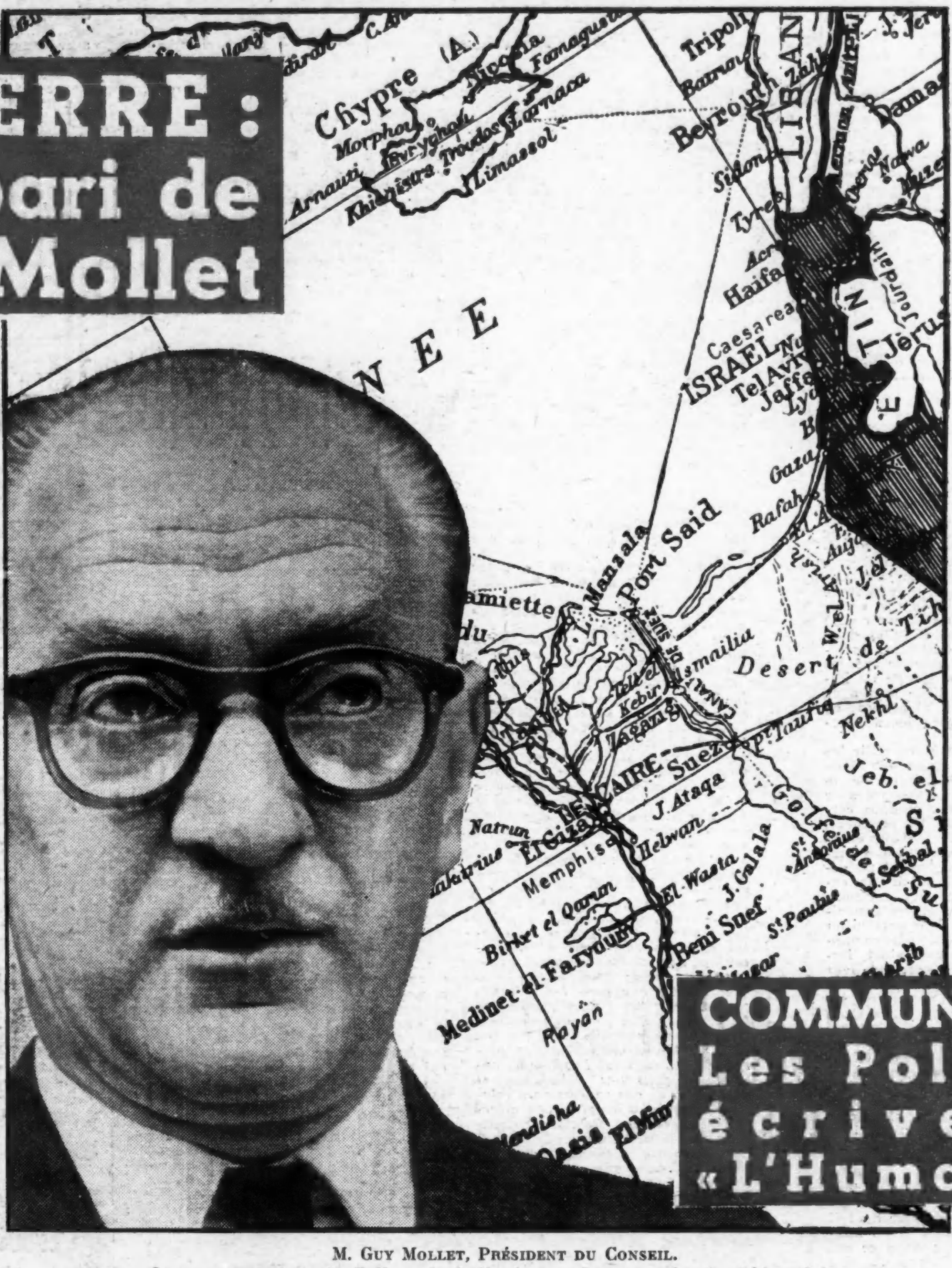
10 JOURS GRATUITS AUX SPORTS D'HIVER — 32 pages 100 fr.

L'EXPRESS

2 NOVEMBRE 1956. — N° 280 — 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

GUERRE : Le pari de M. Mollet



COMMUNISTES : Les Polonais écrivent à « L'Humanité »

M. GUY MOLLET, PRÉSIDENT DU CONSEIL.
La guerre a cette vertu d'effacer le destin par ces dangers présents et bien clairs. (Alain.)

CETTE SEMAINE :

LES AFFAIRES POLITIQUES. — L'Alliance atlantique craque, l'O.N.U. s'écroule. Préparée dans le secret par quelques membres des gouvernements français et anglais, la guerre a éclaté au Moyen-Orient. Un peu plus tôt qu'il n'était prévu : Israël a craint que la pression américaine n'ébranle la résolution franco-anglaise de mater le monde arabe par les armes. Il faut espérer maintenant que M. Guy Mollet est heureux au jeu.

Dans le monde communiste en révolte contre l'occupation étrangère, les canons se taisent, l'insurrection l'emporte. Les Polonais écrivent aux communistes français, dont l'attitude leur est incompréhensible, mais au sein du P.C., malgré le trouble qui se manifeste chez les militants, un silence impressionnant demeure.

Au Maroc et en Tunisie, après la capture des chefs algériens, l'unité musulmane est en train de se ressouder aux dépens des Français.

PARIS EN PARLE. — Un mathématicien français de vingt-neuf ans qui devient professeur au Collège de France ; un colloque organisé à Caen pour promouvoir hardiment la recherche scientifique ; un film qui remue d'horribles souvenirs sur une époque où tout le monde n'a pas les mêmes ; la création d'une pièce inédite de Tchekhov par Jean Vilar ; un peuple qui saute quatre mille ans, occupent l'actualité non politique.

LE PETIT CONCOURS. — Noël approche tout de même et les enfants auront plus que jamais besoin de fuir la ville et ses drames. « L'Express » vous donne la chance d'envoyer gratuitement les vôtres aux sports d'hiver.

(En page 3, le détail de notre sommaire et les pages où vous trouverez chaque rubrique.)

Le téléphone ne doit plus dévorer votre temps

Il faut à chaque instant interrompre un travail ou une conversation pour rechercher un numéro ou se le remémorer ; ensuite, il faut concentrer son esprit pendant tout le temps qu'on le compose, ce qui coupe le fil de la pensée. Il existe un appareil, le Mémophone, qui vous permet d'appeler sans que votre attention soit accaparée : en effet, il fait tout seul le numéro. De plus, le Mémophone refait l'appel semi-automatiquement en cas de pas libre ; il ne fait jamais de faux numéros. Le Mémophone est un appareil robuste ; son prix d'achat de 36.000 francs (pose comprise, garantie totale 1 an) s'amortit très rapidement. Vous serez étonné des services qu'il vous rendra.

Demandez la documentation X.9 à : S.A.N.E.M., 82, rue Saint-Lazare, Paris-9e - TRI. 61-12.

EMPIRE - FOURRURES
« Place de l'Etoile »
8, aven. de Wagram - CARnot 22-82

VISONS
CASTORS
ASTRAKANS
RATS D'AMERIQUE

Tous prix, tous modèles, tous coloris, prêt à porter. Sur mesures

M M M M M

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8e)
Téléphone : *ELYsées* 88 - 61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER
(rappelé)

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES :
Pierre VIANSSON-PONTÉ
Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Jean-Claude BRISVILLE, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Les externes protestent

C'est avec une surprise mêlée d'amertume que les externes des hôpitaux de France ont lu dans votre numéro du 5 octobre, sous la plume de M. Mauco, entre autres amabilités, qu'ils constituaient un « mal nécessaire ».

Les externes des hôpitaux sont des étudiants en médecine, recrutés par concours par les administrations hospitalières des villes de faculté ou d'école de plein exercice. 1.000 places sont mises au concours chaque année dans toute la France. La majeure partie des externes entrent en fonctions après avoir déjà accompli plusieurs années d'études dans les facultés et de stages dans les services hospitaliers. En ce qui concerne les externes de l'Assistance publique de Paris dont parle M. Mauco, l'âge moyen de nomination se situe aux alentours de 24 ans. Ils peuvent exercer leurs fonctions durant six années.

Ces fonctions consistent à recueillir les observations médicales, à concourir dans certains cas déterminés au service de la garde, en particulier dans les services de chirurgie et d'accouchement et dans certains services de médecine. Ils prennent, sous la direction des internes et des chefs de service l'observation clinique des malades. Leur rôle est non seulement nécessaire, mais indispensable. Si les externes, ce qu'ils n'ont jamais envisagé, se mettaient en grève, toutes les consultations hospitalières, et en particulier celles de spécialités : oto-rhino-laryngologie, ophtalmologie, etc., pourraient fermer leurs portes. L'importance de leur rôle est si indiscutable que certains chefs de service des hôpitaux de la région sanitaire de Paris demandent la création d'un corps d'externes pour ces hôpitaux.

Le fait que leur sont habituellement dévolus tous les examens, tels que ponctions veineuse, lombaire, thoracique ou abdominale, petites interventions chirurgicales, prélèvements, etc., qui sont habituellement désagréables au malade et parfois inévitablement douloureux n'implique pas de leur part la brutalité particulière et la froide insensibilité que leur attribue généreusement M. Mauco.

Chacun de ces examens pénible ou douloureux constitue pour l'externe une petite confrontation avec le malade dont il se tire, le plus souvent, tout à son honneur, avec tact et adresse ; dans ce cas d'ailleurs, le malade n'écrit pas d'article pour le féliciter.

D'autre part, comme ont pu le constater tous les malades hospitalisés, l'externe est sans doute de tout le personnel médical le seul qui connaisse vraiment ses malades. C'est pour cela qu'il leur sert si souvent d'interprète auprès de ses maîtres, ce qui fait partie de son rôle.

Leur travail souvent ingrat, les externes l'accomplissent pour une indemnité journalière voisine du salaire d'une femme de ménage, alors qu'ils assument d'autre part la préparation d'examens et de concours difficiles, que beaucoup sont chargés de famille et qu'ils vivent dans les conditions matérielles incertaines communes à tous les étudiants en France.

Il nous semble donc, quelles que soient les aigreurs de M. Mauco, que le corps de l'externat constitue non pas un mal nécessaire, mais un bien indispensable à la bonne marche des services hospitaliers et le premier échelon honorable de la hiérarchie médicale, puisque partout le titre d'ancien externe est reconnu chez un praticien comme une garantie de compétence certaine.

C'est pourquoi je suis chargé de vous exprimer l'émotion ressentie à la lecture de cet article par tous les externes et anciens externes des hôpitaux de France, ils en ont trouvé les termes injustes et insultants, alors qu'ils ont toujours eu conscience d'assumer, au cours de leurs fonctions, la part de sympathie humaine qu'implique tout acte médical.

François CARRUZZO,
Président de la Fédération Nationale des Associations Professionnelles des Externes et Anciens Externes des Hôpitaux de France.

P.S. — Notre prise de position sur ce point n'implique pas pour autant le désaveu de toutes les critiques que M. Mauco formule dans son article, beaucoup d'entre elles, sur d'autres points, nous paraissant pleinement justifiées.

Georges Mauco répond

[*Après avoir pris connaissance du texte polémique de M. Carruzzo, des critiques du Dr Bloch-Michel parues dans* L'Express, *aussi des démarches faites par des personnalités auprès de directeurs de ministères pour faire condamner mon témoignage sur l'hôpital, je ne puis que :*

1° *confirmer l'exactitude de tous les faits que j'ai signalés, dont j'ai été témoin et que j'ai rapportés avec le maximum d'objectivité en me plaçant* du seul point de vue de l'usager ;

2° *préciser que, loin qu'il s'agisse de faits « rarissimes », ou d'un « condensé de plusieurs années », et encore moins « d'insultes », je me suis au contraire limité aux détails journaliers, en évitant les faits graves qui eussent aisément prêté à scandale ;*

3° *affirmer que je ne pouvais honnêtement passer sous silence la crainte quotidienne de malades à l'égard de certains externes qui faisaient leur nécessaire apprentissage, ni les réfexions anxieuses souvent entendues sur les « débutants qui doivent s'exercer » ou se « faire la main ». Et encore n'ai-je pas cité les craintes plus excessives de malades s'estimant traités « comme des cobayes ». C'est ce point de vue du malade qui l'amène à considérer comme une « présence, hélas ! nécessaire » cet apprentissage médical dont il est partie* (1). *Il y a là un fait psychologique indéniable, propre à l'hôpital, et qui s'est imposé à mon attention durant tout mon séjour — nolens, volens ;*

4° *répéter que pour les externes comme pour les autres personnels hospitaliers, il n'y a pas de formation qui ne sauraient suffire ici, bien les études médicales n'en prévoient pas. Ceci est important, notamment pour des débutants, et surtout en ce qui concerne les relations humaines, les réactions affectives et les comportements insécurisés des malades. Une telle formation scientifique rendrait plus efficace la bonne volonté ou l'intuition qui ne sauraient suffir ici, notamment chez des étudiants naturellement habités par les soucis de leurs études et de leurs examens ;*

5° *rappeler que mon propos en assumant le pénible devoir de dire la vérité était d'améliorer ce qui peut l'être dans l'intérêt de tous, et non d'attaquer l'ensemble d'une corporation ou de généraliser abusivement, et cela aussi bien pour les externes que pour les autres catégories hospitalières dont j'ai dit par ailleurs les mérites ;*

6° *constater que des administrateurs et des médecins et aussi M. le Dr Leclainche, directeur de l'Assistance, ont su maintenir le problème au niveau constructif qui était le nôtre et proposer des mesures concrètes. C'est par une telle compréhension — et non par des polémiques qui éloignent du modeste point de vue de l'usager — qu'il sera possible de faire pénétrer plus de psychologie, et, partant, plus d'humanité, dans le climat hospitalier.*]

Georges MAUCO.

(1) Et non un « mal nécessaire », comme l'écrit M. Carruzzo, ce qui est excessif sous sa plume, autant d'ailleurs que les « aigreurs » qu'il me prête bien à tort.

Un « usager » écrit à Georges Mauco

Il fallait que tout cela fût dit, et pas par n'importe qui. Il fallait à tous ces pauvres gens qui, tous les jours, *attendent*, souffrent, sont humiliés, atteints dans leur élémentaire *dignité*, un avocat, un défenseur, à la voix éminente et autorisée, dont on soit obligé de tenir compte.

Cependant, j'imagine vos scrupules avant de prendre la plume pour témoigner publiquement. Et, d'autre part, je ne sais de quels ennuis, de quelles inimitiés, de quels « retours de bâton » vous avez pris le risque. Mais ce dont je puis vous assurer, c'est de la reconnaissance profonde de tous les « assistés publics » dont vous avez pris la défense. Ils n'oseront peut être pas vous la dire, comme ils n'osaient pas protester, mais ils n'oublieront pas qu'une personnalité, un « privilégié » qui pouvait si facilement se taire, continuer à vivre dans le confort intellectuel et moral, a eu le courage d'en sortir pour dire tout haut la vérité. Toutes les critiques que vous pourrez recevoir pèseront peu en face de ces sentiments.

A. PISIER
(Paris).

Moi aussi...

Nouvellement de retour d'Algérie, après y avoir passé six mois en tant que rappelé de la classe 53/1, j'ai lu dans votre journal l'article de Georges Penchenier : « J'ai pris le mauvais bateau ». Bien que pour ma part n'ayant pas pris le *Kairouan*, j'arrivais le même jour à Port-Vendres par l'*El-Mansour*, j'ai pu constater que ce qui est dit reflète parfaitement l'ambiance de notre retour et j'ai l'honneur de vous remercier d'avoir dit les choses telles qu'elles se sont passées...

Jacques AUDEBERT
Saint-Yzan-de-Médoc
(Gironde).

« L'Express » est odieux

A cause de « L'Express », je voterai socialiste (ce que je n'avais jamais fait). Je voterai pour un gouvernement qui a eu le courage de prendre ses responsabilités et d'avoir l'air de rompre avec ses idées les plus chères.

Il est insupportable et presque odieux de voir votre journal triompher chaque fois qu'il arrive quelque chose de mal.

M. DEMAISON
Rouen.

Plus longtemps à attendre

Il faut être ces jours-ci au Maroc ou en Tunisie pour comprendre la gravité de la situation. (...)

Nous sommes en train de nous faire de 300 millions d'Arabes 300 millions d'ennemis mortels par l'aveuglement criminel de nos responsables civils et militaires en Algérie, la haine couve et demain va éclater dans l'âme de chaque Marocain et de chaque Tunisien. Nous n'aurons plus longtemps à attendre pour en faire l'épouvantable expérience.

Michel LE CARRÉRÈS
Rabat.

Ce fameux coup

Ce fameux coup d'Alger pour moi ressemble surtout à celui d'un joueur d'échecs renversant la table et le jeu pour affirmer plus sûrement sa victoire. Car moi je pensais que, peut-être, quelque chose de bon pouvait sortir de cette conférence de Tunis.

P. L. D.
Boulogne.

J'ai honte

(...) Nous avons, par cet acte déloyal, détruit à jamais la confiance que le peuple musulman, si attaché à la parole donnée, pouvait accorder à la parole de la France.

En face de cet effondrement et de ses conséquences certaines, pour mon pays, j'ai honte.

Général LE DANTEC
Saint-Lunaire.

Le procédé

Illusoire victoire sur le nationalisme algérien que cette arrestation-surprise de ses principaux chefs. Dans le domaine des coups de force d'initiative locale, il y avait pourtant des précédents. Quant au procédé, mieux vaut n'en pas parler ; il est indigne de notre pays.

P. M.
Sens

Triste preuve

(...) La France n'a pas lieu d'être fière de ce stratagème déshonorant non plus que ceux qui s'y sont prêtés. L'avenir seul dira les « avantages » que nous aurons su tirer de cette situation. Comment pourra-t-on par la suite demander aux peuples arabes de nous faire confiance ? Triste preuve en vérité que nous leur donnons.

J. BAUGÉ
Paris.

Je déplore...

Moi aussi je suis si on veut un « chrétien de gauche ». Je déplore que le communisme, malgré ses erreurs, ses abus et surtout ses attentats à la liberté humaine, soit le principal parti à plaider la cause de la classe ouvrière et à dénoncer ses misères.

R. MEYNARDIE
Kremlin-Bicêtre

Noir et rose

C'est un Français heureux qui vous écrit. Avant hier, je ne vivais plus. Les événements m'écrasaient. Il me semblait que tout allait de mal en pis. Je me demandais avec beaucoup d'autres : qui donc a donné l'ordre d'arrêter le fameux avion à Alger ? Pourquoi les députés n'ont-ils pas renversé ce président du Conseil qui suit ses troupes au lieu de les précéder. Je pleurais les morts de Meknès, je tremblais pour ceux qui vivent en A.F.N. et j'attendais les mesures de protection qui les rassureraient. Je rêvais de la réforme des institutions et d'un pouvoir intelligent.

Tout était noir, noir, noir...

Tout enfin est devenu rose, gai et blanc.

Je suis heureux, messieurs. Ça y est, je suis heureux, je vis, je respire depuis que j'ai appris que le 6 novembre on se battra pour la loi Barangé. Bravo, messieurs. La patrie n'est plus en danger. La patrie est sauvée.

Pierre FRIBOURG
Paris.

L'espoir perdu

Nous espérions encore un peu dans le Congrès de Lyon comme on avait espéré dans le Congrès de Lille.

Et M. Mendès France préfère l'alliance avec le parti socialiste, qui ne tient pas ses paroles et qu'il n'ose blâmer.

Dites-lui que dans ce cas il perd l'alliance et la confiance de ceux qui l'ont élu.

E. DOGRISTEL
Paris.

CARNET

● Monsieur et Madame Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET ; Monsieur et Madame Lucien RACHLINE-RACHET, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Marie-Françoise et Michel.

OFFRES D'EMPLOIS

DÉCORATEUR

Styles anciens et moderne, possédant une solide expérience. Qualités exigées : esprit d'organisation, sens commercial, abord agréable, dynamisme. Ecrire première lettre manuscrite avec curriculum vitae à n° 801 ANCEL, 75, Champs-Elysées, PARIS, qui transmettra

Mots croisés N° 55

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2							■	
3								
4		■						
5						■		
6			■					
7				■				■
8					■			
9								
10								

HORIZONTALEMENT. — 1. Le Tout-Paris vit par ses yeux. — 2. Belle, dit-on, pour qui n'a pas de couvert. — 3. Un parapluie permet de réaliser ainsi bien des affaires. — 4. Certains ne mangent pas de ce pain-là. — 5. Précède souvent le demi. La peine qu'il s'était donnée pouvait le dispenser de beaucoup d'autres. — 6. La cinquième et la quatrième. Voit plus loin que lui. — 7. Son lit n'est certes pas resté sec. Edifiant lusitanien. — 8. Au bout du fil. Pour le repeuplement des réserves. — 9. Futur pays de Pineau, Mendès France, Coty, etc. — 10. Terre non entièrement franche.

VERTICALEMENT. — I. Le chef n'y est pas toujours le patron. — II. Fit un retranchement. Fatma ne l'est plus toujours. — III. Siégea entre deux révolutions. Utilisé par le teinturier, le peaussier, le photographe. — IV. Attachent de façon définitive. Libre. — V. Providence, quand même, pour les naufragés. Communes à Tombouctou et Mantes-la-Jolie. — VI. Soumis, avec ses frères, par Trajan. Bassin très disputé. — VII. Permet de croire qu'on pense à vous. — VIII. On ne peut en ignorer l'orthographe. Descend chez les Catalans.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	A	N	G	U	I	L	L	E
2	S	O	U	R	C	I	E	R
3	P	R	I	E	■	E	O	N
4	I	M	■	M	A	N	N	E
5	R	A	P	I	N	■	T	E
6	A	L	I	E	N	A	I	■
7	T	E	N	■	U	R	N	E
8	E	■	E	T	I	R	E	R
9	U	R	A	E	T	E	■	I
10	R	O	U	L	E	T	T	E

SOLUTION DU N° 54

L'ÉCOLE DES SECRÉTAIRES DE DIRECTION

ANNONCE

qu'elle ouvre une section pour les

ÉTUDIANTS DES FACULTÉS

Rentrée le 5 novembre

Demandez la documentation n° 655

15, RUE SOUFFLOT (5e)

ODEon 46-72

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées PARIS

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Tirage des I.P.R.
(R. Séguin)
10, r. du Faub.-Montmartre,
PARIS

OJD

Vous trouverez dans ce numéro :

Les affaires françaises

- Communistes : Un écrasant silence .... p. 4
- UNE LETTRE DES COMMUNISTES POLONAIS A L'« HUMANITE ».. p. 5
- Budget .... p. 6
- Partis .... p. 6
- Maroc .... p. 6
- En deux mots .... p. 6

Les affaires étrangères

- Etats-Unis .... p. 7
- U.R.S.S. .... p. 7
- LES REPORTAGES DE NOS ENVOYES SPECIAUX A BUDAPEST, VARSOVIE, VIENNE .. .. *pp. 7, 8, 9*

Actualités

- Mathématiques ...... p. 10
- Presse .... p. 10
- Test .... p. 22
- AU FORUM : ETUDIANTS, SURSIS POUR L'ALGERIE ? *par Claude Neuschwander* .... p. 10
- Médecine .... p. 11
- Je, tu, il .... p. 11
- Sciences .... p. 22
- **L'AFFAIRE DE L'EXPEDITION D'EGYPTE .... pp. 12, 21, 22**

La marche des idées

- « Je reviens de Tunis, capitale algérienne », par *Jean Daniel* ...... pp. 13, 14, 15
- Une scène inédite de Tchékhov .... pp. 16 et 17
- Un peuple saute 4.000 ans, ... pp. 18, 19, 20

Paris en parle

- Théâtre, variétés .... p. 23
- MARIVAUX EN RUSSIE, par *Jean Vilar* .... p. 24
- Cirque, Cinéma, Jazz, Expositions, Disques.. pp. 24-25

Lettres

- Romans, Histoire, Essais, Traductions, Etranger .... pp. 26, 27, 28
- LA FEMME ET LE TEMPS, par *Clara Malraux* .... p. 27

Une page au féminin

- GRACE AU PETIT CONCOURS, 10 JOURS DE SPORTS D'HIVER POUR VOS ENFANTS.... p. 29
- Mode, Recette, Achats, p. 30
- **Et le BLOC-NOTES de *François Mauriac* .... p. 32**

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA SEMAINE

Premières victimes

C'EST la guerre. Après trois mois de préparatifs, la France et l'Angleterre ont répondu cette semaine au coup de poker du colonel Nasser par un coup de dés. Toutes les données de la situation internationale d'abord, nord-africaine ensuite, sont bouleversées.

La situation intérieure française risque d'être, à son tour, gravement affectée.

● La première bombe franco-anglaise lancée mercredi soir sur l'Egypte a fait deux premières victimes : l'Organisation des Nations Unies et celle du Pacte Atlantique. A New-York, l'O.N.U. a d'abord dû surseoir à toute décision en raison du veto franco-anglais qui, au Conseil de Sécurité, a bloqué une résolution américaine, appuyée par l'U.R.S.S. Mais jeudi soir, devant les 76 nations membres de l'Organisation, convoquées en Assemblée générale extraordinaire, la France et l'Angleterre étaient mises en accusation.

● Quels sont nos buts de guerre ? Officiellement, les Franco-Anglais se proposent de séparer les belligérants, Israël et l'Egypte, et de rétablir la libre circulation sur le canal de Suez, bref, de « sauver la paix ».

En fait, M. Eden pense au Moyen-Orient et M. Guy Mollet à l'Afrique du Nord. Les deux hommes d'Etat ne semblent pas d'ailleurs avoir été dans toute cette affaire les plus frénétiques partisans d'une intervention. Mais l'état-major conservateur a représenté au premier ministre britannique que la situation du parti dans l'opinion anglaise deviendrait désastreuse si son gouvernement ne réussissait pas à en finir avec ce Nasser. Et à Paris, MM. Robert Lacoste, Max Lejeune et Bourgès-Maunoury ont réussi à persuader M. Guy Mollet qu'un succès de prestige permettrait en Algérie « un changement de politique dans un sens plus libéral », selon la formule même du ministre de la Défense Nationale.

● Dans l'enthousiasme des bien-pensants, l'intervention décidée au Conseil des ministres a donc été approuvée en moins de deux heures par le Parlement. Personne n'a voulu entendre l'avertissement solennel qu'avait prononcé Pierre Mendès France : « Nous sommes peut-être à la veille de la guerre générale. » On allait se venger des humiliations. Nasser paierait pour Ho Chi Minh et pour les Algériens. La Bourse montait. Toute la presse de droite, sans grand succès d'ailleurs, s'efforçait d'orienter l'opinion vers la pire hystérie nationaliste et cocardière.

● Le président du Conseil, cependant, achevait de mettre au point dans la fièvre quelques astuces subalternes qui ne peuvent manquer de contribuer décisivement au succès de nos armes. C'est ainsi qu'une offensive ayant été préparée par la minorité socialiste contre lui, sous la forme d'un débat d'abrogation de la loi Barangé, M. Guy Mollet troquait astucieusement l'abandon de cette manœuvre contre l'octroi à M. Roger Seydoux, envoyé en mission extraordinaire auprès du gouvernement tunisien, des pleins pouvoirs. L'union nationale, c'est-à-dire l'alliance du gouvernement socialiste avec la droite, était sauvée. Avec la gauche, →

Le pari de M. Mollet

LE président du Conseil et les quatre ministres français qui ont pris l'initiative de déclencher l'engrenage au bout duquel se trouve la guerre mondiale, ont sans aucun doute de fortes raisons.

L'une d'elles, M. Bourgès-Maunoury l'exprimait mardi soir en ces termes :

« Il vaut mieux agir que ne rien faire. »

D'autres, plus puissantes, justifient sans doute aux yeux de M. Guy Mollet une détermination à laquelle n'ont su s'opposer que les staliniens, disqualifiés, et les poujadistes, qui se réservent ainsi la faculté de dépecer le cadavre de la République lorsque celle-ci aura succombé.

Lorsque le feu gagne dans une maison, on peut être tenté de sauter par la fenêtre, en fermant les yeux et en se disant :

« Ou je me casse les reins, ou j'échappe à l'incendie.

Le gouvernement français vient de sauter par la fenêtre.

C'EST avec passion qu'il faut souhaiter son succès dans l'aventure où il s'est engagé : son succès, rapide, total, tel qu'il se l'imagine. Extermination de Nasser, effondrement de la rébellion algérienne, soumission de tous les peuples arabes, de l'Orient à l'Occident, devant la « nation virile », et admiration conjuguée de l'U.R.S.S. et des U.S.A. qui auront assisté, impassibles, à cet exercice de haute voltige.

Mais les Français sont-ils donc si « virils », qu'ils puissent, le cœur léger, affronter la guerre, mais pas la vérité ?

C'est une autre sorte de courage que l'on est en droit d'attendre d'un gouvernement, même, surtout lorsqu'il a si bien échoué dans le choix des moyens qui devaient le conduire au rétablissement de la paix.

Que le président du Conseil dise au peuple français : « La pacification a échoué en Algérie. La capture des cinq chefs rebelles est en train de reconstituer contre nous l'unité des peuples d'Afrique du Nord. Dans l'impasse où nous a conduits une politique qui n'a su être ni de paix ni de guerre, je joue le tout pour le tout...

« Je prends tous les risques y compris celui de faire massacrer toutes les communautés françaises implantées dans les pays arabes, y compris celui de ne réussir qu'une expédition militaire. Et cette réussite-là, voilà ce qu'elle signifie à plus ou moins longue échéance : la France pétrifiée dans un rôle de veilleur de nuit montant la garde devant une poudrière, la France prise au piège, engluée, s'épuisant à retarder au Moyen-Orient les explosions d'un nationalisme qu'elle aura elle-même déchaîné. »

ON s'étonnerait peut-être que le secrétaire général du parti socialiste compte sur la guerre pour faire la paix, mais du moins rendrait-on hommage à sa franchise.

Mais qu'en une séance où le Parlement français s'est déshonoré par son silence peureux (au moment où la moitié du Parlement anglais refusait sa confiance à M. Eden), on parle aujourd'hui d'aller « rétablir la paix au Moyen-Orient », que M. Jean Dides encourage M. Guy Mollet à soutenir la vaillante petite nation d'Israël, que l'on déguise ce coup de dés où l'on joue avec la vie et la mort de milliers d'hommes, en démonstration pacifique de force généreuse, c'est le crime contre la vérité, c'est le crime contre la nation.

Oui, il faut souhaiter passionnément que M. Guy Mollet soit heureux au jeu, car l'enjeu de sa partie c'est la France.

« L'EXPRESS ».

A jeun comme aux repas : une seule eau, la meilleure pour la ligne.

j'ai bu
je bois
je boirai
VITTEL

diurétique et digestible..

on s'arrangerait toujours : le nouvel appel au « cessez-le-feu » en Algérie, solennellement lancé dimanche soir à la radio par le président du Conseil et amputé de quelques phrases (celles qui avaient trait à la « personnalité algérienne ») dans la lecture qui en était faite par M. Robert Lacoste au micro de Radio-Alger, permettrait de faire bonne figure devant un éventuel Congrès socialiste extraordinaire.

COMMUNISTES

Un silence écrasant

A PARIS, la section du 15e arrondissement du Parti Communiste Français compte environ cinquante membres. Parmi eux, plusieurs intellectuels — des journalistes notamment — et des fonctionnaires, des employés, des artisans, quelques ouvriers. Réunions deux fois par mois.

Jusqu'au mois de juin, il n'y avait jamais moins de 25 présents. Aujourd'hui, seuls trois ou quatre militants se dérangent : tous les autres s'abstiennent. A chacune de leurs mélancoliques réunions, les « durs » et le secrétaire agitent interminablement la même question : faut-il relancer les absents ? La conclusion est toujours la même : à aucun prix, ils refuseraient de venir et il faudrait bien prendre des sanctions.

« Mais les meneurs, ceux qui conseillent aux autres de ne pas venir, qui organisent l'abstention, qui prennent une position antiparti ? Ceux-là au moins... » Le secrétaire coupe, catégorique : « Non ! Surtout pas ceux-là ! » Pourquoi ? Il faudrait les exclure, et cela exige toute une procédure, avec réunion de la section au complet, appel, discussion publique. C'est-à-dire tout ce qu'il s'agit précisément d'éviter à tout prix.

Une belle réunion

Au début, « l'appareil » a voulu faire taire les grincements que l'on entendait dans toute la machine du parti. La section du 15e avait demandé la publication du rapport Kroutchev dans l' « Humanité ». La Fédération de la Seine a dépêché aussitôt un de ses secrétaires qui a expliqué que ce rapport n'était pas encore parvenu en France, mais serait publié « au moment opportun ».

Puis, un peu avant le congrès du Havre, fin juin, les militants du 15e ont été convoqués pour une réunion spéciale. « Présence de Georges Frischmann, disaient les convocations. Ce jour-là, ils sont venus. Ils étaient près de cinquante, décidés à poser les vraies questions : Staline, le rapport, la démocratie dans le parti, etc... Cinq d'entre eux ont pu, à tour de rôle, intervenir pendant une ou deux minutes chacun.

Puis l'envoyé du Comité Central a pris la parole. Pendant deux heures et demie, il a fait un cours d'histoire et de doctrine : la Révolution d'Octobre, la collectivisation, le plan quinquennal...

A minuit, il continuait à parler, mais devant une dizaine d'auditeurs : tous les autres étaient partis. Un des fidèles a voulu s'obstiner. Il a posé à nouveau quelques-unes des fameuses questions. « Il faut faire confiance à la direction du parti, qui est seule à représenter la classe ouvrière », a répondu en substance Georges Frischmann.

Une cellule sur deux

Le cas de la section du 15e n'est nullement exceptionnel, ni spécialement choisi.

Dans le 7e, c'est Victor Leduc, ancien membre de la « section idéologique » du parti, qui a posé les éternelles questions aux réunions de la section. Celle-ci l'a désigné comme délégué à la conférence de la Fédération de la région parisienne qui devait préparer le congrès du Havre.

A la conférence, il a fait un discours d'une heure et demie, disant tout ce que les militants ont sur le cœur. Son intervention n'a pas même été mentionnée dans l' « Humanité », ou plutôt elle n'y a trouvé qu'un écho indirect : le compte rendu mentionne, au passage, que Marcel Servin a accusé Leduc d'être « un idéologue bourgeois ».

Leduc, comme bien d'autres, et notamment des collaborateurs de l' « Humanité », n'assiste plus aux réunions de sa section.

Vendredi, les secrétaires de cellule et les membres des comités de section sont convoqués rue J.-P.-Timbaud, pour entendre un rapport d'Etienne Fajon sur la Pologne et la Hongrie, en présence de Maurice Thorez. Plusieurs militants demandèrent instamment à un des « oppositionnels » de prendre la parole. Il réfléchit longuement puis refusa.

Un de ses amis, décidé à parler au nom de leur groupe, lui demanda alors de l'aider à préparer son intervention. Il réfléchit encore et à nouveau refusa. Pourquoi ? L'opposition, dit-il, est trop inorganisée et vulnérable encore : comme beaucoup d'autres mécontents, il préfère s'abstenir.

D'après une récente enquête et des témoignages dignes de foi, on peut estimer que, dans la région parisienne, une cellule sur deux est actuellement en mesure de se réunir régulièrement. Cette situation risque de s'aggraver très sérieusement à la suite des événements de Pologne, et surtout depuis que l'Armée Rouge a tiré sur la foule à Budapest.

Télégramme à Gomulka

Les « intellectuels » sont les plus troublés : ceux qui ne s'abstiennent pas jouent les francs-tireurs à l'intérieur du parti. Ils ont, en effet, plus de possibilités d'information que les militants ouvriers, lisent d'autres journaux que l' « Humanité », ont souvent plus de jugement.

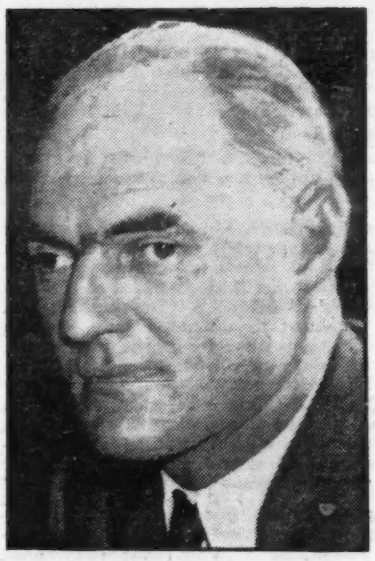
Un télégramme, qui devait être signé par près d'une centaine d'entre eux, circulait la semaine dernière : il exprimait leur sympathie de communistes français à Gomulka et devait être envoyé directement au chef du gouvernement polonais. Le projet semble abandonné. La direction, ayant eu vent de ce projet, a fait savoir qu'il serait considéré comme « une activité fractionnelle ».

Les cadres du parti sont divisés. La plupart sont complètement privés d'informations et manquent d'expérience. Le parti a fait parmi eux, depuis dix ans, un tel travail d'élimination systématique des éléments « douteux » — c'est-à-dire de ceux qui réfléchissaient — que ceux qui restent sont des robots : même si, demain, « l'appareil » sautait, il n'y aurait pas de remplaçants pour le reprendre en main. Une partie seulement serait récupérable.

M. Benoit Frachon.
Un vieux militant ?

M. Laurent Casanova
Un ancien dauphin ?

M. François Billoux.
Un « homme tranquille » ?



M. Charles Tillon
Un nouveau Tito ?

Pas de « noyau »

Les autres se rangent parmi les « ultras », qui marquent actuellement un net raidissement. Beaucoup proviennent des éléments « bourgeois » qui ont adhéré depuis 1949, c'est-à-dire après le départ des couches provenant de la Résistance. Le prototype du genre (bien qu'il ait adhéré en 1945) est André Stil, rédacteur en chef de l' « Humanité » et Prix Staline.

Toute la structure intérieure permet aux « ultras » de priver de tout moyen d'expression les oppositionnels qui forment probablement, à la base du parti, une majorité. Ainsi, à l'échelon des sections, ce sont les anciens comités qui sont encore en place : pour les changer, il faudrait provoquer de nouvelles « conférences de sections ».

Dans les fédérations et les municipalités communistes, tous les postes sont tenus par des « permanents », véritables fonctionnaires du parti, qui assure leur maigre train de vie.

Surtout, il n'existe aucun « noyau oppositionnel », aucune plate-forme qui pourrait rallier les mécontents. De sorte que la direction peut parfaitement affirmer, sans crainte d'être démentie, que « le parti est calme » : les mécontents s'abstiennent ou s'en vont ; les autres se taisent. Tout le monde se demande : existe-t-il, dans le P.C.F., un Gomulka ou un Tito ?

Qui sera Tito ?

Dans ce rôle, beaucoup verraient volontiers Charles Tillon. L'ancien chef des F.T.P.F. (Francs-Tireurs et Partisans Français), au contraire de Marty et Lecœur, n'a pas été exclu du parti, mais « ramené à la base ». Tito l'a rencontré au cours de son voyage officiel à Paris et aurait exigé, dit-on, qu'il fasse partie de la fameuse délégation qui doit se rendre à Belgrade pour implorer le pardon du P.C. français, et dont le départ est sans cesse retardé.

On cite encore deux « outsiders » possibles : le secrétaire général de la C.G.T., Benoît Frachon, et François Billoux, « l'homme tranquille » du Bureau Politique. La remise en vedette de Lecœur, évoquée dans la presse de droite, exigerait une lourde et lente procédure de réintégration, difficile à manier en dehors d'un climat d'émeute.

Reste le candidat officieux de l'actuelle direction : Laurent Casanova, qui est habile, mais n'a pas d'audience dans la masse des militants, est détesté dans l'appareil en raison de son rôle de « dauphin stalinien » de Thorez depuis 1950. Il serait l'homme d'un virage plus ou moins long, qui serait amorcé et dirigé par l'actuel état-major avec l'espoir de rallier une partie des oppositionnels.

L'humour à « L'Huma »

Ces derniers tendent plutôt à balayer purement et simplement « Thorez et sa clique » et — fait nouveau — ils en parlent maintenant très librement. On se gausse publiquement aujourd'hui, dans le parti, des astuces dérisoires de l' « Humanité » qui annonçait vendredi « *A Budapest, l'émeute a été brisée* », samedi « *Les émeutes ont continué* », parlait lundi des « *événements de Hongrie* » et avouait mardi « *Situation confuse* ».

En particulier, les contorsions d'André Stil et d'Yves Moreau, éditorialistes, sont un sujet de plaisanterie, mais aussi d'indignation. Voici quelques passages remarqués de leurs derniers articles :

« *Au moment où toute la réaction d'ici fait naturellement cause commune avec les forces contre-révolutionnaires hongroises, le cœur de la classe ouvrière bat avec ceux qui barrent la route à ces forces d'un passé odieux...*

« *Les masques sont aujourd'hui en train de tomber.* »

André Stil,
Samedi 27 octobre.

« *Aujourd'hui, les masques tombent...*

« *Les communistes et la classe ouvrière de France approuvent et approuveront toutes les mesures prises pour empêcher que la révolution hongroise soit une fois de plus noyée dans le sang...*

« *Car si le prestige de la France doit beaucoup à la Commune de Paris, il ne doit rien — au contraire — aux Versaillais.* »

Yves Moreau,
Lundi 29 octobre.

« *Loin de mener une lutte résolue contre les réactionnaires, le gouvernement de Budapest paraît enclin à composer avec*

Triomphe de la qualité !
PISTONS - SEGMENTS - SOUPAPES - CHEMISES
MONOPOLE - POISSY
53, Boul. Robespierre - Poissy (S.-et-O.) Tél. : St-Germain 428 - Poissy 76

EXCLUSIF

UNE LETTRE OUVERTE DES COMMUNISTES POLONAIS A « L'HUMANITÉ »

« L'Express » publie ici le texte d'une « Lettre ouverte aux camarades de « l'Humanité » que vient de publier à Varsovie l'organe des écrivains communistes polonais « Nowa Kultura » sous la signature de M. Strzelecki.

CAMARADES,

JE voudrais vous exprimer quelques-unes des impressions et des pensées que suscite en nous la lecture de vos commentaires sur le développement des affaires polonaises et hongroises. Cette lettre ne sera pas longue mais elle exprimera notre étonnement, notre amertume, notre inquiétude.

Parlons d'abord de la Pologne. C'est un immense étonnement pour nous que de voir l'attitude que vous avez adoptée ces jours derniers, alors que le peuple polonais, renouant avec ses meilleures traditions révolutionnaires et guidé par la classe ouvrière, se dressait pour défendre ses traditions sacrées ; alors que toute notre jeunesse retrouvait la passion et l'espoir; alors que notre parti refaisait son unité avec l'ensemble de la nation. Vous avez observé, camarades, un silence total sur le sens des événements qui se déroulaient chez nous. C'était même plus qu'un silence. Par votre attitude, vous vous êtes faits les alliés de toutes les forces qui tentaient, à l'intérieur comme à l'extérieur de notre parti, de barrer l'unique route vers l'établissement de liens d'amitié entre notre peuple et celui de la Révolution d'Octobre.

Vous avez d'abord publié des extraits du *Figaro* et de l'*Aurore* pour faire penser à vos lecteurs que la réaction seule se réjouissait de la lutte que nous menions contre les vestiges du stalinisme. Vous avez ensuite publié sans un seul mot de commentaire un article de triste mémoire paru dans la *Pravda*, tissu de petites calomnies et de graves accusations — article qui ne figurera pas dans l'anthologie des œuvres qui servent l'union des peuples polonais et soviétique.

« Vous avez voulu cacher... »

De toutes les réunions, de tous les meetings qui ont accompagné la huitième session plénière du Comité Central de notre Parti et dans lesquels s'est manifestée la responsabilité révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise, vous n'avez signalé que celui qui eut lieu à Wroclaw et qui fut effectivement marqué par quelques manifestations antisoviétiques. De ces grandes journées, vous n'avez voulu voir que l'écume et vous avez fermé les yeux sur le puissant courant de santé qui parcourait notre société.

Vous n'avez voulu voir que les aventuriers et vous avez voulu cacher aux yeux de la classe ouvrière française les ouvriers des usines de Zeran et de Kasprzak ; ce sont eux qui ont été pourtant à la tête du mouvement novateur. Vous n'avez pas voulu mentionner le rôle joué par les éléments de notre parti qui tentaient de s'opposer à la volonté de la classe ouvrière et de notre parti. Vous avez défendu la thèse politique que soutenaient précisément ces hommes-là et qui a failli conduire notre pays et le camp socialiste tout entier au bord de l'abîme. Vous avez soutenu la thèse de ceux qui, en face de leur peuple et de leur parti, ne sont animés que d'un seul sentiment : la peur. Vous avez soutenu la thèse de Geroe qui a assuré à la Hongrie une riche moisson de sang.

Après cet étrange début, vous avez publié jeudi dernier un article de Marcel Servin qui n'apportera de gloire ni à sa personne, ni au Parti qu'il représente, ni à votre journal.

« Nous avons le droit de juger... »

Nous avons le droit de juger. Notre expérience chèrement payée, notre lutte pour mettre en accord les principes et les actes, notre effort pour faire de la promesse socialiste une réalité, notre combat pour la démocratie prolétarienne et l'amitié des peuples méritent de la part des dirigeants du Parti communiste français autre chose qu'un commentaire où l'ignorance voisine avec l'hypocrisie. Nous estimons que les lecteurs de l'*Humanité* méritent aussi d'en savoir plus.

La théorie léniniste sur la volonté des classes renversées de recourir à la force pour obtenir une revanche, si richement développée par Servin, est, en effet, une des bases du marxisme. Mais le marxisme ne s'arrête pas là. Les expériences nouvelles qui ont marqué l'histoire, pleine d'ombres et de lumières, des démocraties populaires, nous permettent aujourd'hui de dépasser certaines conceptions.

La nouvelle histoire de notre pays ne se prête pas aux analyses manichéennes et aux formules stéréotypées qu'on peut trouver dans l'*Humanité-Dimanche*. Elle écrase de toute sa grandeur l'article de Marcel Servin, cerveau lourd mais penseur léger.

« La vérité est une chose concrète... »

La vérité est une chose concrète. On nous dit que les événements de Pologne portent en eux le germe d'une contre-révolution. On nous dit que les ennemis de classe tentent d'exploiter nos erreurs. Peut-être, mais alors qu'on nous dise aussi qui s'est fait le porte-parole de ces forces hostiles, qui s'est opposé au programme de développement du socialisme adopté avec enthousiasme par notre Parti. Que l'*Humanité* réponde à cette question.

Les généralités de l'article de Marcel Servin ne font que masquer le sens et l'importance de notre combat. Car il est faux qu'il y ait un courant contre-révolutionnaire dans la classe ouvrière polonaise.

Mais ici s'arrêtent notre étonnement et notre amertume devant l'attitude de l'*Humanité*, attitude qui nous fait penser que le Parti communiste français, le parti du Front Populaire, de Gabriel Péri et de Jacques Decour, le magnifique parti des fusillés, tente d'organiser une conspiration du silence sur les développements de l'histoire.

« Votre parti nous inquiète... »

Commence alors notre grande inquiétude. Nous n'avons aucun doute sur notre victoire finale car la cause pour laquelle nous combattons ne dépend en rien de l'opinion des camarades de l'*Humanité*. Mais notre inquiétude porte sur l'état du Parti que vous représentez, parti qui a été et qui doit rester l'espoir de la gauche française.

L'attitude que vous avez prise devant les événements de Pologne, le ton sur lequel vous avez rendu compte de la tragédie hongroise sont des symptômes de votre attitude générale à l'égard des changements qui se sont produits dans le monde socialiste. Vous estimez que ces changements ne vous sont pas favorables et vous vous conduisez comme si vous vouliez couper la classe ouvrière de l'évolution dans laquelle s'est engagé le mouvement ouvrier des autres pays. C'est cela qui est extrêmement inquiétant.

Nous sommes convaincus du succès de l'entreprise d'assainissement engagée maintenant dans les pays du camp socialiste — y compris l'U.R.S.S. — et dont dépend l'avenir de l'idée socialiste dans le monde entier.

Mais à l'égard de tous les problèmes complexes que pose la déstalinisation, vous adoptez la même position qu'un Witaszewski (1) ou qu'un Geroe. Nous ne pensons pas qu'une telle position permette de résoudre les problèmes qui se posent aux partis communistes occidentaux et en particulier au Parti communiste français de 1956. Nous ne pensons pas que vos commentaires et vos silences suffiront à faire taire l'inquiétude qu'éprouvent les camarades français qui se solidarisent dans le fond de leur cœur avec le courant nouveau qui entraîne notre parti. Nous ne pensons pas que vous ayez quelque chose à gagner à vous isoler des forces créatrices des pays socialistes. Nous ne pensons pas que la position que vous adoptez puisse vous permettre de jouer le rôle de centre de ralliement des forces progressistes de la nation française.

C'est pourquoi, à l'expression de notre étonnement et de notre amertume nous devons joindre celle de notre profonde inquiétude.

(1) *Ancien chef de la section politique de l'armée qui s'est signalé comme un ardent stalinien et qui a été limogé immédiatement après l'arrivée de Gomulka au pouvoir.*

FABRIQUE DE
BIJOUTERIE FANTAISIE
BRACELETS MÉTALLIQUES POUR MONTRES
J. CHATENOUD ET Cie
ANNECY (France)
Téléphone 23-70 (2 lignes)
PARIS : 109, rue de Turenne
Téléphone : TURbigo 92-76
Bracelets J. C. C.
Bracelets de qualité

Pardessus importés d'Italie.
Modèles exclusifs depuis 19.900 fr.
GARY
73, Champs-Élysées, 73
Paris - ELY. 77-76

eux. Et s'il continue à se réclamer du socialisme, plusieurs de ses décisions représentent des hésitations, voire des concessions dangereuses devant les ennemis du socialisme.

« Ainsi, après avoir demandé l'aide des troupes soviétiques, le gouvernement hongrois se prononce maintenant pour leur évacuation.

« La fumée des incendies tragiques de Budapest ne saurait camoufler les préparatifs en cours contre la paix au Moyen-Orient. »

Yves Moreau,
Mardi 30 octobre.

Ainsi, la stérilisation politique d'une immense masse de Français qui auraient pu apporter leur contribution au redressement du pays se prolonge et s'aggrave. Les « oppositionnels » qui demeurent au sein du P.C. semblent n'avoir à peu près aucune chance de l'emporter sur l'actuelle direction, faute d'une action concertée et unifiée. Ils sont aussi coupables que les socialistes qu'ils critiquent. Comme eux, ils temporisent, à l'heure où des chances inespérées pourraient s'offrir au mouvement ouvrier et à la gauche française.

BUDGET

Les « recettes de poche »

POUR couvrir les charges des prestations familiales agricoles, M. Filippi, secrétaire d'Etat au budget, a présenté négligemment à l'approbation du Parlement ce qu'il a appelé « quelques recettes de poche ». Quand on examine de près certaines de ces recettes, on se rend compte qu'elles répondent à des conceptions heureuses de politique économique, mais, de ce fait, revêtent un caractère particulièrement explosif.

En premier lieu la fameuse franchise des bouilleurs de cru est réduite de moitié. Personne jusqu'ici n'est parvenu à limiter ou supprimer durablement ce privilège scandaleux ; l'application des décrets Mendès France a été ajournée *sine die* dès sa chute Quand bien même, ce qui est fort douteux, le Parlement accepterait le projet du gouvernement, il resterait à celui-ci à le faire appliquer. Or, il y a longtemps que l'on distille à peu près ce que l'on veut, et sans contrôle, dans le Calvados et la Manche.

Une autre mesure, également bien inspirée, soumet les gros agriculteurs à l'impôt de 5 % payé sur les salaires distribués par les industriels.

C'est amorcer une distinction féconde entre la petite agriculture qui vit souvent mal à cause de ses méthodes désuètes, et les gros agriculteurs qui mettent en avant la situation de l'agriculture pauvre pour obtenir des prix élevés de leurs produits et se créer des rentes.

Dans le même ordre d'idées, le système d'imposition des bénéfices agricoles serait réformé, de telle sorte que l'on déterminerait le revenu des principales exploitations agricoles, non plus forfaitairement, mais par appréciation directe de la valeur des récoltes et des produits de l'année.

Enfin il est prévu que les cotisations sociales des agriculteurs seront prélevées sur le montant des prestations et avantages qu'ils reçoivent, dans le cas où ils refuseraient de les régler. Or cette grève des cotisations sévit dans plusieurs départements de l'Ouest. La mesure proposée par le gouvernement, de bonne gestion et de justice pourtant, risque donc d'être repoussée, tant reste forte la démagogie rurale.

Il est ainsi certain que les quelques milliards de nouvelles recettes agricoles proposées par le gouvernement donneront lieu à des discussions plus vives et plus longues que d'énormes chapitres du budget, par exemple les investissements et le budget militaire, votés le plus souvent dans l'indifférence générale.

PARTIS

L'U.D.S.R. entre l'Algérie et la gauche

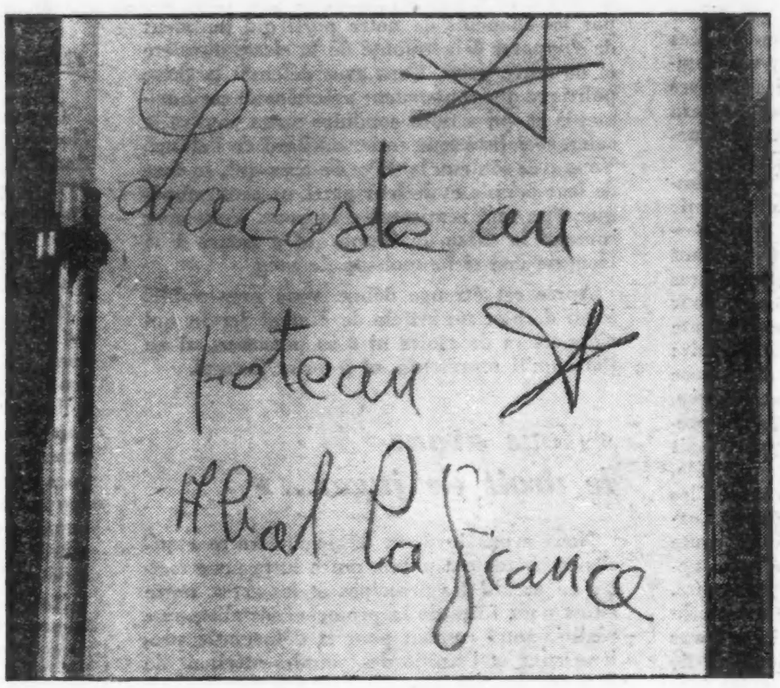
NOSTALGIE d'un travaillisme français et vœu d'un rapide règlement politique du problème algérien, tels sont les deux sentiments qui ont dominé les délibérations du X^e Congrès national de l'U.D.S.R., réuni à la fin de la semaine dernière à Nancy.

Quelle solution politique pour l'Algérie ? Regroupement travailliste avec qui ? Le Congrès s'est efforcé d'apporter des réponses claires à ces deux questions.

Synthèse sur l'Algérie

Sur l'Algérie, M. Claudius Petit, M. Mitterrand et M. Dumas insistaient d'abord d'un commun accord pour que l'accent soit mis, dans la motion finale, sur la nécessité de passer le plus rapidement possible à la phase politique du règlement. Ils étaient largement approuvés par l'ensemble des délégués.

La motion résumant les travaux du Congrès va dans le sens général de la motion votée en juillet par le congrès socialiste de Lille. Elle est même, sur certains points, relativement plus précise.



GRAFFITI ANTIFRANÇAIS A MEKNÈS.
67 morts.

Dans son discours de clôture, M. François Mitterrand, ministre de la Justice et président du parti, a précisé sa pensée sur l'autre problème constamment présent dans les discussions du Congrès : le regroupement travailliste.

Le président de l'U.D.S.R. a évoqué les « radicaux orthodoxes » de M. Mendès France, ajoutant : « *Je ne suis pas de ceux qui s'indignent du monolithisme du parti radical alors qu'au parti socialiste la discipline est plus forte encore.* » S'il n'a pas parlé des radicaux dissidents, M. Mitterrand s'est par contre étendu sur le rôle des socialistes. Il a eu un mot aussi pour ceux « qui quittèrent autrefois l'U.D.S.R. pour le R.P.F., mais qui furent des résistants et qui sont des démocrates ».

Petit parti charnière, fort de 15.000 membres, étroitement allié avec le Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.) qui lui assure un prolongement important outre-mer, l'U.D.S.R. espère — davantage, semble-t-il, depuis que l'orientation du parti radical a été précisée au Congrès de Lyon — être un point de rencontre. Celui où pourrait, un jour, s'amorcer le regroupement politique de la gauche non communiste française.

MAROC

Après Meknès

(De notre envoyé spéc. G. Penchenier)

APRES une semaine d'extrême tension où chaque jour on s'attendait à voir le feu reprendre d'un bout à l'autre du Maroc, le calme est aujourd'hui revenu. Mais tout le monde, Français d'abord évidemment, mais aussi Marocains, reste sur le souvenir des massacres de Meknès.

Les dirigeants marocains aujourd'hui tentent de faire croire que ce sont les éléments algériens qui ont pris la tête du mouvement. C'est bien possible. Il y a 40.000 Algériens au Maroc, pour la plupart des séquelles du protectorat, car les Français ont fait appel à de nombreux cadres algériens. Instituteurs, petits fonctionnaires, interprètes, autant de fellagha en puissance se sont incorporés à l'armée de libération qui n'admettent pas que la lutte cesse au Maroc quand leurs compatriotes de l'autre côté de la frontière continuent de se battre.

Quoi qu'il en soit, dirigés ou non par les Algériens, les manifestants de Meknès ont débouché dans la ville européenne le 24 octobre. Les troupes françaises (trois bataillons) n'avaient pas à intervenir et laissaient faire la police : 250 Français et les Asses, autant dire rien.

Les trois polices

C'est ici que les choses se compliquent : il y a trois sortes de polices au Maroc, la police chérifienne (Français et Marocains) sous les ordres de Laghzaoui, directeur de la sûreté nationale ; les Mokhraznis et les compagnies mobiles Maghzen ; enfin les Asses urbains à la disposition des pachas. L'armée de libération a été incorporée un peu partout et surtout chez les Asses ; à Meknès le chef des Asses était un colonel de l'armée de libération qui s'appelle Si Abeslem. Où est-il passé ? Que s'est-il passé ? Est-il vrai qu'un Européen a tué le chef des Asses ? Ou bien s'est-il tué lui-même en repoussant à coups de crosse les manifestants ? On ne le saura sans doute jamais, la balle de mitraillette tirée à bout portant a traversé le poumon de part en part. Si Abeslem meurt une heure plus tard sans rien dire, et d'ailleurs personne ne songe à lui demander quoi que ce soit. Car la confusion, entre temps, est devenue complète.

Les Asses, pour venger leur chef, tirent sur les policiers français qui tirent à leur tour sur les Asses pour se dégager. La bagarre née en quartier européen s'étend aux quartiers périphériques où vivent des petits blancs au milieu des indigènes. Ce sont ceux-là naturellement qui sont massacrés.

La troupe française intervient alors pour rétablir l'ordre, installe des cordons dans la ville européenne et évacue des autres quartiers tous ceux qu'elle peut dégager. Tout est fini quand arrive de Rabat un bataillon des forces royales.

Pillages et massacres

Le lendemain, la plupart des colons des environs, alertés, se replient sur la ville. Les jours suivants des bandes sillonnent la région, incendient les fermes et les récoltes, démolissent les machines agricoles et le mobilier, pillent, volent et massacrent le bétail.

Les trois quarts des fermes de la région ont été touchées. La terreur qui a régné ces jours-ci le long de l'oued Sebou et dans les environs de Meknès a été telle que 50 % des colons ont décidé de quitter définitivement le Maroc. Il y avait eu 67 morts.

A Meknès, même pendant l'émeute, les policiers européens se cantonnaient dans la défense de la ville française, revêtaient un uniforme militaire, signaient une motion demandant leur mise à disposition de l'armée. Seul le commissaire divisionnaire Feraud et son adjoint refusaient de si-

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

SALAH BEN YOUSSEF, l'ex-rival du président Habib Bourguiba, qui déclencha tout récemment en Tunisie de sanglantes émeutes, vient de se rallier à la politique de M. Bourguiba, oubliant les morts qu'il avait provoqués.

Il lui a envoyé un télégramme qui commence par les mots « Monsieur le Président », et se termine par « mes respects ».

Les Algériens de Tunisie espèrent que la réconciliation Bourguiba-Ben Youssef n'aura pas lieu. Ils prétendent, en effet, que Salah Ben Youssef est lié aux partisans de l'ennemi du F.L.N., Messali Hadj, alors qu'ils sont tous, eux, inscrits au F.L.N.

★

GEORGES LAVAU, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble, vient d'être inculpé. Il est accusé — comme d'autres — d'atteinte au moral de la nation. Motif : il a signé un tract demandant, à Grenoble, la reconnaissance du fait national algérien accompagnée de négociations essentiellement destinées à protéger les droits et les intérêts de la minorité européenne d'Algérie.

Georges Lavau, l'un de nos plus jeunes et de nos plus brillants universitaires, avait, dans les milieux dits « anticolonialistes », une réputation de modération qui lui attirait souvent les critiques de ses amis. Georges Lavau avait notamment écrit dans « L'Action », hebdomadaire tunisien, un article demandant aux fellagha algériens de prendre conscience des réalités françaises et d'abandonner leur intransigeance.

★

LE bilan complet des troubles qui se sont produits la semaine dernière au Maroc dans les régions de Fès, Meknès et Gharb, au nord-est de Rabat, n'a pas été publié. Le voici :

67 Européens ont été assassinés ; 43 blessés ; 6 ont disparu. 93 fermes ont été entièrement détruites, 69 partiellement. Les récoltes ont été incendiées dans 230 autres exploitations agricoles. 5 stations de pompage ont été détruites. 34 véhicules détruits ou endommagés, ainsi que 21 tracteurs. L'exode des agriculteurs européens vers les villes se poursuit.

★

L'INSTITUT des Vins de consommation courante (I.V.C.C.) composé de fonctionnaires et de techniciens qualifiés, vient d'enregistrer avec inquiétude « le fléchissement des exportations de vins sur les T.O.M., au cours des derniers mois ». Pour remédier à cette évolution fâcheuse, il propose « que soient majorées les primes des vins destinés à ces territoires »...

Avec courage, le ministre de la France d'Outre-Mer, justement ému du développement de l'éthylisme en Afrique noire, avait donné aux gouverneurs la possibilité de limiter les importations. Sur un autre plan, le ministre des Finances avait parlé de réviser sévèrement les subventions « inutiles » pour maintenir et même accroître les subventions valables.

La proposition de l'I.V.C.C. va exactement à contresens des décisions gouvernementales sur ces deux terrains. Au moment où le Comité Supérieur de lutte contre l'alcoolisme s'efforce de convaincre les métropolitains des avantages de la modération, l'octroi de primes plus fortes pour accroître la consommation outre-mer serait peu opportun ; c'est le moins qu'on puisse en dire.

D'autant que le contribuable, lui, payerait des deux côtés.

B. G.

gner cette motion qui devait permettre à Si Laghzaoui, directeur de la sûreté, de crier à l'abandon de poste et de vouloir révoquer les 250 policiers français de Meknès. Revenu de Tunis, décidé à brusquer les choses, le sultan, à l'annonce du massacre de Meknès, mettait en balance l'affront qui lui avait été fait et la carence des autorités locales marocaines.

Un communiqué de Cogny

De son côté, apprenant que le gouvernement marocain émettait une protestation contre l'action entreprise par les troupes françaises à Meknès, le général Cogny publiait le communiqué suivant :

« Sans préjuger l'action diplomatique qu'appelle une telle démarche, le chef de l'armée française au Maroc se doit de faire connaître publiquement ce qui suit :

« 1° L'intervention des troupes françaises a été décidée par lui devant la carence des autorités marocaines chargées localement du maintien de l'ordre, carence qui s'est traduite par l'assassinat de Français paisibles, le massacre de femmes et d'enfants français, la destruction de biens français.

« 2° Respectueux de la mission d'amitié franco-marocaine qui reste la sienne au Maroc, le général commandant supérieur a tenu à ce que l'intervention de ses troupes s'effectue avec la coopération de l'armée royale marocaine et des forces de police chérifiennes fidèles à leur devoir.

« 3° Partout où les vies et les biens des Français au Maroc se trouveront en danger, le général commandant supérieur prendra, dans le même esprit, toutes les mesures nécessaires à leur sauvegarde. »

Et dès lors on assistait à un nouveau retournement de l'opinion. Le gouverneur de Meknès, Si Djénane, était remplacé par le commandant Driss, ancien officier français. Le prince Moulay Hassan, chef d'état-major impérial, se rendait chez le général Cogny et lui disait combien Sa Majesté avait apprécié le deuxième paragraphe du communiqué. Dans le même temps l'Istiqlal freinait ses troupes et obtenait de l'U.M.T. que le mot d'ordre de grève lancé par la Ligue arabe pour le dimanche 28 octobre ne soit pas suivi au Maroc. Quelques jours plus tard, il était également décidé, « eu égard aux circonstances », de ne pas faire grève le 1er novembre.

U. R. S. S.

L'ère des négociations

La radio de Moscou a diffusé, dans la soirée du 30 octobre, une « déclaration du gouvernement soviétique sur les relations de l'U.R.S.S. avec les autres pays, et en premier lieu avec les pays socialistes », qui constitue un document d'une importance capitale et peut être considérée comme la nouvelle « Charte » de la politique étrangère des pays de l'Est.

L'on voit bien qu'à la suite des tragiques événements de Hongrie, le principal souci des dirigeants soviétiques est d'apaiser l'opinion des pays dits satellites émue par ces événements : ou bien les mots n'ont plus de sens, ou bien on est en droit de penser, d'après cette déclaration, qu'en tirant la conclusion de la défaite subie en Hongrie, l'U.R.S.S. est disposée à réorganiser ses rapports avec les peuples de l'Est sur une base nouvelle : celle de la souveraineté effective des pays signataires du pacte de Varsovie. La soumission a pratiquement pris fin ; commence l'ère des négociations.

Un sens nouveau

Certes, les principes énoncés dans la déclaration officielle du Kremlin n'ont rien de foncièrement nouveau ou original. Théoriquement, l'U.R.S.S. n'a jamais nié le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale des pays qui, pratiquement, depuis Yalta, étaient placés sous sa dépendance. Mais les termes : souveraineté et égalité des droits viennent de prendre un relief nouveau du fait des récents événements, des explosions de l'âme nationale qui ont abouti, en Pologne et en Hongrie, à une cessation effective du contrôle soviétique.

La Pologne de Gomulka, la Hongrie du dialogue entre Imre Nagy et les comités révolutionnaires, ne peuvent plus être considérées comme des pays satellites ; malgré la présence, d'ailleurs précaire et désormais provisoire, des forces soviétiques, l'opinion nationale de ces pays s'est affirmée avec une puissance irrésistible, après avoir pris conscience des perspectives nouvelles ouvertes à leur développement par l'écroulement du système stalinien de contrôle policier et d'intégration militaire et économique.

Une révision déchirante

Ainsi l'ampleur même des mouvements de libération nationale hongrois et polonais a donné aux engagements « formels » et peut-être insincères pris par les dirigeants soviétiques envers le maréchal Tito en juin 1955 et en juin 1956, une confirmation pratique inattendue. Sans doute, dans les circonstances dramatiques que l'on connaît, le gouvernement soviétique n'avait-il plus le choix qu'entre un interventionnisme poussé jusqu'au bout ou une « révision déchirante » de ses positions en Europe orientale.

Or la déclaration du Kremlin permet de conclure que celui-ci penche (s'il n'est déjà pas tout à fait décidé) vers la seconde solution. Comprenant le caractère inéluctable de la désatellisation et de la démocratisation des pays de l'Est, dont le maréchal Tito revendiquera sans doute le mérite devant l'histoire d'avoir reconnu le premier la nécessité et l'urgence, les dirigeants soviétiques se préoccupent, si l'on en juge d'après leurs propos, de « limiter les dégâts ». Ils s'efforcent de persuader vite l'opinion des pays de l'Est qu'il leur sera possible d'établir, après les incidents tumultueux et sanglants des dernières semaines, des relations raisonnables, sinon amicales, avec l'Union Soviétique et de promouvoir avec elle une coopération politique et économique que la géographie recommande et dont tous les partis pourraient tirer des avantages réciproques, après le démantèlement du système de contraintes staliniennes.

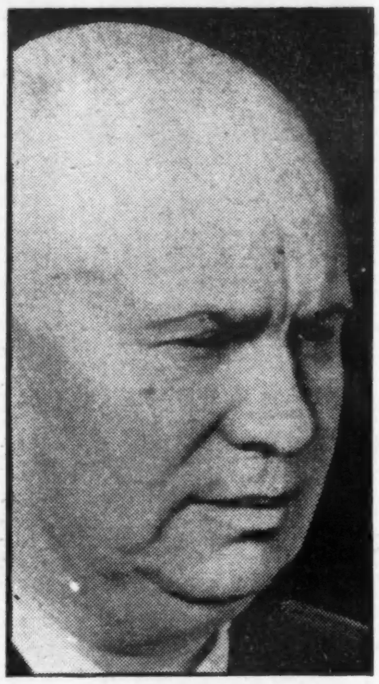
Quant à sa partie consacrée à la Hongrie, le document soviétique traduit très clairement l'inquiétude des gouvernants soviétiques que les passions antirusses et anticommunistes engendrées par les lourdes erreurs du passé ne se concrétisent dans ce pays par un glissement précipité vers l'extrême droite, voire la renaissance du fascisme, ce qui conduirait à une rupture de l'équilibre en Europe orientale.

Le coup de grâce

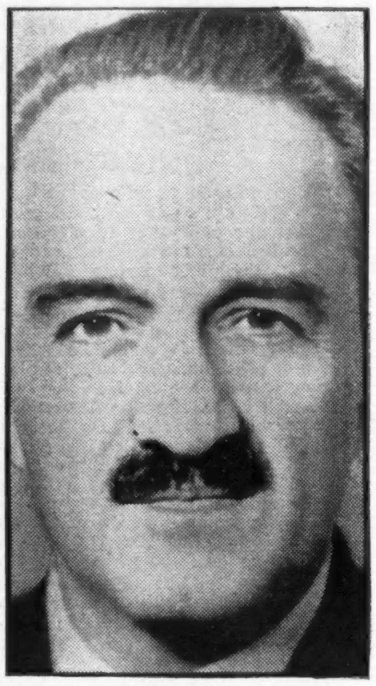
Il faut croire que le Kremlin aimerait amener en Hongrie une relative stabilisation autour d'une formule de gouvernement de coalition démocratique (le « titisme » est déjà largement dépassé dans ce pays où l'appareil communiste est liquidé et les militants du parti se trouvent en plein désarroi). C'est une telle formule qui a prévalu après la libération jusqu'en 1947 avant que le gouvernement de Staline eut décidé de riposter au plan Marshall par la soviétisation accélérée de tous les pays de l'Est, la Hongrie y comprise. Dans ce sens, la déclaration du Kremlin du 30 octobre peut être considérée comme un désaveu et une reconnaissance de la faillite de toute l'œuvre du Kominform ; par là même, elle encouragera sans doute tous les éléments libéraux et démocratiques des autres pays satellites à organiser et à poser des revendications semblables à celles qui, d'une manière modérée et pacifique en Pologne, violente et ensanglantée en Hongrie, ont conduit à la restauration de la souveraineté nationale et des libertés essentielles.

C'est donc une sorte de *Commonwealth* de pays socialistes (mais la Hongrie est-elle encore socialiste ?) que les Soviétiques substituent à l'Empire stalinien auquel, après le défi de Gomulka, la révolution hongroise de sept jours a donné le coup de grâce.

M. MALENKOV.



M. KROUTCHEV.
Après une défaite, deux candidatures.



M. MIKOYAN.

POLOGNE

Gomulka prépare l'avenir

(*De notre envoyé spécial K.S. Karol.*)

A Varsovie, les gens se saluent en se félicitant de la nouvelle Révolution. L'atmosphère rappelle un peu celle que la Pologne a connue en 1918 et en 1945, quand à deux reprises elle a retrouvé son indépendance. Cette joie est cependant obscurcie par les nouvelles qui viennent de Hongrie. Dans les rues de Varsovie on voit un peu partout des collectes et des réunions spontanées organisées en l'honneur du peuple hongrois. Tout Varsovie sait qu'il a échappé de justesse au sort des habitants de Budapest. Depuis lundi matin de longues queues de donneurs de sang se forment devant tous les centres de la Croix-Rouge qui envoient des secours médicaux en Hongrie. Personne, ni parmi les membres du Parti, ni parmi les noncommunistes, ne met en doute le fait que la lutte engagée en Hongrie n'est pas une contre-révolution mais au contraire un sursaut progressiste destiné à balayer les vestiges du stalinisme.

Le Parti Communiste polonais a d'ailleurs, dès dimanche matin, pris officiellement le parti des insurgés. Depuis, Gomulka et les autres dirigeants ont reçu de nombreuses délégations venues leur demander de préciser leur position au sujet de la Hongrie et d'user de leur influence pour que la Russie cesse son intervention à Budapest.

Mikoyan ou Malenkov ?

La nouvelle de l'arrêt des combats à Budapest, puis la retentissante déclaration du gouvernement soviétique, ont été accueillies à Varsovie comme une deuxième victoire, aussi grande sinon plus grande que celle que les Polonais avaient remportée eux-mêmes une semaine plus tôt pendant la visite de M. Kroutchev. Il est maintenant clair que, devant la résolution des Polonais et des Hongrois, l'Union Soviétique a décidé d'accepter l'inévitable : le remaniement du bloc socialiste afin de lui rendre une structure appropriée aux aspirations des peuples qui le composent.

On pense d'ailleurs que les hommes chargés d'appliquer cette nouvelle formule ne seront plus les mêmes que ceux qui n'ont su ni déstaliniser ni maintenir l'empire stalinien : M. Kroutchev céderait bientôt la place à un des « M. » de son entourage, les noms de Mikoyan et de Malenkov étant le plus souvent cités.

On prétend même que M. Mikoyan a fait deux ou trois voyages à Budapest et que c'est lui qui est à l'origine de la déclaration publiée hier soir par le gouvernement soviétique.

Le cardinal « rouge »

L'épreuve de force qui s'est engagée dans le monde de l'Est au cours des deux dernières semaines a rendu un service appréciable aux forces d'extrême gauche. Elle a permis de constater que le régime lui-même — nationalisations, économie planifiée, structure socialiste — n'est plus remis en question, même par ceux qui manifestent très bruyamment leur mécontentement.

De plus, le Parti ayant su prendre la direction du sursaut national, les forces jusque là les plus réservées sont maintenant prêtes à lui accorder leur appui. Ainsi on sait que le retour à Varsovie du cardinal Wyszynski est dû autant qu'à la magnanimité du gouvernement polonais, au désir du prélat d'appuyer le programme développé par M. Gomulka.

Aux négociateurs communistes qui ont eu l'occasion de le rencontrer, il aurait répondu : « Je suis un cardinal rouge et je ne veux pas contrecarrer les efforts louables que déploie actuellement M. Gomulka. »

Cette déclaration du cardinal Wyszynski, qu'elle soit vraie ou non, a été lue à un meeting auquel j'ai pu assister, immédiatement après mon arrivée à Varsovie, et au cours duquel plus de 6.000 étudiants et ouvriers réunis dans la grande salle de l'École Polytechni-

→

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
CHAUDS ET LEGERS, telles sont **les qualités des Pardessus français et importés** qu'HOLMES vous invite à choisir dans la Collection la plus élégante de Paris
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

eux. Et s'il continue à se réclamer du socialisme, plusieurs de ses décisions représentent des hésitations, voire des concessions dangereuses devant les ennemis du socialisme.

« Ainsi, après avoir demandé l'aide des troupes soviétiques, le gouvernement hongrois se prononce maintenant pour leur évacuation.

« La fumée des incendies tragiques de Budapest ne saurait camoufler les préparatifs en cours contre la paix au Moyen-Orient. »

Yves Moreau,
Mardi 30 octobre.

Ainsi, la stérilisation politique d'une immense masse de Français qui auraient pu apporter leur contribution au redressement du pays se prolonge et s'aggrave. Les « oppositionnels » qui demeurent au sein du P.C. semblent n'avoir à peu près aucune chance de l'emporter sur l'actuelle direction, faute d'une action concertée et unifiée. Ils sont aussi coupables que les socialistes qu'ils critiquent. Comme eux, ils temporisent, à l'heure où des chances inespérées pourraient s'offrir au mouvement ouvrier et à la gauche française.

BUDGET

Les « recettes de poche »

POUR couvrir les charges des prestations familiales agricoles, M. Filippi, secrétaire d'Etat au budget, a présenté négligemment à l'approbation du Parlement ce qu'il a appelé « quelques recettes de poche ». Quand on examine de près certaines de ces recettes, on se rend compte qu'elles répondent à des conceptions heureuses de politique économique, mais, de ce fait, revêtent un caractère particulièrement explosif.

En premier lieu la fameuse franchise des bouilleurs de cru est réduite de moitié. Personne jusqu'ici n'est parvenu à limiter ou supprimer durablement ce privilège scandaleux ; l'application des décrets Mendès France a été ajournée *sine die* dès sa chute Quand bien même, ce qui est fort douteux, le Parlement accepterait le projet du gouvernement, il resterait à celui-ci à le faire appliquer. Or, il y a longtemps que l'on distille à peu près ce que l'on veut, et sans contrôle, dans le Calvados et la Manche.

Une autre mesure, également bien inspirée, soumet les gros agriculteurs à l'impôt de 5 % payé sur les salaires distribués par les industriels.

C'est amorcer une distinction féconde entre la petite agriculture qui vit souvent mal à cause de ses méthodes désuètes, et les gros agriculteurs qui mettent en avant la situation de l'agriculture pauvre pour obtenir des prix élevés de leurs produits et se créer des rentes.

Dans le même ordre d'idées, le système d'imposition des bénéfices agricoles serait réformé, de telle sorte que l'on déterminerait le revenu des principales exploitations agricoles, non plus forfaitairement, mais par appréciation directe de la valeur des récoltes et des produits de l'année.

Enfin il est prévu que les cotisations sociales des agriculteurs seront prélevées sur le montant des prestations et avantages qu'ils reçoivent, dans le cas où ils refuseraient de les régler. Or cette grève des cotisations sévit dans plusieurs départements de l'Ouest. La mesure proposée par le gouvernement, de bonne gestion et de justice pourtant, risque donc d'être repoussée, tant reste forte la démagogie rurale.

Il est ainsi certain que les quelques milliards de nouvelles recettes agricoles proposées par le gouvernement donneront lieu à des discussions plus vives et plus longues que d'énormes chapitres du budget, par exemple les investissements et le budget militaire, votés le plus souvent dans l'indifférence générale.

PARTIS

L'U.D.S.R. entre l'Algérie et la gauche

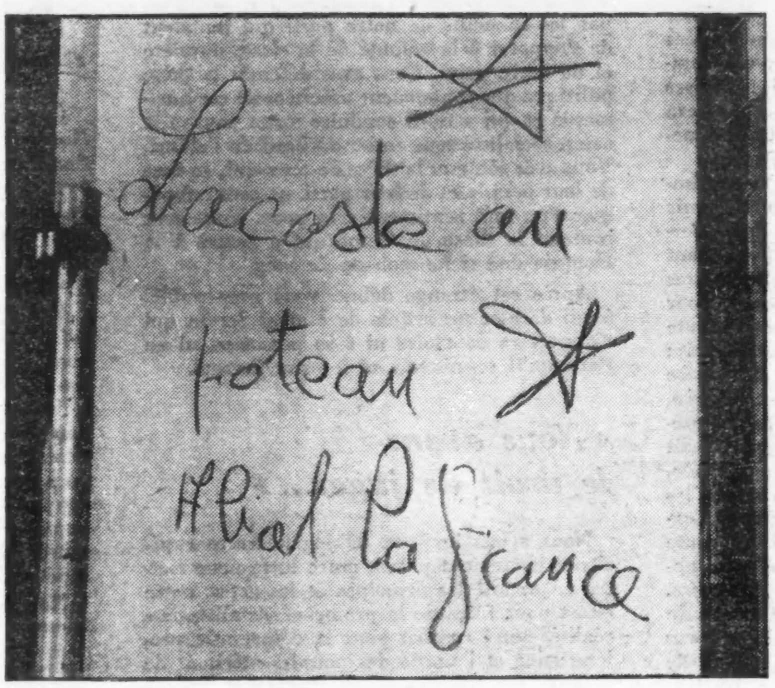
NOSTALGIE d'un travaillisme français et vœu d'un rapide règlement politique du problème algérien, tels sont les deux sentiments qui ont dominé les délibérations du X[e] Congrès national de l'U.D.S.R., réuni à la fin de la semaine dernière à Nancy.

Quelle solution politique pour l'Algérie ? Regroupement travailliste avec qui ? Le Congrès s'est efforcé d'apporter des réponses claires à ces deux questions.

Synthèse sur l'Algérie

Sur l'Algérie, M. Claudius Petit, M. Mitterrand et M. Dumas insistaient d'abord d'un commun accord pour que l'accent soit mis, dans la motion finale, sur la nécessité de passer le plus rapidement possible à la phase politique du règlement. Ils étaient largement approuvés par l'ensemble des délégués.

La motion résumant les travaux du Congrès va dans le sens général de la motion votée en juillet par le congrès socialiste de Lille. Elle est même, sur certains points, relativement plus précise.



GRAFFITI ANTIFRANÇAIS A MEKNÈS.
67 morts.

Dans son discours de clôture, M. François Mitterrand, ministre de la Justice et président du parti, a précisé sa pensée sur l'autre problème constamment présent dans les discussions du Congrès : le regroupement travailliste.

Le président de l'U.D.S.R. a évoqué les « radicaux orthodoxes » de M. Mendès France, ajoutant : « *Je ne suis pas de ceux qui s'indignent du monolithisme du parti radical alors qu'au parti socialiste la discipline est plus forte encore.* » S'il n'a pas parlé des radicaux dissidents, M. Mitterrand s'est par contre étendu sur le rôle des socialistes. Il a eu un mot aussi pour ceux « qui quittèrent autrefois l'U.D.S.R. pour le R.P.F., mais qui furent des résistants et qui sont des démocrates ».

Petit parti charnière, fort de 15.000 membres, étroitement allié avec le Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A.) qui lui assure un prolongement important outre-mer, l'U.D.S.R. espère — davantage, semble-t-il, depuis que l'orientation du parti radical a été précisée au Congrès de Lyon — être un point de rencontre. Celui où pourrait, un jour, s'amorcer le regroupement politique de la gauche non communiste française.

MAROC

Après Meknès

(De notre envoyé spéc. G. Penchenier)

APRES une semaine d'extrême tension où chaque jour on s'attendait à voir le feu reprendre d'un bout à l'autre du Maroc, le calme est aujourd'hui revenu. Mais tout le monde, Français d'abord évidemment, mais aussi Marocains, reste sur le souvenir des massacres de Meknès.

Les dirigeants marocains aujourd'hui tentent de faire croire que ce sont les éléments algériens qui ont pris la tête du mouvement. C'est bien possible. Il y a 40.000 Algériens au Maroc, pour la plupart des séquelles du protectorat, car les Français ont fait appel à de nombreux cadres algériens. Instituteurs, petits fonctionnaires, interprètes, autant de fellagha en puissance se sont incorporés à l'armée de libération qui n'admettent pas que la lutte cesse au Maroc quand leurs compatriotes de l'autre côté de la frontière continuent de se battre.

Quoi qu'il en soit, dirigés ou non par les Algériens, les manifestants de Meknès ont débouché dans la ville européenne le 24 octobre. Les troupes françaises (trois bataillons) n'avaient pas à intervenir et laissaient faire la police : 250 Français et les Asses, autant dire rien.

Les trois polices

C'est ici que les choses se compliquent : il y a trois sortes de polices au Maroc, la police chérifienne (Français et Marocains) sous les ordres de Laghzaoui, directeur de la sûreté nationale ; les Mokhraznis et les compagnies mobiles Maghzen ; enfin les Asses urbains à la disposition des pachas. L'armée de libération a été incorporée un peu partout et surtout chez les Asses ; à Meknès le chef des Asses était un colonel de l'armée de libération qui s'appelle Si Abeslem. Où est-il passé ? Que s'est-il passé ? Est-il vrai qu'un Européen a tué le chef des Asses ? Ou bien s'est-il tué lui-même en repoussant à coups de crosse les manifestants ? On ne le saura sans doute jamais, la balle de mitraillette tirée à bout portant a traversé le poumon de part en part. Si Abeslem meurt une heure plus tard sans rien dire, et d'ailleurs personne ne songe à lui demander quoi que ce soit. Car la confusion, entre temps, est devenue complète.

Les Asses, pour venger leur chef, tirent sur les policiers français qui tirent à leur tour sur les Asses pour se dégager. La bagarre née en quartier européen s'étend aux quartiers périphériques où vivent des petits blancs au milieu des indigènes. Ce sont ceux-là naturellement qui sont massacrés.

La troupe française intervient alors pour rétablir l'ordre, installe des cordons dans la ville européenne et évacue des autres quartiers tous ceux qu'elle peut dégager. Tout est fini quand arrive de Rabat un bataillon des forces royales.

Pillages et massacres

Le lendemain, la plupart des colons des environs, alertés, se replient sur la ville. Les jours suivants des bandes sillonnent la région, incendient les fermes et les récoltes, démolissent les machines agricoles et le mobilier, pillent, volent et massacrent le bétail.

Les trois quarts des fermes de la région ont été touchées. La terreur qui a régné ces jours-ci le long de l'oued Sebou et dans les environs de Meknès a été telle que 50 % des colons ont décidé de quitter définitivement le Maroc. Il y avait eu 67 morts.

A Meknès, même pendant l'émeute, les policiers européens se cantonnaient dans la défense de la ville française, revêtaient un uniforme militaire, signaient une motion demandant leur mise à disposition de l'armée. Seul le commissaire divisionnaire Feraud et son adjoint refusaient de si-

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

SALAH BEN YOUSSEF, l'ex-rival du président Habib Bourguiba, qui déclencha tout récemment en Tunisie de sanglantes émeutes, vient de se rallier à la politique de M. Bourguiba, oubliant les morts qu'il avait provoqués.

Il lui a envoyé un télégramme qui commence par les mots « Monsieur le Président », et se termine par « mes respects ».

Les Algériens de Tunisie espèrent que la réconciliation Bourguiba-Ben Youssef n'aura pas lieu. Ils prétendent, en effet, que Salah Ben Youssef est lié aux partisans de l'ennemi du F.L.N., Messali Hadj, alors qu'ils sont tous, eux, inscrits au F.L.N.

★

GEORGES LAVAU, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble, vient d'être inculpé. Il est accusé — comme d'autres — d'atteinte au moral de la nation. Motif : il a signé un tract demandant, à Grenoble, la reconnaissance du fait national algérien accompagnée de négociations essentiellement destinées à protéger les droits et les intérêts de la minorité européenne d'Algérie.

Georges Lavau, l'un de nos plus jeunes et de nos plus brillants universitaires, avait, dans les milieux dits « anticolonialistes », une réputation de modération qui lui attirait souvent les critiques de ses amis. Georges Lavau avait notamment écrit dans « L'Action », hebdomadaire tunisien, un article demandant aux fellagha algériens de prendre conscience des réalités françaises et d'abandonner leur intransigeance.

★

LE bilan complet des troubles qui se sont produits la semaine dernière au Maroc dans les régions de Fès, Meknès et Gharb, au nord-est de Rabat, n'a pas été publié. Le voici :

67 Européens ont été assassinés ; 43 blessés ; 6 ont disparu. 93 fermes ont été entièrement détruites, 69 partiellement. Les récoltes ont été incendiées dans 230 autres exploitations agricoles. 5 stations de pompage ont été détruites. 34 véhicules détruits ou endommagés, ainsi que 21 tracteurs. L'exode des agriculteurs européens vers les villes se poursuit.

★

L'INSTITUT des Vins de consommation courante (I.V.C.C.) composé de fonctionnaires et de techniciens qualifiés, vient d'enregistrer avec inquiétude « le fléchissement des exportations de vins sur les T.O.M., au cours des derniers mois ». Pour remédier à cette évolution fâcheuse, il propose « que soient majorées les primes des vins destinés à ces territoires ».

Avec courage, le ministre de la France d'Outre-Mer, justement ému du développement de l'éthylisme en Afrique noire, avait donné aux gouverneurs la possibilité de limiter les importations. Sur un autre plan, le ministre des Finances avait parlé de réviser sévèrement les subventions « inutiles » pour maintenir et même accroître les subventions valables.

La proposition de l'I.V.C.C. va exactement à contresens des décisions gouvernementales sur ces deux terrains. Au moment où le Comité Supérieur de lutte contre l'alcoolisme s'efforce de convaincre les métropolitains des avantages de la modération, l'octroi de primes plus fortes pour accroître la consommation outre-mer serait peu opportun ; c'est le moins qu'on puisse en dire.

D'autant que le contribuable, lui, payerait des deux côtés.

B. G.

gner cette motion qui devait permettre à Si Laghzaoui, directeur de la sûreté, de crier à l'abandon de poste et de vouloir révoquer les 250 policiers français de Meknès. Revenu de Tunis, décidé à brusquer les choses, le sultan, à l'annonce du massacre de Meknès, mettait en balance l'affront qui lui avait été fait et la carence des autorités locales marocaines.

Un communiqué de Cogny

De son côté, apprenant que le gouvernement marocain émettait une protestation contre l'action entreprise par les troupes françaises à Meknès, le général Cogny publiait le communiqué suivant :

« Sans préjuger l'action diplomatique qu'appelle une telle démarche, le chef de l'armée française au Maroc se doit de faire connaître publiquement ce qui suit :

« 1° L'intervention des troupes françaises a été décidée par lui devant la carence des autorités marocaines chargées localement du maintien de l'ordre, carence qui s'est traduite par l'assassinat de Français paisibles, le massacre de femmes et d'enfants français, la destruction de biens français.

« 2° Respectueux de la mission d'amitié franco-marocaine qui reste la sienne au Maroc, le général commandant supérieur a tenu à ce que l'intervention de ses troupes s'effectue avec la coopération de l'armée royale marocaine et des forces de police chérifiennes fidèles à leur devoir.

« 3° Partout où les vies et les biens des Français au Maroc se trouveront en danger, le général commandant supérieur prendra, dans le même esprit, toutes les mesures nécessaires à leur sauvegarde. »

Et dès lors on assistait à un nouveau retournement de l'opinion. Le gouverneur de Meknès, Si Djénane, était remplacé par le commandant Driss, ancien officier français. Le prince Moulay Hassan, chef d'état-major impérial, se rendait chez le général Cogny et lui disait combien Sa Majesté avait apprécié le deuxième paragraphe du communiqué. Dans le même temps l'Istiqlal freinait ses troupes et obtenait de l'U.M.T. que le mot d'ordre de grève lancé par la Ligue arabe pour le dimanche 28 octobre ne soit pas suivi au Maroc. Quelques jours plus tard, il était également décidé, « eu égard aux circonstances », de ne pas faire grève le 1er novembre.

U. R. S. S.

L'ère des négociations

La radio de Moscou a diffusé, dans la soirée du 30 octobre, une « déclaration du gouvernement soviétique sur les relations de l'U.R.S.S. avec les autres pays, et en premier lieu avec les pays socialistes », qui constitue un document d'une importance capitale et peut être considérée comme la nouvelle « Charte » de la politique étrangère des pays de l'Est.

L'on voit bien qu'à la suite des tragiques événements de Hongrie, le principal souci des dirigeants soviétiques est d'apaiser l'opinion des pays dits satellites émue par ces événements : ou bien les mots n'ont plus de sens, ou bien on est en droit de penser, d'après cette déclaration, qu'en tirant la conclusion de la défaite subie en Hongrie, l'U.R.S.S. est disposée à réorganiser ses rapports avec les peuples de l'Est sur une base nouvelle : celle de la souveraineté effective des pays signataires du pacte de Varsovie. La soumission a pratiquement pris fin ; commence l'ère des négociations.

Un sens nouveau

Certes, les principes énoncés dans la déclaration officielle du Kremlin n'ont rien de foncièrement nouveau ou original. Théoriquement, l'U.R.S.S. n'a jamais nié le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale des pays qui, pratiquement, depuis Yalta, étaient placés sous sa dépendance. Mais les termes : souveraineté et égalité des droits viennent de prendre un relief nouveau du fait des récents événements, des explosions de l'âme nationale qui ont abouti, en Pologne et en Hongrie, à une cessation effective du contrôle soviétique.

La Pologne de Gomulka, la Hongrie du dialogue entre Imre Nagy et les comités révolutionnaires, ne peuvent plus être considérées comme des pays satellites ; malgré la présence, d'ailleurs précaire et désormais provisoire, des forces soviétiques, l'opinion nationale de ces pays s'est affirmée avec une puissance irrésistible, après avoir pris conscience des perspectives nouvelles ouvertes à leur développement par l'écroulement du système stalinien de contrôle policier et d'intégration militaire et économique.

Une révision déchirante

Ainsi l'ampleur même des mouvements de libération nationale hongrois et polonais a donné aux engagements « formels » et peut-être insincères pris par les dirigeants soviétiques envers le maréchal Tito en juin 1955 et en juin 1956, une confirmation pratique inattendue. Sans doute, dans les circonstances dramatiques que l'on connaît, le gouvernement soviétique n'avait-il plus le choix qu'entre un interventionnisme poussé jusqu'au bout ou une « révision déchirante » de ses positions en Europe orientale.

Or la déclaration du Kremlin permet de conclure que celui-ci penche (s'il n'est déjà pas tout à fait décidé) vers la seconde solution. Comprenant le caractère inéluctable de la désatellisation et de la démocratisation des pays de l'Est, dont le maréchal Tito revendiquera sans doute le mérite devant l'histoire d'avoir reconnu le premier la nécessité et l'urgence, les dirigeants soviétiques se préoccupent, si l'on en juge d'après leurs propos, de « limiter les dégâts ». Ils s'efforcent de persuader vite l'opinion des pays de l'Est qu'il leur sera possible d'établir, après les incidents tumultueux et sanglants des dernières semaines, des relations raisonnables, sinon amicales, avec l'Union Soviétique et de promouvoir avec elle une coopération politique et économique que la géographie recommande et dont tous les partis pourraient tirer des avantages réciproques, après le démantèlement du système de contraintes staliniennes.

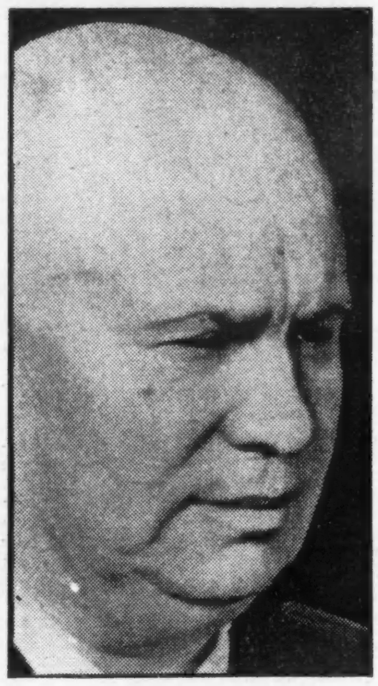
Quant à sa partie consacrée à la Hongrie, le document soviétique traduit très clairement l'inquiétude des gouvernants soviétiques que les passions antirusses et anticommunistes engendrées par les lourdes erreurs du passé ne se concrétisent dans ce pays par un glissement précipité vers l'extrême droite, voire la renaissance du fascisme, ce qui conduirait à une rupture de l'équilibre en Europe orientale.

Le coup de grâce

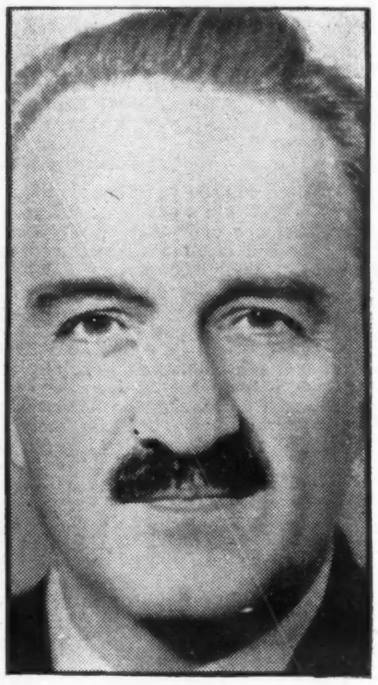
Il faut croire que le Kremlin aimerait amener en Hongrie une relative stabilisation autour d'une formule de gouvernement de coalition démocratique (le « titisme » est déjà largement dépassé dans ce pays où l'appareil communiste est liquidé et les militants du parti se trouvent en plein désarroi). C'est une telle formule qui a prévalu après la libération jusqu'en 1947 avant que le gouvernement de Staline eut décidé de riposter au plan Marshall par la soviétisation accélérée de tous les pays de l'Est, la Hongrie y comprise. Dans ce sens, la déclaration du Kremlin du 30 octobre peut être considérée comme un désaveu et une reconnaissance de la faillite de toute l'œuvre du Kominform ; par là même, elle encouragera sans doute tous les éléments libéraux et démocratiques des autres pays satellites à organiser et à poser des revendications semblables à celles qui, d'une manière modérée et pacifique en Pologne, violente et ensanglantée en Hongrie, ont conduit à la restauration de la souveraineté nationale et des libertés essentielles.

C'est donc une sorte de *Commonwealth* de pays socialistes (mais la Hongrie est-elle encore socialiste ?) que les Soviétiques substituent à l'Empire stalinien auquel, après le défi de Gomulka, la révolution hongroise de sept jours a donné le coup de grâce.

M. MALENKOV.



M. KROUTCHEV.
Après une défaite, deux candidatures.



M. MIKOYAN.

tiné à balayer les vestiges du stalinisme.

Le Parti Communiste polonais a d'ailleurs, dès dimanche matin, pris officiellement le parti des insurgés. Depuis, Gomulka et les autres dirigeants ont reçu de nombreuses délégations venues leur demander de préciser leur position au sujet de la Hongrie et d'user de leur influence pour que la Russie cesse son intervention à Budapest.

Mikoyan ou Malenkov ?

La nouvelle de l'arrêt des combats à Budapest, puis la retentissante déclaration du gouvernement soviétique, ont été accueillies à Varsovie comme une deuxième victoire, aussi grande sinon plus grande que celle que les Polonais avaient remportée eux-mêmes une semaine plus tôt pendant la visite de M. Kroutchev. Il est maintenant clair que, devant la résolution des Polonais et des Hongrois, l'Union Soviétique a décidé d'accepter l'inévitable : le remaniement du bloc socialiste afin de lui rendre une structure appropriée aux aspirations des peuples qui le composent.

On pense d'ailleurs que les hommes chargés d'appliquer cette nouvelle formule ne seront plus les mêmes que ceux qui n'ont su ni déstaliniser ni maintenir l'empire stalinien : M. Kroutchev céderait bientôt la place à un des « M. » de son entourage, les noms de Mikoyan et de Malenkov étant le plus souvent cités.

On prétend même que M. Mikoyan a fait deux ou trois voyages à Budapest et que c'est lui qui est à l'origine de la déclaration publiée hier soir par le gouvernement soviétique.

Le cardinal « rouge »

L'épreuve de force qui s'est engagée dans le monde de l'Est au cours des deux dernières semaines a rendu un service appréciable aux forces d'extrême gauche. Elle a permis de constater que le régime lui-même — nationalisations, économie planifiée, structure socialiste — n'est plus remis en question, même par ceux qui manifestent très bruyamment leur mécontentement.

De plus, le Parti ayant su prendre la direction du sursaut national, les forces jusque là les plus réservées sont maintenant prêtes à lui accorder leur appui. Ainsi on sait que le retour à Varsovie du cardinal Wyszynski est dû autant qu'à la magnanimité du gouvernement polonais, au désir du prélat d'appuyer le programme développé par M. Gomulka.

Aux négociateurs communistes qui ont eu l'occasion de le rencontrer, il aurait répondu : « Je suis un cardinal rouge et je ne veux pas contrecarrer les efforts louables que déploie actuellement M. Gomulka. »

Cette déclaration du cardinal Wyszynski, qu'elle soit vraie ou non, a été lue à un meeting auquel j'ai pu assister, immédiatement après mon arrivée à Varsovie, et au cours duquel plus de 6.000 étudiants et ouvriers réunis dans la grande salle de l'Ecole Polytechni- →

POLOGNE

Gomulka prépare l'avenir

(De notre envoyé spécial K.S. Karol.)

A Varsovie, les gens se saluent en se félicitant de la nouvelle Révolution. L'atmosphère rappelle un peu celle que la Pologne a connue en 1918 et en 1945, quand à deux reprises elle a retrouvé son indépendance. Cette joie est cependant obscurcie par les nouvelles qui viennent de Hongrie. Dans les rues de Varsovie on voit un peu partout des collectes et des réunions spontanées organisées en l'honneur du peuple hongrois. Tout Varsovie sait qu'il a échappé de justesse au sort des habitants de Budapest. Depuis lundi matin de longues queues de donneurs de sang se forment devant tous les centres de la Croix-Rouge qui envoient des secours médicaux en Hongrie. Personne, ni parmi les membres du Parti, ni parmi les non-communistes, ne met en doute le fait que la lutte engagée en Hongrie n'est pas une contre-révolution mais au contraire un sursaut progressiste des-

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
CHAUDS ET LEGERS, telles sont les qualités des Pardessus français et importés qu'HOLMES vous invite à choisir dans la Collection la plus élégante de Paris
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

→

que écoutaient les réponses faites par Gomulka aux différentes délégations estudiantines et ouvrières qui se sont présentées chez lui.

Ces réponses ont été accueillies avec un enthousiasme variable, selon leur nature. Les déclarations de l'actuel premier secrétaire du Parti sur la situation du maréchal Rokossovsky, ont été écoutées dans un silence non pas hostile mais lourd de certains préjugés difficiles à surmonter pour les Polonais. A ceux qui lui demandaient le renvoi à Moscou du maréchal, Gomulka avait répondu :

— Certes, le maréchal Rokossovsky ne peut pas être le ministre de la Défense nationale de Pologne, et c'est pourquoi nous l'avons déjà mis en congé. Mais il ne faut pas oublier que cet homme n'avait aucun désir de venir chez nous et qu'il n'a accepté son poste de maréchal de Pologne que sous la double pression de Staline et du gouvernement polonais de l'époque. Aujourd'hui, cet homme déclare, non sans amertume : « Dans les années 30, on m'a emprisonné en Russie parce que j'étais Polonais. Aujourd'hui, on veut me chasser d'ici parce que je suis prétendument Russe. » Il faut comprendre la situation de cet homme.

Pas d'irrécupérables

M. Gomulka, on le sait, a d'ailleurs déclaré qu'il n'y a pas de gens irrécupérables, que chacun a le droit de changer son opinion et que les communistes, comme le peuple polonais tout entier, ont beaucoup évolué au cours des dernières années. « Il y a des hommes qui ont cessé d'être staliniens il y a très longtemps. D'autres l'ont fait plus tard. Certains tout récemment. Quelques-uns enfin le feront plus tard encore. Nous ne devons pas les rejeter à cause de leur activité passée et nous devons les juger uniquement sur ce qu'ils sont aujourd'hui et sur ce qu'ils peuvent faire dans l'avenir. »

La Pologne sollicite-t-elle l'aide de crédits à l'étranger ? M. Gomulka a répondu que la Pologne est prête à accepter tous les crédits qui lui seront offerts, à condition qu'ils ne soient accompagnés d'aucune condition politique. Il a ajouté « l'argent n'a pas d'odeur ».

Quant aux relations commerciales polono-russes qui inquiètent tellement les Polonais et auxquelles certains attribuent tous les maux du pays, le premier secrétaire du Parti a admis qu'elles avaient comporté certaines anomalies. Jusqu'en 1954, la Pologne livrait du charbon à l'U.R.S.S. à un prix qui ne couvrait pas les frais de transport. Désormais, non seulement cette situation est régularisée, mais la Pologne négocie l'octroi d'un dédommagement pour la période écoulée.

Le niveau de vie

Après le meeting qui n'a été marqué d'aucune manifestation d'hostilité à l'égard de la Russie ni d'aucune manifestation antigouvernementale ou antisémite — contrairement à certaines insinuations de *l'Humanité* — les gens sont retournés à leur travail quotidien, mais le sentiment général reste que l'avenir de la nouvelle Révolution dépend de l'amélioration de la situation économique.

Le crédit immense dont jouit M. Gomulka, la normalisation des relations à l'intérieur du bloc oriental qui résulte de la déclaration du gouvernement soviétique, ne peuvent suffire à la longue, s'il n'y a pas une amélioration du niveau de vie de la population.

C'est pourquoi une aide étrangère et la mise sur pied rapide d'un plan économique rationnel sont sans doute les conditions essentielles de la démocratisation en Europe de l'Est.

Il ne s'agit pas seulement de la Pologne et de la Hongrie. Quelle que soit leur attitude attentiste d'aujourd'hui, il ne fait aucun doute que la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie seront entraînées demain dans le même mouvement et que la Russie elle-même devra bientôt leur emboîter le pas sur le chemin de la déstalinisation.

LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION.
On parle de 12.000 morts.

HONGRIE

L'impossible révolution

(De nos envoyés spéciaux à Vienne et Budapest.)

ENVELOPPE dans la brume qui monte du Danube et dans la fumée d'incendies mal éteints, Budapest n'entendait plus, mercredi matin, que le bruit sec et discontinu de fusillades isolées. L'artillerie s'était tue ; on n'entendait plus le bruit sinistre des chenilles des chars T-34 et T-54.

Sur le boulevard Rakosi, où les insurgés victorieux liquident les dernières poches de résistance, tenues par l'A.V.H. (les redoutables forces de sécurité, S.S. du régime renversé), un drapeau rouge-blanc-vert recouvre un corps. C'est le cadavre d'une fille de quatorze ans. Mardi après-midi, armée d'un « cocktail Molotov » (simple bouteille d'essence), elle avait attaqué un convoi d'artillerie motorisée soviétique. Le premier véhicule du convoi a explosé. Transformée en torche humaine, la jeune fille est morte. Sur le drapeau, un petit carton : « Ton sacrifice n'aura pas été vain. »

Il est possible maintenant de reconstituer la genèse du mouvement et son développement, jour après jour.

Mardi : *l'armée avec nous*

Des milliers d'étudiants, y compris les élèves de l'Institut Marx-Engels, défilent à Budapest, aux cris de *« Nous voulons Nagy ! A bas Gerö ! Les Russes à la porte ! »*. Encouragé par la victoire de Gomulka en Pologne (l'alliée historique du nationalisme hongrois), le mouvement s'amplifie par la participation des organisations ouvrières. Gerö, secrétaire « stalinien » du P.C., met le feu aux poudres en traitant les manifestants de « provocateurs » et de « racaille ». Une délégation d'étudiants se rend devant l'immeuble de la radio pour diffuser les revendications des manifestants. La police politique la laisse passer. Mais la délégation tarde à sortir. Le bruit de son arrestation court. La foule se fait menaçante. Un détachement de chars arrive sur les lieux. Les militaires émergeant des tourelles des blindés font des signes amicaux à la foule. Il y a des cris : *« L'armée avec nous ! »* Accompagné de son adjoint, le colonel commandant du détachement se rend à l'entrée de l'immeuble et parlemente avec la police politique. Il veut la dissuader de faire feu sur la foule. Les deux officiers sont abattus à bout portant. Assaut des manifestants, mitraillage de la part de la police politique, l'armée fait cause commune avec la foule, c'est la guerre civile.

Mercredi : *la police secrète attaque*

Dans la nuit, le Comité central du parti, encore dominé par Gerö, fait appel aux troupes soviétiques. Une division, avec 80 chars, entre à Budapest pour écraser la révolte. A l'aube, le Comité central confie le pouvoir à Nagy et prétend lui imputer l'appel aux forces russes. A midi, les combats ont pratiquement cessé lorsque 2 000 étudiants et ouvriers se réunissent devant le Parlement pour réclamer le départ de Gerö. La tenue des troupes soviétiques est exemplaire : très jeunes, elles font des signes amicaux à la foule, la laissent grimper sur leurs chars, fraternisent avec elle. La consigne paraît être : pas de violence inutile. C'est juchés sur les chars russes que des dizaines d'étudiants arrivent devant le Parlement.

Là la foule est tenue en respect par l'A.V.H. hongroise à l'une des extrémités de la place, par les chars russes à l'autre extrémité. Soudain, des coups de feu éclatent. C'est l'A.V.H. qui a tiré. Ses balles sifflent autour des tourelles des chars soviétiques. Se croyant attaqués, les Russes ripostent avec leurs mitrailleuses et leurs canons. C'est le massacre.

Lorsque le feu cesse, les survivants, fous de rage et de douleur, se précipitent dans les rues avoisinantes, entraînant avec eux la population jusque là passive. L'armée hongroise se joint aux insurgés, leur enseigne à manier les armes et à conduire les chars. L'arsenal, les casernes se rendent aux insurgés après un simulacre de résistance. Etudiants et ouvriers s'y retranchent ; des groupes, armés ou non, édifient des barricades. L'artillerie soviétique bombarde les immeubles occupés par les insurgés et d'où, en réponse à la canonnade, ne part parfois que le bruit grêle d'un seul fusil.

En fin d'après-midi, la radio annonce que Gerö est relevé de ses fonctions, et Janos Kadar investi à sa place. Kadar, arrêté en 1951, torturé, relâché deux ans après, est l'ennemi irréductible de Rakosi. Grand, jeune (il a 44 ans), ascétique, ancien serrurier, il est considéré comme un homme intègre, excellent administrateur, populaire pour deux raisons : il ne s'est pas réfugié en U.R.S.S. durant la guerre, et sa sincérité est visible au point d'être convaincante.

Mais la nomination de Kadar vient trop tard. Les insurgés, soutenus par l'armée, refusent de se rendre, réclament le départ immédiat des troupes russes, le jugement des hommes de l'A.V.H. et de Rakosi, la libération des prisonniers politiques, la refonte complète du gouvernement sous Imre Nagy.

Jeudi : *grève générale*

Nagy lance un appel radiodiffusé qui impute les troubles à « un petit nombre de contre-révolutionnaires ». Il invite les insurgés à se rendre, leur promet l'impunité et des négociations en vue du retrait des troupes soviétiques. En réponse, la grève générale est décrétée. Un soviet d'ouvriers prend le contrôle de la ville de Miskolc, dans le Nord-Est. A Debrecen, Szeged, Pecs, Györ, Magyarovar, des paysans, armés de fourches et de faux, marchent sur les hôtels de ville. L'A.V.H. ouvre le feu, faisant par endroits des dizaines de morts. Submergés par l'assaut populaire, ses membres sont piétinés à mort, tués à coups de fourches ou pendus aux candélabres.

Vendredi : *Imre Nagy supplie...*

Impuissant, ne contrôlant plus ni l'armée, ni la police, ni les radios de province, ni les voies de communication, le gouvernement lance un appel suppliant : *« Soldats, restez loyaux envers votre gouvernement ! Aidez-nous, nous vous en supplions. Membres du parti, dites aux insurgés : « Vos revendications sont acceptées. « Gerö est parti. Nagy est revenu. Il « créera un ordre nouveau. Pourquoi « continuer le combat ? »* Le gouvernement offre le relèvement général de tous les salaires (10 à 15 %, suivant les catégories), la suppression des normes de travail, la révision des accords commerciaux avec l'U.R.S.S., l'augmentation des pensions et allocations familiales.

Il ne suffit. Les syndicats exigent leur indépendance de l'Etat « comme avant 1948 », l'exploitation et le contrôle par la Hongrie des gisements de bauxite, d'uranium et de pétrole.

Samedi : *la bataille redouble*

La bataille fait rage à Budapest. Les étudiants qui tiennent la caserne Marie-Thérèse rejettent quatre ultimatums soviétiques et, bombardés par les chars, sont enterrés sous les décombres de l'édifice. A Buda, sur la colline, les centaines d'ouvriers et d'étudiants qui occupent les deux places principales, derrière des barricades de fortune, ne possèdent même pas de fusils. Aux officiers soviétiques, puis hongrois, qui les invitent à se rendre, ils répondent : *« Nous resterons ici, morts ou vifs, jusqu'à ce que les Russes quittent notre patrie. »* Toute la Hongrie occidentale est aux mains des insurgés. Des renforts soviétiques

ÉTABLISSEMENTS
G. ECREPONT
Textiles bruts et manufacturés
Toiles à drap - Linge de Maison
•
16, av. de la République
PARIS - XIe

passent la frontière, venant de Roumanie.

M. Nagy renonce à son gouvernement national-communiste et y inclut M. Bela Kovacs, leader du parti des petits paysans, Zoltan Tildy, leader du parti paysan et ancien président du Conseil, Georges Lukacs, philosophe marxiste, leader de la révolte des écrivains, sans parti.

Dimanche : le gouvernement aux abois

Appel désespéré de la radio hongroise : *« Nous vous en supplions, arrêtez la tuerie. Vous avez gagné. Vos revendications sont acceptées. »* Des pourparlers d'armistice s'engagent à la caserne Killian. Partout où les soviets ouvriers contrôlent l'insurrection, grâce à des cadres politiques dont la révolte paysanne est dépourvue, la tendance au ralliement s'affirme. Ce sont les soviets d'ouvriers qui empêchent la révolution de dégénérer en contre-révolution. A Györ, où siège le Q. G. insurrectionnel, Attila Szigety, communiste, chef du mouvement, se rallie à Nagy. Les éléments réactionnaires (paysans et clergé) hurlent : *« A mort Szigety ! A bas le communisme ! »*. Mais ils n'ont pas de chefs. Ils s'inclinent en maugréant devant la décision de Szigety.

Une trêve de fait s'instaure. Les forces soviétiques restent dans leurs retranchements fortifiés et leur commandant publie ce communiqué : *« Nous n'interviendrons pas dans les affaires intérieures hongroises. Nous considérons votre combat contre l'oppression comme parfaitement légitime. »* Les insurgés de Györ ravitaillent leurs assiégeants soviétiques.

Lundi : l'évacuation est décidée

« Szabad Nep », organe central du P. C. hongrois, polémique contre la « Pravda » : *« D'après la « Pravda »,* écrit l'organe hongrois, *l'insurrection a été fomentée par les impérialistes anglo-américains. C'est là une insulte pour tout le peuple de Budapest. Nos jeunes gens, dignes des martyrs de 1848, se sont battus pour la liberté, la démocratie, l'indépendance et l'amitié avec l'U.R.S.S. sur ces bases. »*

L'évacuation inconditionnelle de Budapest est décidée, mais les troupes soviétiques poursuivent le « nettoyage » de la ville. Les insurgés se méfient des promesses soviétiques et tiennent bon.

Mardi : les Russes s'inclinent

A la fois soutenu et poussé par le ralliement des insurgés à son programme, M. Nagy négocie avec M. Mikoyan, premier vice-président de l'U.R.S.S., l'évacuation complète et inconditionnelle de la Hongrie. M. Nagy est soutenu par le général Naszkowski, vice-ministre polonais de la Défense, que M. Gomulka a dépêché à Budapest.

Impressionné par la puissance de l'insurrection, M. Mikoyan s'incline. Des élections libres sont décidées.

Mercredi : victoire !

Retour progressif au calme. Le gouvernement soviétique publie un communiqué promettant aux démocraties populaires de négocier les accords économiques et militaires sur une base d'égalité et de non-immixtion dans leurs affaires.

La Hongrie est libre.

Depuis 1917

C'était donc possible. La révolution, inconcevable depuis dix ans, le peuple hongrois l'a menée à bien. A la barbe de deux cents millions de Soviétiques, bravant le courroux du Kremlin et quatre divisions blindées, les huit millions de Hongrois ont réalisé la première authentique révolution européenne depuis 1917. L'U.R.S.S. s'est inclinée devant eux : elle a accepté l'évacuation sans conditions de Budapest et du pays ; elle accepte de négocier avec toutes les démocraties populaires le retrait des troupes russes et même des techniciens — de ceux, par exemple, qui exploitent les mines d'uranium hongroises avec une telle hâte que leurs forages maladroits ont provoqué des infiltrations d'eau dans les puits de pétrole voisins. Elle accepte la constitution par Imre Nagy d'un gouvernement de transition, comprenant les partis paysan, petit-paysan et social-démocrate ; elle accepte l'organisation d'élections libres. Les dernières, en 1945, avaient donné la majorité absolue aux partis paysans.

Amnistie générale pour les insurgés ; dissolution de la police politique ; organisation d'une nouvelle police, encadrée par les milices ouvrières et estudiantines ; redistribution de la terre aux paysans ; gestion ouvrière des entreprises : le peuple hongrois a obtenu tout cela en huit jours de lutte. Au sein de la fausse révolution, préfabriquée à Moscou, imposée il y a huit ans sous la protection des baïonnettes soviétiques, la vraie révolution a éclaté. Elle a balayé la bureaucratie et la terreur installées par Rakosi et Farkas ; un peuple entier s'est soulevé contre la dégénérescence stalinienne du socialisme et l'occupation soviétique, pour la démocratie populaire, la gestion ouvrière et l'indépendance nationale.

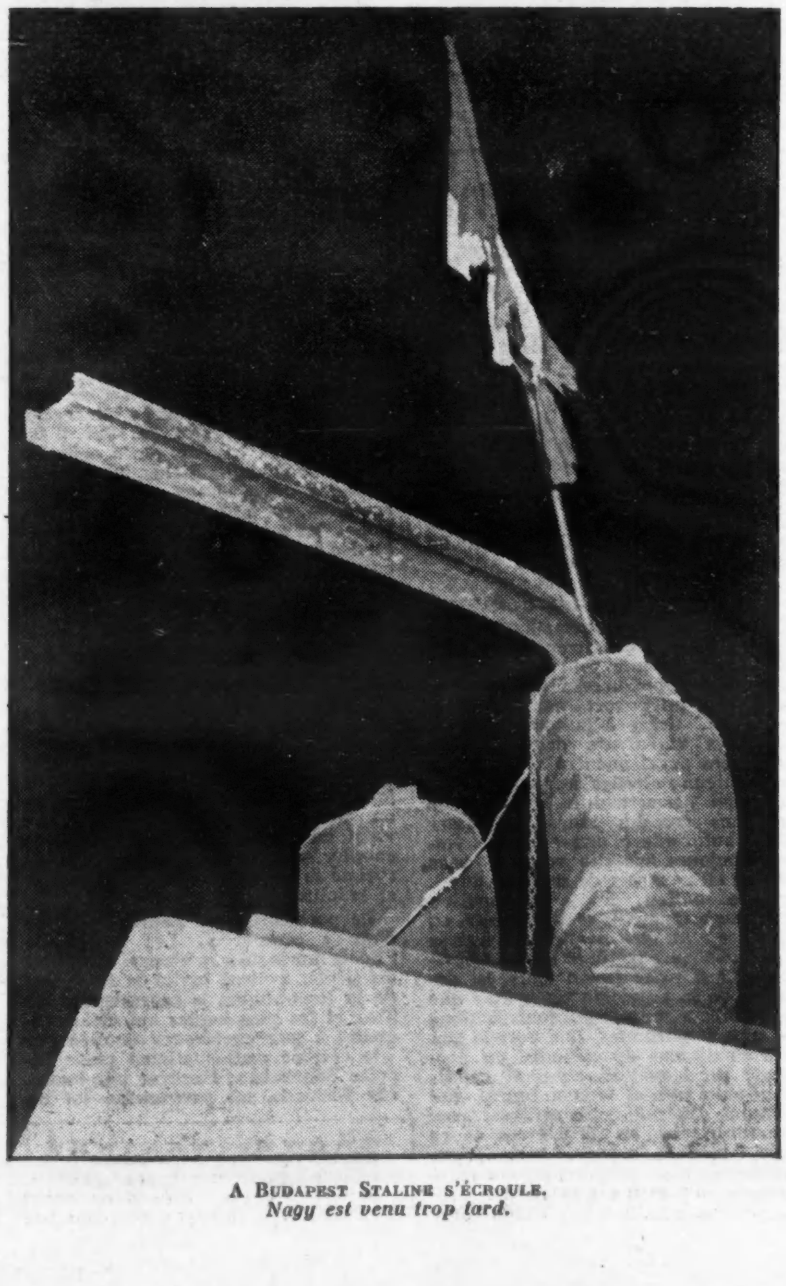
Nagy cède trop tard

Dès dimanche dernier, le P.C. hongrois abandonnait la fiction du soulèvement contre-révolutionnaire, défendue jusque là. Comment pouvait-il parler de contre-révolution quand un peuple entier, syndicats ouvriers en tête, se lançait à l'assaut du pouvoir ? Et comment appeler révolutionnaire un pouvoir qui avait contre lui jusqu'à l'avant-garde ouvrière ?

« *Il est faux,* déclarait dimanche M. Imre Nagy, *que ce qui se produit en Hongrie soit une contre-révolution. C'est un mouvement démocratique qui a soulevé toute notre nation pour la conquête de l'indépendance, seule base de la démocratie socialiste. Je dois reconnaître que les graves crimes commis par le précédent régime ont causé l'explosion.* »

A aucun moment de la semaine dernière les insurgés n'auraient osé rêver une victoire complète. Ils croyaient, et avec eux le monde entier, que leur soulèvement serait fatalement écrasé par les troupes soviétiques. Seul le gouvernement de Budapest connaissait l'ampleur réelle du mouvement, et l'ampleur des massacres nécessaires pour en venir à bout. Lorsque M. Nagy s'inclina définitivement devant les rebelles, la guerre civile, la guerre contre l'occupant, avait duré une semaine entière.

Tout au long de ces huit jours, le gouvernement hongrois s'était laissé arracher, une à une, les mesures exigées par le peuple. Si l'U.R.S.S. avait autorisé M. Nagy à céder plus rapidement, le mouvement n'aurait pas pris cette ampleur, et le prix à payer pour la pacification aurait été moindre. Parce qu'il n'a pu accorder les concessions qu'au compte-gouttes, M. Nagy a été acculé à la capitulation finale par une insurrection devenue révolution et dont, huit jours plus tôt, il aurait pu prendre la tête et limiter les frais. Les hésitations soviétiques ont réduit le prestige de M. Nagy et l'obligent aujourd'hui à composer avec les conservateurs.



A BUDAPEST STALINE S'ÉCROULE.
Nagy est venu trop tard.

ETATS-UNIS

Les 3 atouts d'Eisenhower

(De notre corresp. à Washington.)

JAMAIS campagne électorale américaine ne s'est terminée dans une pareille indifférence. Eisenhower lui-même a du mal à faire salle comble dans ses déplacements. Quel que soit le vainqueur, il est déjà certain que le parti qui aura gagné le plus de voix sera celui des abstentionnistes. De 40 % en 1952, leur pourcentage risque de passer cette année à plus de 45 %.

A quelques jours des élections, la partie parait définitivement jouée. Aux yeux de tous les observateurs, une victoire de Stevenson serait plus miraculeuse encore que celle de Truman en 1948. Les développements de la crise du Moyen-Orient et la condamnation de l'agression israélienne contre l'Egypte joueront incontestablement en faveur des Démocrates en leur assurant les voix de beaucoup de Juifs américains, mais il est peu probable que cette évolution de dernière heure permette à Stevenson de combler le fossé qui le sépare du président Eisenhower.

On donne trois raisons à l'impuissance du candidat démocrate à remonter la pente malgré le bon départ qu'il avait pris au début de la campagne :

— L'erreur tactique qu'il a commise il y a un mois en faisant de l'interdiction des essais thermo-nucléaires — qui intéresse peu les Américains — le principal enjeu de la bataille.

— Son silence sur le problème de la déségrégation raciale, qui lui a aliéné un grand nombre d'électeurs noirs.

— L'état de santé apparemment excellent du Président dont le dernier examen médical est considéré par les Républicains comme un certificat de victoire pour le 6 novembre.

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

SUPERSTITION

Ambassadrice de la mode, Gigi Ronde, le mannequin-vedette de la maison Décroche et Moyssat a perdu son fétiche dans l'avion qui la conduisait aux Etats-Unis. Une hôtesse de l'air le retrouva heureusement sous un fauteuil en s'éclairant avec son boitier Wonder. La pile Wonder ne s'use que si l'on s'en sert.

FORUM

ÉTUDIANTS : Sursis pour l'Algérie ?

par Claude NEUSCHWANDER *Vice-président de l'U.N.E.F.*

DES menaces extrêmement précises pèsent actuellement sur une des institutions qui conditionnent le fonctionnement de notre enseignement supérieur : le sursis étudiant.

CLAUDE NEUSCHWANDER

Un certain nombre d'articles de journaux parus récemment se posent la question de savoir si le sursis est justifié dans les conditions actuelles.

Ils traduisent un malaise de l'opinion vis-à-vis de ce problème : il est injuste, semble-t-il, que, de deux garçons du même âge, l'un se batte et l'autre assure sa carrière en poursuivant ses études. Il serait évidemment facile de retourner l'argument : les étudiants, à l'expiration de leurs sursis, se battent alors que leurs camarades du même âge sont rentrés chez eux.

Le sursis n'est pas une dispense, ce n'est qu'un retard dans l'accomplissement du service militaire.

Il s'agit, en effet, d'une institution qui prend place dans la vie de l'homme entre la fin de ses études, que ce soit apprentissage, études techniques, professionnelles ou supérieures, et l'exercice de sa carrière. De par le prolongement de ses études, l'étudiant est amené à faire son service militaire à un âge plus avancé, car la cassure que provoquerait un an et demi au moins de service militaire compromettrait gravement le succès et même l'achèvement des études, qui constituent un investissement intellectuel nécessaire à la bonne marche de notre économie : rompre le sursis serait prendre une hypothèque considérable sur l'avenir de la nation.

Ce n'est donc qu'un décalage de quelques années ; les étudiants dont la classe est appelée sous les drapeaux sont remplacés là-bas par des étudiants plus âgés, en attendant d'y aller eux-mêmes plus tard, d'autres étudiants plus jeunes.

Trait de plume

Si donc on voulait résilier d'un trait de plume tous les sursis, il serait nécessaire, pour rester logique avec soi-même, de libérer en même temps tous les étudiants qui accomplissent leur service avec quatre ou cinq années de retard.

On n'en tirerait aucun bénéfice, bien au contraire, puisque ces étudiants, qui acquièrent durant leurs études, par la préparation militaire supérieure ou l'instruction militaire obligatoire, une formation militaire très poussée qui leur permet souvent d'entrer dans l'armée comme sous-lieutenants, n'auraient plus les moyens de recevoir cette formation.

Cependant, une proposition de loi présentée par M. Brunhes a été adoptée au Conseil de la République avant les vacances ; cette loi tend à faire résilier les sursis dans un certain nombre de cas, notamment, ce qui semble inacceptable, dans le cas où l'étudiant professerait des opinions jugées inadmissibles sur le problème algérien.

Le sursis est une question purement technique qui apparaît pourtant indépendante de tout conformisme politique. D'autre part, cette même proposition prévoyait la possibilité de résiliation des sursis si l'étudiant n'avait pas présenté d'examen lors de la session de juin 1956. Or, pour être étudiant aux termes de la loi sur les œuvres universitaires, il suffit d'avoir passé un examen dans les deux ans, et l'on ne voit vraiment pas pourquoi M. Brunhes cherche à restreindre cette définition légale de l'étudiant.

Menace écartée

Cette menace, qui semble écartée, du moins temporairement, n'est pas la seule : la durée de la scolarité supérieure oblige, dans un certain nombre de cas, à prolonger le sursis de 25 à 27 ans.

Une loi fut votée en 1955 prévoyant que le ministre de la Défense nationale peut, pour permettre l'achèvement d'un cycle de scolarité ou d'un stage, et après consultation obligatoire des organismes universitaires compétents, accorder une prolongation de sursis.

Cependant, placé devant un abus de demandes, le ministre de l'Education nationale publiait une circulaire dans laquelle il demandait, ce qui est normal, une application stricte de la loi pour éliminer tous ceux qui, à l'aide du sursis, veulent échapper à l'appel sous les drapeaux ; mais cette circulaire a été interprétée beaucoup trop strictement : quotidiennement, des étudiants sont obligés d'interrompre brusquement des études sur le point d'être terminées ; chaque jour, l'U.N.E.F. reçoit des plaintes des associations générales d'étudiants attirant son attention sur des cas précis parfaitement injustifiés.

Nous concevons parfaitement que l'insécurité de la situation actuelle entraîne une certaine sensibilité de l'opinion. Il faut empêcher que de faux étudiants ne s'abritent derrière le sursis pour échapper à leurs obligations. Mais ce serait une très mauvaise méthode que de supprimer tous les sursis pour empêcher quelques abus.

Puissent les services publics distinguer les véritables étudiants qui, en poursuivant leurs études, contribuent à la future expansion économique de notre nation. C. N.

(*Copyright « L'Express »*.)

ETHEL : « *Qu'est-ce qui ne va pas, Gertrude ?* »
GERTRUDE : « *Oh ! rien... Simplement Jack et moi, nous avons eu une petite dispute l'autre jour, et je lui ai écrit pour lui interdire de me parler ou de m'écrire à l'avenir — et l'horrible créature n'a même pas eu la décence de répondre à ma lettre.* » (1898)

MATHÉMATIQUES

Un par génération

LE 7 janvier prochain, à 11 heures du matin, la leçon inaugurale d'un cours de mathématiques, dans la chaire nouvellement créée d'algèbre et de géométrie, aura lieu au Collège de France. Ce qui confère de l'importance à ce banal événement c'est l'âge du professeur titulaire de la nouvelle chaire. Ce professeur a 29 ans. Il s'appelle Jean-Pierre Serre.

Il était encore étudiant il y a seulement huit ans. Maintenant le voici en quelque sorte en fin de carrière. Point n'est donc besoin d'ajouter qu'il s'agit d'un mathématicien exceptionnel comme il ne s'en rencontre qu'un ou deux par génération.

Pour le moment il se trouve aux Etats-Unis : les Américains lui ont demandé de venir passer trois mois par an à Princeton pour faire un cours à l'Institute of Advanced Studies, où travaillait Einstein, et où l'on peut rencontrer actuellement des savants du calibre de Oppenheimer, John von Neumann, Linus Pauling et d'autres.

Ellipse = carré

Il doit son audience aux progrès qu'il a fait faire aux mathématiques (progrès qu'il est impossible d'exprimer en termes simples) et, en particulier, à la topologie.

La topologie, branche des mathématiques, recherche quelles sont dans une figure les propriétés qui ne varient pas lorsqu'on la déforme. Par exemple, si on transforme peu à peu un triangle en un cercle, quelles seront les propriétés du triangle qui résisteront à cette torture.

Ce n'est ni la taille des figures, ni la forme qui importent, mais leur « nature profonde » ou, comme on dit, leur structure. Pour un topologiste, une ellipse et un carré sont absolument équivalents, étant donné que l'on peut passer de l'un à l'autre par une déformation continue. Une pièce de monnaie et un disque de phonographe, en revanche, ne sont pas du tout équivalents, topologiquement : quelle que soit la déformation progressive que l'on inflige à ce disque on n'arrivera jamais à éliminer le trou qui est en son centre (ou, ce qui revient au même, à en créer un dans la pièce de monnaie).

Déformation continue

Grâce à des raisonnements de topologie on peut démontrer, par exemple, qu'un homme peut enlever son gilet sans avoir besoin d'enlever sa veste (le gilet sort par une des manches). Grâce à la topologie encore, les ingénieurs des Ponts et Chaussées parviennent à réaliser ces harmonieux « trèfles à quatre feuilles » qui permettent à la sortie de certaines grandes villes de passer d'une autoroute à une autre en restant toujours sur des voies à sens unique et exemptes de croisement.

Cette notion de « déformation continue » d'un être mathématique en un autre a pu être étendue des figures géométriques aux fonctions algébriques. C'est précisément dans le domaine de la topologie algébrique que J.-P. Serre a apporté ses contributions les plus importantes. Il a permis aux mathématiciens de résoudre un problème sur lequel ils butaient depuis vingt-cinq ans et leur a fourni une méthode générale qu'ils utilisent pour résoudre tous les problèmes de ce type, tant dans l'espace à trois dimensions que dans les hyperespaces à quatre, cinq ou *n* dimensions.

En dehors de ses exploits en topologie, J.-P. Serre est aussi un algébriste consommé. La notion de faisceau qu'on ne croyait utilisable qu'en topologie et en analyse fut mise par lui au service de la géométrie algébrique, domaine dans lequel elle se révéla d'une excellente fécondité.

Ce qui est exceptionnel dans le cas de J.-P. Serre, ce n'est donc pas sa jeunesse, mais la valeur de ses travaux. Au dernier Congrès international de mathématiques, en 1954, il fut l'un des deux lauréats de la médaille Fields. La médaille Fields, instituée en 1932 par un généreux mathématicien canadien, est en quelque sorte le prix Nobel des mathématiques. Elle est accordée à deux mathématiciens lors des congrès internationaux, tous les quatre ans. Jusqu'à présent elle n'a été attribuée que trois fois, et, sur les six lauréats, deux appartiennent à l'Ecole mathématique française. (Laurent Schwartz en 1950 et J.-P. Serre en 1954.)

Société secrète

Les mathématiciens français, dont la primauté est admise dans le monde entier, ont d'ailleurs reconnu depuis longtemps déjà la valeur du professeur Jean-Pierre Serre : il n'avait que vingt ans quand les bourbakistes le cooptèrent. Il entrait ainsi dans la société la plus fermée, la plus secrète et la plus savante qui soit.

Le personnage de Bourbaki est né d'un « canular ». Les élèves de l'Ecole normale supérieure, au début du siècle, avaient invité le Président de la République, le représentant du Tsar et les plus hautes autorités officielles à une conférence donnée par « le célèbre mathématicien russe Nicolas Bourbaki ». Pendant une heure, sur l'estrade, un personnage lut un texte imperméable aux sommités présentes. Quand on voulut le féliciter il disparut. C'était un clochard, et le texte de sa conférence était une série de facéties que seuls des mathématiciens auraient pu comprendre.

Cette plaisanterie était oubliée quand l'éditeur Enrique Freymann commença à publier par fascicules, dans la collection *Actualités scientifiques*, un traité de mathématiques qui provoqua une émotion considérable dans le monde savant.

Un personnage mystérieux

Ce traité montrait que son auteur était à la pointe de la recherche dans les domaines les plus variés : il était à la fois un analyste, un topologiste, un mécanicien...

C'était sans aucun doute le plus grand mathématicien du siècle. Il s'appelait Nicolas Bourbaki.

Des savants dans le monde entier voulurent le connaître. En vain. Des émissaires, assure-t-on, lui furent envoyés des Etats-Unis pour l'inviter à travailler dans les laboratoires atomiques. Leurs démarches furent tout aussi inutiles. Bourbaki était invisible. On commença à se demander comment un tel génie pouvait aussi parfaitement demeurer dans l'ombre. Et peu à peu le mystère fut percé : Bourbaki n'existait pas. C'était le pseudonyme qu'avaient choisi vingt-deux mathématiciens français de grande valeur pour signer en commun leurs travaux — souvent mis au point en collaboration.

Certains de ces savants n'étaient guère plus âgés que Jean-Pierre Serre.

Et cela n'est étonnant que pour les non-initiés : la plupart des grands mathématiciens ont été « grands » dès leur jeunesse.

PRESSE

90.000 sourires

HUMOUR anglais contre humour américain. Aux albums extraordinaires de Steinberg et de Chas Adams, les Anglais opposent une sélection des mille meilleurs dessins publiés par

A partir d'Etudes Graphologiques
CONSEILS PSYCHOLOGIQUES
ET ORIENTATION GENERALE
J. DE LA ROCHETERIE
SUR RENDEZ-VOUS BAL. 66-41

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

MANUFACTURE DE
BONNETERIE
ETABLISSEMENTS
BONGIRAUD - OUILLON
Société Anonyme au Capital de 60.944.000 fr.
SAINT-PAULIEN
(Haute-Loire)
Téléphone 39 Reg. du Comm. LE PUY 67 B
C.C.P. CLERMONT-FERRAND 1807

« Je suis vraiment navré, jeune homme. Je ne me suis pas aperçu que nous pénétrions dans une zone militaire. » (1940)

cette vénérable institution qu'est le « Punch ». Mille dessins choisis parmi les 90.000 publiés en 115 années de fidèle satire. Ce polichinelle centenaire est le plus ancien des journaux satiriques paraissant actuellement. Un ancêtre, mais qui s'est mis au goût du jour tout en conservant les bonnes traditions.

Depuis qu'il a été fondé en 1841 avec 25 livres sterling par l'honorable Ebenezer Landells qui voulait créer un équivalent londonien du parisien « Charivari », le « Punch » n'a pas raté une semaine, bravant deux guerres et toutes les révolutions journalistiques.

Tiré à six mille exemplaires à ses débuts dans le monde, le « Punch » possède, en 1956, une clientèle de 150.000 lecteurs fanatiques. Ses bureaux, dans Fleet Street, voisinent avec ceux du best-seller de la littérature hebdomadaire « News of the World », 8 millions de lecteurs. Mais c'est le seul rapprochement que l'on puisse faire entre le « Punch » et notre époque.

Cartoons

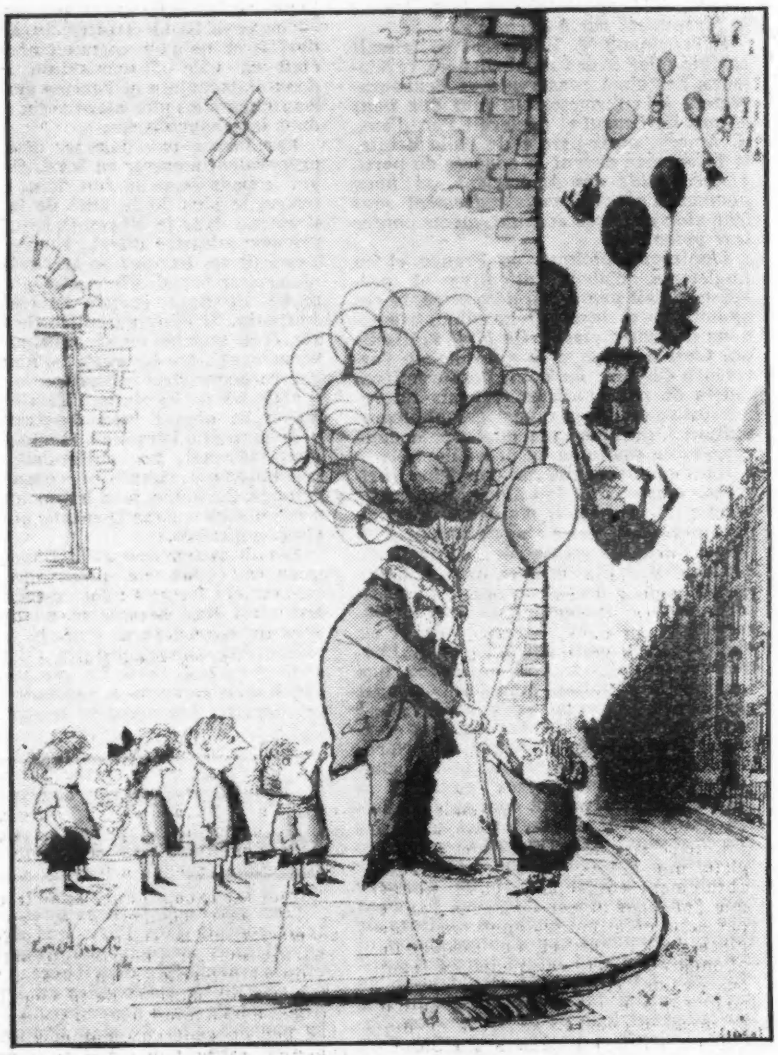
Dans les locaux du « Punch », situés derrière un jardinet, tout le monde, du portier aux éditeurs, ressemble à la caricature qui orne la première page du journal. C'est du moins ce que prétend R. E. William, membre de l'équipe depuis 25 ans, qui présente au public l'album du centenaire. Cet album permet de mesurer les progrès réalisés dans l'art du « cartoon ». Les légendes des premiers dessins étaient longues et compliquées. Comme elles étaient dialoguées, aucun des personnages du dessin ne pouvait être fixé, bouche ouverte. Ce qui obligeait les dessinateurs — qui travaillaient sur les légendes écrites par des journalistes — à noircir leur œuvre.

Le lecteur lisait la légende attentivement, riait ou ne riait pas, puis regardait le dessin. Il n'y avait jamais de choc.

« A cette époque, constate William, *on disposait de plus de temps pour lire et il y avait moins de journaux. »*

Ces caricatures fignolées par les artistes de l'époque victorienne qui gravaient directement sur bois ont été remplacées, petit à petit, par des dessins dépouillés, à légendes courtes ou sans légendes.

D'après les experts les meilleurs moments du « Punch » se situent pendant les guerres 14-18 et 39-45. Cette opinion fut partagée, semble-t-il, par le Kaiser qui avait mis à prix la tête de l'éditeur du « Punch ». Sans résultat. L'humour n'a pas de prix.



Sans légende (1954).

JE, TU, IL...

DEPUIS quelques semaines déjà, une partie du personnel employé par GENEVIÈVE FATH s'attendait à être licenciée.

Lorsque la nouvelle fut rendue officielle, on apprit en même temps que la maison créée par Jacques Fath continuerait cependant son activité, mais en « changeant de formule » et en diminuant ses prix de moitié.

Nouveau coup porté à la Haute Couture ? On oserait presque dire : au contraire. Le demi-échec de Geneviève Fath qui a tenté, avec courage, de succéder à son mari, est, sans paradoxe, la preuve de l'existence d'une Haute Couture française, où il ne suffit pas, pour s'insérer, d'avoir du goût, de beaux tissus et des mannequins à sa disposition.

Il faut encore y faire preuve d'un esprit créateur sans cesse renouvelé.

La clientèle qui fréquente les grands couturiers est extrêmement réduite. Elle ne cherche pas « de jolies robes » telles qu'on en trouve dans le moindre magasin parisien, mais des robes qui révèlent immédiatement leur origine.

Pour un œil exercé, il n'y a aucune confusion possible, surtout l'hiver, lorsqu'il ne s'agit plus de jouer avec des couleurs sur des bras nus et bronzés. C'est toujours une collection d'hiver qui vient à bout des couturiers épuisés.

Dans ce très petit milieu international où se recrute la clientèle des grands couturiers, on sait immédiatement mettre, chaque saison, un nom sur une robe. Pendant des années on a reconnu « du Fath ». Mais on ne fait pas longtemps du Fath sans Fath.

La première saison, on l'imite. La seconde, on s'imite, et puis il manque le souffle.

On peut discuter, attaquer ou défendre, chiffres en main, l'importance et l'intérêt que présente, dans l'économie française, la survie des grands couturiers créateurs de la Haute Couture et des industries de luxe annexes qu'elle alimente.

On ne peut pas discuter l'existence et l'originalité de leur talent.

● FERENC PUSKAS, 28 ans, commandant dans l'armée hongroise, joueur de football et insurgé à ses heures, a été donné pour mort pendant quatre jours. L'émotion dans le monde a été considérable : cet officier de carrière, capitaine de l'équipe de Hongrie depuis dix ans, 90 fois sélectionné pour participer à des matches internationaux, est considéré comme le meilleur inter-gauche du monde (les Parisiens, voici trois semaines, ont eu l'occasion d'admirer sa virtuosité au cours du match France-Hongrie). Pour apaiser l'inquiétude des sportifs une déclaration de Puskas, bien vivant, a été lue à la radio de Budapest. A cette occasion, il a été précisé que tous les joueurs de l'équipe de Hongrie sont sains et saufs.

● PIERRE MARCHETTI, 44 ans, menuisier au Failly (Haute-Marne), a obtenu le prix de « La Vie des Métiers » au Concours International des Inventeurs. Il a mis au point un appareil à élever les matériaux en plaque destinés à la fabrication des plafonds. Grâce à lui un homme seul peut effectuer en une journée un travail qui occupe trois hommes pendant trois jours.

● JEAN-CLAUDE COLLIGNON, 17 ans, apprenti plombier, a eu la jambe broyée par un tramway à Nancy. Le fait divers serait aussi banal qu'atroce si, voici quelques mois, un autre Jean-Claude Collignon (de Saint-Marie-à-Py, dans la Marne) n'avait eu également la jambe broyée par la batteuse sur laquelle il travaillait pour s'offrir un costume de communion.

MÉDECINE

Encore les rayons X

LE Dr Alice Stewart, de l'Université d'Oxford, enquête actuellement en Grande-Bretagne sur les 1.500 décès par leucémie, cancer, etc., enregistrés en Grande-Bretagne, au cours des trois dernières années, chez des enfants âgés de moins de 10 ans. Elle a jugé si alarmants les premiers résultats de ses travaux qu'elle les a communiqués à la presse médicale sans attendre la fin de son enquête.

Selon le Dr Stewart, les examens radiologiques obstétricaux, au cours de la grossesse, sont à l'origine de ces décès.

C'est l'hebdomadaire médical « The Lancet » qui rapporte les premiers résultats de l'enquête du Dr Stewart.

Sur 547 enfants morts de leucémie ou d'autres maladies malignes, 85 avaient été soumis avant leur naissance à des examens radiologiques.

Enfants-témoins

Le Dr Stewart a réuni 547 « enfants-témoins » — des enfants dont la santé ne laisse pas à désirer et qui ont été examinés pour permettre d'établir une comparaison. Chez eux, le Dr Stewart n'a relevé que 45 examens radiologiques de la mère au cours de la grossesse.

« Il est clair, écrit « The Lancet », *que l'emploi des rayons X ne doit plus seulement être jugé à la lumière de ses effets génétiques qui sont probables, mais aussi à la lumière des dommages, qui, eux, sont certains, que cet examen cause au fœtus. »*

L'équipe d'enquêteurs du Dr Stewart estime actuellement, sur la base d'un millier d'enquêtes, que 7 % au moins des enfants décédés de maladies malignes ont été victimes des rayons X. Ceux-ci seraient donc responsables d'au moins 40 sur les 500 à 600 décès annuels dus à la leucémie et au cancer.

Si ces premiers résultats sont confirmés, il est vraisemblable que certaines cliniques obstétricales, qui soumettent actuellement chaque cas de première grossesse à un examen radiologique, renonceront, en Grande-Bretagne au moins, à cette pratique pour réserver le diagnostic par rayons X aux seuls cas de grossesse qui laissent craindre des complications.

L'EXPRESS

DIRECTION — REDACTION

91, Champs-Elysées — PARIS (VIII^e) — Tél. : ELY 88-61

★

ABONNEMENTS

	1 an	6 mois
France et Union Française	3.000	1.600
Abonnements spéciaux de trois mois pour étudiants, rappelés, maintenus : 750 francs.		
Afrique du Nord (avion)	3.800	2.000
Etranger	3.500	1.900

★

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19 Paris.

★

Par avion, pour l'étranger et l'Union Française, demander nos tarifs spéciaux.

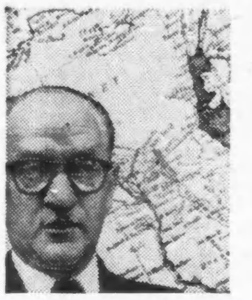
★

ADMINISTRATION - PUBLICITE - VENTE : 37, Champs-Elysées — Paris (VIII^e) Téléphone : BAL. 19-68

★

Administrateur : J. F. COBLENCE

L'AFFAIRE DE L'EX



MERCREDI, à 18 h. 30, la première bombe a été lancée d'un avion à réaction anglais sur le sol égyptien. La nouvelle campagne d'Egypte de la France et de l'Angleterre était commencée.

Trois grands mois s'étaient écoulés depuis ce soir du 27 juillet où, devant la foule hurlante d'Alexandrie, le colonel Nasser lançait dans un énorme rire : *« Le canal est à nous. Je le nationalise. »*

Ces trois mois ont été tout entiers occupés, sur le devant de la scène internationale, par une extraordinaire partie diplomatique, une cascade sans précédent de conférences, d'arbitrages, de négociations, de voyages-éclair, d'appels en tous sens. Cela, c'était le décor. Le maître-mot de la pièce était : la paix. Mais à l'arrière-plan, dans la coulisse, une fièvre non moins extraordinaire de préparatifs militaires, de conférences d'états-majors, de précautions stratégiques, absorbait plus encore les protagonistes français et anglais de l'affaire. Dans ces réunions-là, un seul mot-clef : la guerre.

« C'est pour nous une question de vie ou de mort », avait dit M. Eden dans la nuit dramatique du 27 juillet, lorsqu'un attaché du Foreign Office était venu l'avertir discrètement, au milieu du très officiel dîner offert par le Premier Ministre en l'honneur du roi Fayçal d'Irak, du coup de poker du colonel. *« Décision inacceptable »*, avait déclaré M. Christian Pineau le lendemain matin, en sortant du conseil des ministres extraordinaire, convoqué au palais de l'Elysée. Déjà, le ministre français des Affaires étrangères ajoutait : *« Des préparatifs militaires sont mis en route »*.

Pineau : " Après le 6 novembre... "

Désormais, jour après jour, tandis qu'ils paraissaient jouer le jeu au cours des discussions de la conférence des dix-huit, d'innombrables entrevues, et finalement au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, les ministres français et anglais — ou plus exactement les deux chefs de gouvernement et leurs ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale — savaient, et savaient seuls, quel serait le point d'arrivée de toute cette agitation : ces quelques hommes, à la tombée du jour, lâchant les premières bombes sur la zone du canal.

Quand on parlait de leurs « rodomontades » du début, de leurs « atermoiements », ils souriaient. De temps en temps cependant, questionnés, accablés de reproches, ils se laissaient aller à des demi-confidences, à des répliques qui levaient un coin du voile, mais qu'ils s'efforçaient aussitôt de minimiser, de faire oublier.

> **« La France est décidée à se montrer énergique. On nous dira que la fermeté risque d'aboutir à un conflit. Mais je ne suis pas sûr de la solidarité des Etats arabes à l'égard de Nasser. »**

Ainsi parlait M. Christian Pineau, le dimanche 2 septembre, dans la Sarthe, répondant aux critiques qui s'élevaient de toutes parts à son encontre.

Devant l'Assemblée, le 3 août déjà, M. Guy Mollet avait promis *« une riposte énergique et sévère »*. Et M. Pineau, lourd de sous-entendus, insistait en toute occasion — devant la commission des Affaires étrangères le 25 septembre, devant le Comité directeur de la S.F.I.O., deux jours plus tard — pour que *« personne ne porte dès à présent un jugement définitif sur l'évolution de la crise »*.

« Ne vous hâtez pas de juger maintenant, disait-il. *Nous avons encore de nombreux atouts en main. »* Pressé de préciser, il se dérobait. A la commission des Affaires étrangères, emporté par son élan, il parut un moment sur le point de donner cependant certaines précisions. *« La fermeté*, expliquait-il avec chaleur, *sert la cause de la paix. Si après les élections américaines du 6 novembre... »*

Un des commissaires lui coupait la parole à ce moment précis — c'était M. Isorni — pour demander : *« L'attitude américaine peut-elle encore se modifier ? »* M. Pineau se reprenait, déviait vers la question ainsi soulevée, concluait néanmoins : *« Vous jugerez aux résultats »*.

Contre les américains s'il le faut

En Angleterre, Sir Anthony Eden pratiquait le même balancement, soigneusement étudié. Comme M. Guy Mollet à Paris, il répétait : *« Nous ne reculerons pas devant nos responsabilités. Le recours à la force n'est pas à exclure »*.

Mais comme M. Pineau, il se laissait parfois aller à des demi-silences révélateurs. Ses amis conservateurs l'encourageaient à la fermeté. *« Il faut que nous allions de l'avant »*, déclarait l'un d'eux, M. Amery, porte-parole de l'aile droite, le 11 octobre devant le congrès du parti. *« Avec l'aide des Américains, si nous pouvons l'obtenir, mais autrement sans leur aide et le cas échéant, même contre leur volonté. »*

L'opinion publique, en France et en Angleterre, d'abord attentive et nerveuse, s'était peu à peu détournée de ces monotones et incompréhensibles tractations diplomatiques. *« Du bluff »*, disait-on. C'est à peine si la nouvelle de l'arrivée à Chypre, fin août, des premières unités de parachutistes français fut remarquée : quelques reportages photographiques, quelques anecdotes ; aucune conclusion politique ou prévisionnelle.

Habitués à considérer que leurs dirigeants agissent en fonction d'impératifs incompréhensibles et d'ailleurs sans importance, les Français s'étonnaient à peine de la fréquence des contacts de MM. Mollet et Pineau avec leurs homologues anglais. *« A quoi servent les ambassadeurs ? »* se demandait parfois un observateur. Mais les voyages-éclair et les visites réciproques entre Paris et Londres étaient devenus si nombreux que toute cette agitation monotone finissait par paraître presque sans objet. Dans cette indifférence de l'opion, les derniers événements d'Afrique du Nord, l'évolution politique dans le Proche-Orient, les controverses engagées à l'O.N.U., apparaissaient comme des affaires entièrement distinctes les unes des autres et sans aucun rapport avec le coup du canal et ses suites. Une *« ruse pleine de panache »* avait permis de capturer cinq chefs du F.L.N. algérien ? *« Bien joué ! »* estimaient quelques millions de Français, pendant que d'autres sentaient confusément qu'un grand tournant avait été pris. La France et l'Angleterre ne parvenaient à faire prévaloir que très partiellement leur point de vue aux Nations Unies ? *« Aucune importance ! »* La Jordanie avait voté contre l'Occident ? *« Et après ? »* L'« Athos », chargé d'armes envoyées par l'Egypte aux rebelles algériens était intercepté ? *« Ce Nasser, quand même !... »*

Seuls les quelques hommes qui étaient dans le secret et tenaient un des bouts du fil d'Ariane qui les guidait à travers les méandres de l'actualité, confrontaient tous ces événements disparates avec une même pierre de touche : les préparatifs militaires en cours.

Le coup de théâtre du 29 octobre

A Paris, en plus de MM. Guy Mollet et Christian Pineau, quelques ministres étaient informés : les ministres militaires — MM. Bourgès-Maunoury et Max Lejeune — et bien entendu M. Robert Lacoste. Quelques rares collaborateurs de confiance, eux aussi, savaient.

On comprend mieux encore, dans ces conditions, que la réaction du président du Conseil à l'annonce de la capture des chefs du F.L.N. ait été d'abord un vif mécontentement : très grave pour l'avenir des relations de la France avec le Maroc et la Tunisie, le geste était particulièrement maladroit dans la mesure où il risquait de susciter en Afrique du Nord des incidents supplémentaires. On comprend aussi, avec quelques jours de recul, qu'il entrait une part d'habileté tactique dans l'extrême publicité donnée à l'affaire de l'« Athos » et même dans le nouvel appel au cessez-le-feu lancé dimanche aux Algériens, dans l'envoi de personnalités, en mission extraordinaire, auprès du sultan Mohamed V et de M. Bourguiba. Plus ou moins, il s'agissait là aussi de *« préparatifs »* et de *« précautions »*. Patiemment, jour après jour, pas à pas, les gouvernants français et anglais se dirigeaient vers un but mystérieux, connu d'eux seuls. Il ne manquait plus à la pièce que son coup de théâtre.

Ce coup de théâtre, ce fut, lundi soir, l'entrée en action soudaine des blindés israéliens qui franchissaient la frontière égyptienne.

On savait, bien sûr, qu'une fois de plus, la situation était tendue aux frontières de l'Etat d'Israël. Depuis huit jours, à la suite des élections de Jordanie — ce pays lié si étroitement à l'Egypte de Nasser qu'un commandement unique était en voie d'organisation entre les deux états-majors et l'armée syrienne — les rumeurs les plus alarmantes couraient dans les chancelleries.

Les forces israéliennes, disait-on, se préparaient à entrer en Jordanie, à occuper le pays jusqu'au Jourdain. En même temps, le plus fidèle allié de la Grande-Bretagne dans le Moyen-Orient, le vieux premier ministre d'Irak, Noury Es Saïd, lancerait ses troupes en territoire jordanien, pour prendre le contrôle de l'autre moitié du pays, jusqu'à l'autre rive du Jourdain. Si l'Egypte, alliée de la Jordanie, était appelée au secours par le gouvernement pro-égyptien d'Amman, la guerre pourrait se rallumer.

Mais les incidents aux frontières d'Israël sont depuis bien longtemps monnaie courante. Personne, même parmi les gens informés, ne s'attendait à voir les nations occidentales s'engager dans l'affaire. Personne, sauf les quelques hommes politiques dans le secret, et quelques chefs militaires.

Ces derniers, consultés dès le lendemain du coup de poker de Nasser, avaient été formels : techniquement, un bon mois était nécessaire, au minimum, pour qu'une action de quelque envergure puisse être engagée contre l'Egypte. Ils avaient eu trois mois. La lourde machine s'était mise en marche, non sans quelques grincements ces derniers temps.

Embarquons samedi destination inconnue

C'est ainsi que, la semaine dernière, le bruit courait dans Paris que des livres égyptiennes avaient été rassemblées ; elles devaient être distribuées, précisait-on, aux unités stationnées en Méditerranée à partir du 2 novembre. A la fin de la semaine, une division française supplémentaire avait été acheminée sur Chypre. Dans les dîners parisiens, faisant leurs adieux, quelques-uns des officiers de cette unité ne faisaient pas mystère de leur destination. Dans les ports du Sud de la France, les jeunes soldats du contingent, stationnés depuis près d'un mois, écrivaient à leur famille : *« Nous nous embarquons samedi ou dimanche. Destination inconnue. Mais on sait que ce n'est pas pour l'Afrique du Nord. »*

Et, lundi matin, quand M. Seydoux, envoyé en Tunisie par le gouvernement, en mission extraordinaire auprès de M. Bourguiba, interrogeait M. Pineau : *« Va-t-il y avoir la guerre ? »*, le ministre répondait : *« Je ne peux pas encore vous le dire. »*

Ainsi, la nouvelle de l'entrée en action d'Israël déclencha deux catégories de réactions : ceux qui connaissaient tous ces bruits et avaient assez d'expérience pour faire les rapprochements nécessaires, prenaient un air entendu et confiaient : *« On y va. »* Tous les autres, qui ne savaient rien, mais aussi ceux des chefs militaires et politiques qui étaient dans le secret, étaient stupéfaits.

« Je n'aurais pas cru que les Israéliens bougeraient avant le 6 novembre », confiait lundi, tard dans la soirée, M. Guy Mollet à son entourage. Nul pourtant n'était mieux au fait des préparatifs en cours que le président du Conseil. Il n'ignorait pas que, l'avant-veille encore, au ministère de la Défense Nationale, des officiers de l'état-major israélien [...] pris part à une conférence [...] avec les chefs militaires françai[s] [...] M. Guy Mollet, ses ministres [...] conseillers ne s'attendaient pas [...] la machine, soigneusement mise a[u] [...] se déclenche ainsi à la date du [...]tobre. Que s'était-il passé ?

Le gouvernement d'Israël ava[it] [...] soudain la détermination de bou[...] « timing » arrêté avec Paris et L[ondres] [...] A cela, il y a plusieurs raisons.

Depuis samedi, M. Ben Gourion [...] dent du gouvernement de Tel-Av[iv] [...] l'objet des démarches les plus pr[...] des autorités américaines. Le p[...] Eisenhower lui-même interromp[...] men « préélectoral » qu'il subissai[t] [...] pital de Walter Reed pour lancer [...] pel angoissé, demandant instam[ment] [...] Israël d'éviter tout acte suscep[tible de] mettre la paix en danger.

A voir l'insistance exceptionne[lle des] pressions américaines dont il ét[ait l'ob]jet, M. Ben Gourion pouvait [...] imaginer combien ces appels [...] plus impérieux et dramatiques [...] lorsqu'il s'agirait d'empêcher la F[rance et] la Grande-Bretagne d'entrer en [...] Comment les deux grands pays, [...] de liens attachent aux Etats-Uni[s] [...]raient-ils résister aux mises en [...] de Washington, si bonnes que [...] être leurs dispositions à l'égard de [...] rageuse petite nation israélienne [...] valait tout brusquer, même ses al[...]

Dulles : " La pl[us] grosse bêtise "

La seconde raison qui a joué [...] dans la subite détermination de [...] Gourion, est le contexte internati[onal] [...] monde entier avait les yeux fi[...] Budapest. Les préoccupations ex[...]nellement graves des dirigeants [...]ques risquaient d'affaiblir l'attenti[on] laquelle ils suivent depuis quelq[...] les affaires méditerranéennes, de [...] au moins, toutes formes d'interv[ention] de leur part. L'abstention so[...] achèverait de neutraliser les Et[ats-Unis] engagés eux-mêmes dans une ca[mpagne] présidentielle qui roule sur des [...] pacifistes et doit prendre fin préc[isément] le 6 novembre.

Peut-être, enfin, le président [...] a-t-il craint que le secret des pré[...] de ses alliés, secret dont on com[...] à faire, dans les chancelleries et [...] majors, des gorges chaudes, ne s[...]lement percé à jour par l'adversai[re] [...]tien qui aurait eu le temps d'o[...] la parade.

Décidément, le scénario ne se d[...] pas comme les Franco-Anglais l[...] prévu. M. Ben Gourion, pour les [...] que l'on vient de voir, avait h[...] d'avance sur l'horaire. Surtout, [...]tion américaine apparaissait in[...] plus vigoureuse qu'il n'était prév[u] [...] flottements se manifestaient, d[...] d'alarme étaient poussés dans le[s] [...] majors politiques à Paris et su[...] Londres, dans les deux opinion[s] [...]ques aussi. Ah non ! ce n'était [...] guerre fraîche et joyeuse !

Dès l'annonce de l'entrée en act[ion des] blindés israéliens, des conseils [...] net extraordinaires étaient con[...] au 10 Downing Street et à l'hôt[el Mati]gnon. A Washington, M. Hervé A[lphand] [...] nerveux, et son impassible collèg[ue] [...]bassadeur d'Angleterre, regarda[...] silence, dans son cabinet de se[...] d'Etat, M. Foster Dulles s'aband[...] l'une des plus belles crises de col[ère] [...] ait jamais eues.

Le lendemain, mardi, ce fut p[...] téléphone, M. Dulles avait confié [...] [mi]nistre des Affaires étrangères c[...] M. Pearson : *« Les Français et les [...] n'ont jamais fait une aussi gro[sse bê]tise que celle qu'ils préparent, [...] geste aussi immoral. »*

Le Conseil de Sécurité se ré[...] dans l'immense bâtiment des [...] Unies, à New-York. L'atmosphè[re] [...] tendue, dramatique.

La délégation américaine pr[...] une résolution demandant un c[essez-le-]feu immédiat, le retrait des force[s] [...]liennes du territoire égyptien et [...]diction à toute nation d'empl[...] force.

Ce texte américain, pour la p[remière] fois dans l'histoire des Nations [...] avait l'appui de la délégation so[...] Et pour la première fois aussi, à [...]

● *Un grand reportage :*
JE REVIENS DE TUNIS, CAPITALE ALGÉRIENNE
par Jean Daniel, *p. 13, 14, 15*

● *Un inédit de Tchékhov :*
CE FOU DE PLATONOV
p. 16, 17

● *Un étonnant document :*
UN PEUPLE SAUTE 4.000 ANS D'HISTOIRE
p. 18, 19, 20

« JE REVIENS DE TUNIS CAPITALE ALGERIENNE »

par Jean DANIEL

« NOUS avions convoqué à la Conférence de Tunis les Algériens pour leur donner des leçons. Après l'interception de l'avion des chefs du F.L.N., ce sont eux, les Algériens, qui donnent des leçons aux Marocains et aux Tunisiens. Nous voulions leur dire : voici comment s'y prendre pour faire la paix avec la France. Et maintenant ils nous disent : que représente cette indépendance que vous prétendez avoir obtenue ? »

L'homm. qui me tient ce langage est un ancien combattant de l'Armée de Libération nationale marocaine. Il est vif, petit, sec et noir, avec des yeux immenses qui dévorent son maigre visage. Le type même du militant révolutionnaire nord-africain, tel que ces deux dernières années l'ont révélé : c'est-à-dire relevant à la fois du communiste chinois, du terroriste espagnol et du résistant français. Mais avec, en plus, une mystique dévastatrice.

« On ne peut pas séparer les problèmes »

Nous parlons dans un grand hôtel de Tunis ou des ambassadeurs en quête de logements ont élu domicile, où des Egyptiens, des Américains, des Syriens et des Espagnols et des Allemands enfin, de nombreux Allemands, sont venus pour la fameuse conférence avortée. Tunis a pris, pendant la semaine qui a suivi l'affaire Ben Bella, l'aspect passionnant et trouble d'une ville internationale pleine de complots et d'intrigues.

Le révolutionnaire marocain parle toujours. Rapide, rerveux et intense, il se décrit. Il a toujours été dans la guerre. Déjà pendant l'exil du Sultan, il ne pensait pas seulement à obtenir le retour de Mohamed V ni même à l'indépendance marocaine : déjà il pensait au Maghreb, à l'unité de l'Afrique du Nord, au « bloc des trois pays f..res ». C'est pour cela qu'une partie de l'Armée de Libération a refusé de s'intégrer aux forces royales marocaines. « Parce qu'en Afrique du Nord, on ne peut pas séparer les problèmes. »

Il avait averti tous ses camarades de combat : « L'indépendance marocaine et la guerre d'Algérie, ce n'est pas l'indépendance ». Et les hommes en place, des privilégiés ou des « intellectuels » — et il prononce ce mot avec dérision — n'ont pas voulu le croire. Déjà lorsque a été décidée au Maroc l'action directe, les intellectuels des partis politiques n'ont pas été d'accord.

→

LE SULTAN DU MAROC ET M. BOURGUIBA.
Lorsqu'on égorge un mouton à Agadir d'autres bêlent à Gabès.

Mais avec l'affaire Ben Bella, tout le monde a compris. Il n'y a plus de Tunisie, d'Algérie ou de Maroc. Il y a le Maghreb. « Nous serons tous indépendants, ou nous serons tous en guerre. »

Nous avons mis le Maghreb en marche

J'ai tenté d'exposer à mon interlocuteur le fait de la résistance de l'opinion française, le caractère spécifique du problème algérien, la nécessité de reconstruire le Maroc et la Tunisie indépendante. En vain. Au contraire. Tout ce qu'on peut dire actuellement dans ce sens les fortifie dans la conviction qu'il leur faut ne jouer qu'une seule carte, celle de l'Afrique du Nord.

Dix jours après la capture des chefs de l'insurrection algérienne, les conséquences sont, en effet, très claires. Le problème algérien a envahi le Maroc et la Tunisie. La véritable boucherie de Meknès et les troubles de Tunisie en témoignent lorsqu'on analyse leurs origines. On perd à courrt et à long terme, en Tunisie et au Maroc, ce qu'on a cru pouvoir gagner, et seulement à court terme, en Algérie.

Ceci n'est pas une interprétation. Ce sont les faits. Les envoyés extraordinaires du président Guy Mollet, MM. Roger Seydoux et Basdevant, le savent depuis deux jours : même s'il est possible de renouer dans le scepticisme et la méfiance, et contraints seulement par des nécessités économiques, des contacts avec les gouvernements tunisien et marocain, les opinions des deux pays sont traversées, ébranlées et agitées par un irréversible « courant maghrébin ». Nous avons mis l'Afrique du Nord en marche.

Le secret espoir des Algériens

Cet « objectif » maghrébin ne sert pas les intérêts *actuels* des gouvernements et des élites tunisiennes et marocaines. C'était assurément leur rêve lointain. Mais le Sultan Mohamed V et l'Istiqlal, Bourguiba et le Néo-Destour, espéraient avoir le temps d'asseoir leur autorité, de remettre leurs pays au travail et de donner un contenu économique et social à l'indépendance. Pour cela, quoiqu'ils en aient eu, quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur la pérennité de leur francophilie, ils étaient contraints à la coopération profonde et effective avec la France.

Il y a seulement six mois, il n'était pas rare d'entendre des leaders marocains déclarer qu'ils ne pouvaient pas s'intéresser au problème algérien, et que d'ailleurs ce problème était complexe, du fait du travail de dépersonnalisation opéré en Algérie par la France. Quant aux leaders tunisiens, accusés à cette époque encore de trahison par les Algériens, ils étaient circonspects et inquiets. Tous, en tout cas, espéraient que la France pourrait au moins amorcer le règlement du problème algérien par des méthodes qui permettraient néanmoins un jour une confédération franco-nord-africaine.

Dans cette confédération, les Algériens, peut-être, auraient été plus liés avec la France que les autres — du fait de l'importance de la colonie européenne d'Algérie. Ce n'était pas, évidemment, le langage qu'ils tenaient en public. Mais c'était leur secret espoir et ils en faisaient état au cours de conversations privées avec certaines personnalités françaises ou étrangères.

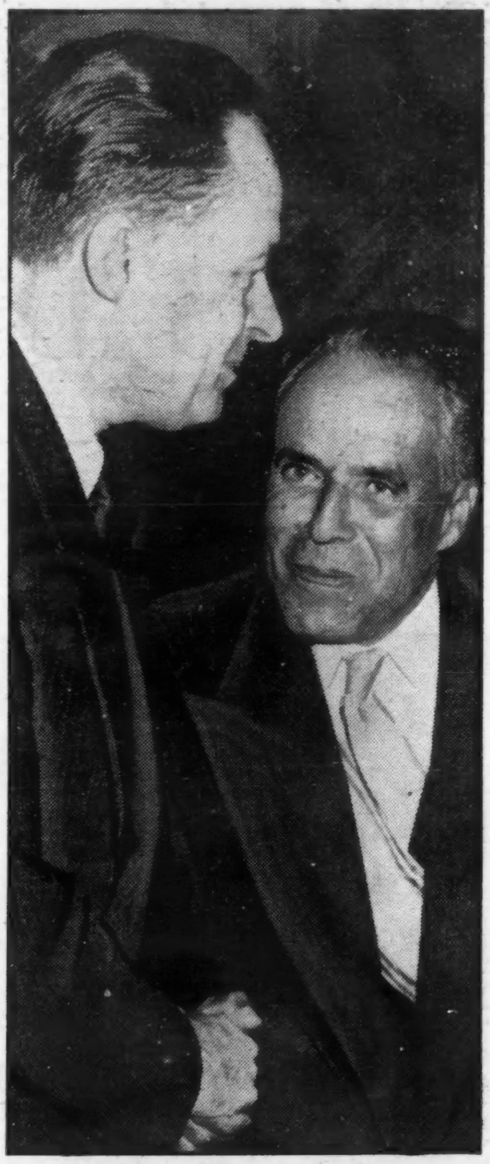
Mais depuis six mois, l'insurrection algérienne s'est considérablement étendue, a gagné dans le monde arabe un prestige que n'avaient eu ni les luttes tunisiennes ni celles du Maroc, a multiplié les incidents militaires dans les deux anciens protectorats et a réveillé enfin la ferveur religieuse et le sentiment de solidarité arabe, dans toute l'Afrique du Nord. Il y a eu une immense pression de l'opinion nord-africaine sur les gouvernements tunisien et marocain.

La France fournit les alibis

Devant la carence française et l'impossibilité du gouvernement Guy Mollet de renverser de façon spectaculaire la politique algérienne, cette pression a pris de multiples aspects. D'abord, évidemment, il faut le dire, un aspect de diversion. « *Quand allez-vous enfin aborder vos vrais problèmes qui sont économiques ?* », demandait devant moi à une haute personnalité tunisienne un journaliste étranger. « *Lorsque la France aura cessé de nous fournir des alibis* », a répondu cette personnalité. Mais ces alibis et ces diversions n'ont de force et de prise que parce qu'ils recouvrent des réalités sentimentales et des inquiétudes politiques profondes.

Les réalités sentimentales incontestables sont, qu'on le regrette ou pas, l'appartenance au monde arabo-musulman et singulièrement à l'entité nord-africaine. Ce ne sont pas seulement les propagandistes musulmans qui ont fait état du Maghreb comme d'un tout indivisible, d'une unité solidaire. Ce sont, et depuis 1830, les militaires français. MM. Allal el Fassi et Bourguiba ne se font pas faute de rappeler que la Tunisie et le Maroc n'ont été conquis que parce que, aux yeux des généraux français, on ne pouvait pas tenir Alger sans occuper Rabat et Tunis. Un proverbe arabe dit que lorsqu'on égorge un mouton à Agadir, d'autres bêlent à Gabès. Mais c'est aussi un proverbe dont se sont servis les pacificateurs français pour demander l'alignement de notre politique nord-africaine dans la guerre comme dans la paix.

Cette réalité sentimentale, religieuse et géographique ne va naturellement pas sans importantes différences. Mais le désaccord qui sépare les élites des trois pays atteint peu les masses. Les trois centrales syndicales marocaine, tunisienne et algérienne sont en rapports étroits. C'est par leur truchement que l'aide à l'Algérie se révèle la plus efficace. Il y a aussi une



M. Roger Seydoux et M. Bourguiba.
Dans le scepticisme et la méfiance.

entente profonde entre les insurgés algériens, les anciens fellagha tunisiens mécontents et l'Armée de libération marocaine non ralliée.

Cette entente est celle de militaires actifs avec des hommes qui ne se sont jamais résignés à déposer les armes, avec des anciens combattants inadaptés. Les révolutions nord-africaines ont fait naître chez des générations de jeunes hommes désœuvrés et miséreux une mentalité aventurière, un peu « sud-américaine », qui comprend le mépris de la vie, le goût de l'action et le sens exacerbé de l'honneur. Dès qu'ils le décideront, les Algériens pourront lever en Tunisie et au Maroc autant de milices et de légions qu'ils voudront.

Pendant ce temps-là, le gouvernement français menait dans l'inconséquence deux politiques dont l'incompatibilité a atteint son paroxysme avec l'affaire Ben Bella. La politique algérienne de M. Lacoste ne pouvait s'accommoder de la politique tunisienne et marocaine de M. Savary. Cette incompatibilité devait éclater dans un sens ou dans l'autre. La démission de M. Savary a pu faire craindre un moment aux Tunisiens et aux Marocains que M. Lacoste avait vaincu sur le plan nord-africain. Mais non. MM. Seydoux et Basdevant ont été en somme chargés de dire au Sultan et à M. Bourguiba que la politique Savary continuait. C'est-à-dire que l'incompatibilité est niée. En effet, au même moment M. Guy Mollet adressait aux fellagha algériens une invitation au « cessez le feu » qui constituait un pas en arrière : il y était question « d'élections à l'Assemblée Nationale » !

Lorsque la pression des masses a contraint les leaders marocains et tunisiens à tenter de prendre en charge le problème algérien et à se substituer au gouvernement français, tout en le prévenant, cela a été fait dans les rivalités et un certain désordre. Un moment est venu où les autorités marocaines et tunisiennes ont eu une peur réelle des débordements algériens. Non seulement des débordements des 40.000 Algériens du Maroc et des 60.000 de Tunisie, mais de tous les réfugiés, de leur propagande, des trafics d'armes, de leur action à l'étranger.

Soudain le conflit algérien devenait une sorte de référence religieuse : selon l'attitude adoptée à l'égard du F.L.N., on était déclaré fidèle ou apostat, traître ou solidaire. Et comme le F.L.N. se déclare en guerre totale, n'a de buts immédiats que militaires, et de préoccupations que violentes, l'attitude jugée était en fonction de l'aide en armes, en argent, en assistance que l'on donnait aux combattants du F.L.N. Peu à peu, dans les conversations, officielles ou privées, des gouvernements tunisien ou marocain avec la France, l'Algérie devint un préalable obsédant.

Le gouvernement français refusait ce préalable ou plutôt l'éludait par des propos dilatoires. M. Guy Mollet disait qu'il n'arrivait pas à obtenir des dirigeants du Front des concessions raisonnables, mais qu'il négociait. Et c'était bien vrai, on le sait maintenant, le gouvernement français avait essayé au Caire, à Brioni et à Rome, d'amener à composition les leaders qui viennent d'être arrêtés. Les actuels prisonniers incarcérés à la Santé avaient communiqué à Alger les résultats de ces conversations « officielles » avec les émissaires du gouvernement français, avec ce commentaire : « *Pas sérieux ; ce n'est qu'une tentative d'intimidation* ».

« Une fête de l'Indépendance »

L'intimidation avait pourtant été séductrice et insidieuse. M. Pierre Commin, secrétaire général adjoint de la S.F.I.O., chargé de ces entretiens, prétendait s'adresser aux leaders du F.L.N. comme à des « camarades socialistes ». Les chefs du Caire et d'Alger furent alors d'autant plus intransigeants qu'ils crurent qu'on voulait les berner. Mais le gouvernement de M. Guy Mollet pouvait dire à ses interlocuteurs tunisiens et marocains : « *Ce ne sont pas, hélas ! comme vous, des hommes politiques avec lesquels on peut s'entendre* ».

Disons-le : à cette époque, et souvent maintenant encore, les Tunisiens étaient et sont un peu de cet avis. A Tunis, je viens d'entendre des propos de ce genre et non pas seulement de la bouche des Tunisiens. Mais là où le gouvernement se trompe dangereusement, c'est lorsqu'il croit que les réserves tunisiennes ou marocaines sur les Algériens peuvent atténuer la solidarité sentimentale et les conduire à préférer la France à l'Algérie. Le dernier réflexe du plus modéré des Marocains et Tunisiens, ce sera toujours de prendre le parti du plus violent Algérien.

C'est dans ces conditions qu'on assista aux prises de position successives de Bourguiba et du Sultan. Il y eut l'incident des fameuses émissions de Radio-Tunis à destination de l'Algérie, et les déclarations jugées incendiaires de Bourguiba qui réclamait que fût reconnu « le droit à l'indépendance des Algériens » ; ce fut le discours modéré du Sultan du Maroc à Oujda. Ce fut ensuite la préparation de la Conférence de Tunis — préparation dont on ne connait qu'aujourd'hui les vrais dessous.

La Conférence avait été projetée par Bourguiba depuis qu'il avait pris contact à Paris avec certains délégués algériens. Le gouvernement français était au courant de toutes les étapes de la réalisation de ce projet. Au début, il ne s'agissait que d'un voyage du Sultan Mohamed V symbolisant la première visite d'un souverain d'un pays indépendant du Maghreb au chef d'Etat d'un autre pays indépendant du Maghreb. C'était en somme une fête de l'Indépendance, après tant d'autres.

Lutte d'influence pour l'Algérie

Sur ce projet, tout le monde se mit alors à spéculer. Bourguiba, qui tire un juste orgueil de l'ordre tunisien et de la stabilité de son prestige, voulait ainsi triompher des préjugés qui demeuraient à son endroit. Le Sultan, ou plutôt son entourage, était réticent : il trouvait que c'était faire beaucoup d'honneur à ce petit pays et à cet homme d'Etat trop « démocratique » pour son goût. Mais bientôt on lui conseilla de se raviser. En effet, lui disait-on, son autorité morale était immense dans l'Afrique du Nord — ce qui est exact. Le peuple tunisien acclamerait bien davantage le représentant religieux de l'Empire chérigen que le descendant des fonctionnaires turcs qu'est le Bey de Tunis.

Les Marocains ont pour les Tunisiens les sentiments des Espagnols pour les Italiens : ayant le sens de la grandeur, ils méprisent le charme. Il y a mille anecdotes sur la Conférence de Tunis, que les Tunisiens se racontent à ce sujet.

Il y avait autre chose : Le Caire se livrait à une lutte d'influence sur l'Algérie. Le Sultan avait ainsi l'occasion de supplanter le colonel Nasser qui, surtout depuis Suez, s'intéresse particulièrement à l'Afrique du Nord.

Le Président du Conseil tunisien et la presse.
Une immense pression de l'opinion.

Les Algériens avaient été invités. Ils devaient en principe arriver en observateurs discrets, par Rome et par Tripoli. L'invitation venait des Tunisiens. Le prince Moulay Hassan s'impatienta. Bourguiba — se disait-il — prétendait se concilier les sympathies algériennes à peu de frais, alors que les éléments algériens de l'Armée de libération marocaine avaient favorisé des rapports étroits avec le F.L.N.

C'est alors que fut envisagée l'entrevue de Tétouan. Les cinq leaders algériens invités à la Conférence de Tunis rencontrèrent le prince Moulay Hassan qui tint à les amener dans son avion personnel à Rabat. Avant de se rendre à Tétouan, les collaborateurs du prince Moulay Hassan déclaraient que ce dernier, ou plutôt le Sultan Mohamed V, aurait une sorte de délégation de la part des Algériens, et qu'il parlerait à Tunis en leur nom. Ces collaborateurs déclaraient aux journalistes parisiens : « Les Algériens ne viendront pas à Tunis ». Ainsi, non seulement les Marocains marquaient un point, mais l'Empire chérifien prenait sous sa protection exclusive la résistance algérienne.

« La voix de l'Algérie sœur »

La sagesse du Sultan, la fidélité des Algériens à la parole donnée aux Tunisiens, firent échouer le projet que prêtait au prince son entourage. Mais au lieu de venir par Rome et par Tripoli, les Algériens vinrent néanmoins, et en grande pompe, dans la suite du Sultan. Ce fut ce qui permit la capture. Et c'est ce qui explique que les Algériens du Maroc aient à l'égard de certains dirigeants marocains un tel ressentiment. Ces derniers le leur rendent en mettant sur leur compte les incidents de Meknès qu'ils désavouent et qui, à la fois, leur servent.

Toutes ces manœuvres, en tout cas, prouvent la rivalité des élites tunisiennes et marocaines. C'est que, si l'idée nord-africaine est en marche, la course au leadership de l'Afrique du Nord est, elle aussi, engagée. Certains conseillent ouvertement à Mohamed V, descendant du Prophète et seule autorité religieuse de l'Afrique du Nord, de poser sa candidature. D'autres espèrent que Bourguiba, qu'ils considèrent comme le plus habile homme d'Etat du Maghreb, finira de lui-même par s'imposer. C'est-à-dire que drame, alibi et obstacle, l'Algérie est devenue aussi un enjeu.

L'un des exemples les plus frappants est celui des émissions radiophoniques à destination de l'Algérie. Radio-Tunis a inauguré une émission régulière à 20 h. 30, le mardi, le jeudi et le samedi : « La Voix de l'Algérie Sœur ». Radio-Maroc vient de faire la même chose, mais les mêmes jours, aux mêmes heures — ce qui prouve que non seulement on fait de la surenchère dans l'aide aux Algériens, mais que cette surenchère se fait par les uns au détriment des autres.

Obsédés par l'efficacité, les Algériens bénissent cette surenchère, en tirent parti, tout en refusant énergiquement les prétentions marocaines ou tunisiennes à un quelconque leadership. Eux n'ont personne à mettre en avant. Ou plutôt, ils ne veulent mettre personne en avant. Ils sont déchaînés contre tout ce qui relève du culte de la personnalité. Ils parlent avec une sorte de respect religieux de l'« Idara » qui signifie à la fois l'organisation, la discipline ou le parti. Individualistes intransigeants, mais en même temps aveuglément soumis aux décisions du « Comité », ils ne sont pas sans rappeler les membres de l'ancienne Fédération anarchiste espagnole (C.N.T.) — celle qui liquidait les chefs trop autonomes ou ambitieux et qui fournissait les « desperados ».

C'est un fait : ces Algériens inquiètent les Tunisiens et les Marocains. Tout ce qui participe de la « diplomatie » ou de la « politique » est pour les Algériens trahison. Ils sont restés sur le souvenir d'une insurrection — la leur — engagée contre le vœu de leurs hommes politiques et de leurs partis les plus extrémistes. Ils ne font confiance en ce moment qu'aux chefs militaires et c'est pourquoi le Comité d'Alger a tant de poids dans les décisions.

Cet état d'esprit les conduit à envisager pour l'Algérie une dictature militaire, c'est-à-dire un Conseil de la Révolution qui contrôlerait le gouvernement et le Parlement, un peu à la manière égyptienne.

J'ai rencontré à Tunis un certain nombre d'Algériens. Leur conception du combat a changé par rapport à celle qu'on leur prêtait il y a quelques mois. Au lieu d'une communauté algérienne réalisée immédiatement par d'éventuelles négociations, ils envisagent une lutte nord-africaine qui « prendra du temps ». Ils ont, disent-ils, une absolue confiance « *dans leurs possibilités de résister et même de vaincre l'armée française* » (!). Ils disent avec éclat qu'ils ne déposeront pas les armes avant d'avoir construit un Maghreb arabo-musulman, tolérant à l'égard des minorités, mais reflétant les traditions de la majorité des habitants; lié étroitement à la France mais adhérant aussi à la Ligue arabe.

Sur la carte de presse de la conférence de Tunis un symbole dépassé.

« Qu'avons-nous à perdre ? »

Ils nient que leur « arabisme » soit agressif. Il est, disent-ils, un fait, que la France soit présente ou non en Afrique du Nord. Ils prétendent que les liens avec la France équilibreront cet arabisme et que, par conséquent, les minorités, et notamment les minorités européennes d'Algérie, verront leurs traditions reflétées elles aussi dans ces liens.

Tels sont les faits. Nous « tenons » à l'Algérie (et nous continuerons assurément de la tenir tant que les troupes resteront en force et en nombre). Mais la Tunisie et le Maroc se détériorent, deviennent perméables à l'influence égyptienne, à l'extrémisme algérien, et aux intrigues occidentales.

Cette politique implique deux raisonnements possibles, conscients ou inconscients. Ou bien que nous soyons « contraints » à une reconquête de la Tunisie et du Maroc — ce qui paraît exclu, de l'avis de tous les experts militaires et politiques. Ou bien que nous jouions perdant en Tunisie et au Maroc. Ce dernier raisonnement est le plus vraisemblable. « Perdant ? », m'ont dit certaines personnalités françaises, « mais qu'avons-nous à perdre ? Nous avons déjà tout perdu. Lorsque la Tunisie et le Maroc auront sombré dans l'anarchie et la misère, ils comprendront d'eux-mêmes ». C'est en effet un raisonnement et une attitude. Une attitude qui conduisait par rancœur et amertume, et bien avant l'affaire Ben Bella, à ne pas renforcer la coopération technique ardemment souhaitée par les anciens protectorats.

Autrement dit, sans souveraineté française, pas de présence française. Les cas sont multiples de ministres de l'Education nationale, de la Santé publique et de l'Economie nationale en Tunisie et au Maroc qui n'ont pas vu satisfaites leurs demandes de techniciens français. Pour pouvoir continuer à dire que « l'Algérie c'est la France », on conduit le Maroc et la Tunisie à une situation qui fait d'eux l' « anti-France ».

Or, il faut le dire, le miracle est précisément que tout ne soit pas perdu pour la France en Afrique du Nord. C'est ce même ancien combattant de l'Armée de libération marocaine dont je parlais au début de cet article qui me disait : « Nous n'avons aucune peine à reconnaître les immenses bienfaits de la colonisation française. La France a fait cent fois plus que l'Angleterre, mille fois plus que l'Espagne dans ses colonies, et lorsqu'elle part, ce n'est pas sans avoir marqué profondément. » Si catastrophique que puisse être aujourd'hui la situation du Maghreb, avec l'inconséquence française, et les démagogies nord-africaines, il y a encore toutes les chances pour la confédération franco-nord-africaine. Mais pour combien de temps ?

Tchékhov aux prises avec l'amour dans :

« CE FOU DE PLATONOV »

Jean Vilar et la troupe du T.N.P. créeront jeudi prochain, au Palais de Chaillot, une pièce encore inédite d'Anton Tchékhov : Ce fou de Platonov. *C'est l'événement de la saison théâtrale : toutes les pièces récemment représentées du grand écrivain russe, devenu, cinquante ans après sa mort, un des auteurs les plus joués de Paris, n'étaient que des reprises.*

Œuvre de jeunesse — Tchékhov avait 26 ans quand il l'écrivit — c'est aussi la plus baroque, la plus folle, la plus chargée de désespoir et de cocasserie de toutes ses comédies. Et la plus longue : sa représentation intégrale prendrait trois heures et demie. Aussi personne n'avait encore osé la mettre en scène hors de Russie. Elaguée par les soins du traducteur, Pol Quentin, elle a été présentée pour la première fois cet été par Vilar au Festival de Bordeaux.

Comme toute l'œuvre de Tchékhov, Ce fou de Platonov *est d'abord une pièce sur l'amour. Platonov est une sorte de don Juan malgré lui, instituteur de province que sa triste figure n'empêche pas de se voir disputé par quatre femmes à la fois : il y a Sascha, sa petite femme, laide et tendre, une volcanique veuve de général, Anna Petrovna, et sa ravissante belle-fille Sofia, enfin une jeune propriétaire des environs, Maria Grekova. Quatre femmes qui sont aussi quatre visages de l'amour et dont les assiduités finiront par conduire Platonov au suicide.*

Ce sont deux de ces visages de l'amour, vus par Tchékhov, que nous vous présentons ci-dessous. La scène se passe devant l'école de Platonov. Sa femme Sascha, assise à sa fenêtre, bavarde avec un moujik, Ossip.

OSSIP

— Comment c'est arrivé ? Très simplement.

SASCHA

— Mais comment l'as-tu rencontrée ?

OSSIP

— Le jour même où je suis arrivé au village. Je me promène le long de la rivière, près d'ici, et brusquement je la vois. Elle est dans l'eau, la jupe troussée, elle boit. Je m'arrête. Je la regarde. Elle ne fait pas attention à moi. Qu'est-ce que ça lui aurait fait ? Je suis un moujik! Alors, je lui parle. Je lui dis : « Votre Excellence, ce n'est pas possible, vous n'aimez sûrement pas l'eau de la rivière ? — Tiens ta langue, dit-elle, va faire ton travail. » Elle dit cela et ne me regarde plus. J'ai honte, honte d'être un simple moujik. « Pourquoi restes-tu planté là, imbécile, me dit-elle, tu n'as jamais vu de femme ? » Et elle me regarde droit dans les yeux : « Ou bien est-ce que je te plairais ? » Je réponds : « Oh ! Votre Excellence, je ne peux pas me permettre de vous dire comme vous me plaisez, vous êtes vraiment une perfection, vous êtes très belle. » Ça la fait rire, alors je dis : « Quelle chance il aurait, celui qui aurait le droit de vous embrasser. C'est un coup à faire tomber raide un bonhomme, sûr ! » « Parfait, dit-elle. Essaie et tu verras ! » C'est comme ça que ça a commencé. Je m'approche d'elle, elle ne bronche pas. Je la prends par les épaules et je l'embrasse. Je l'embrasse sur la bouche.

SASCHA, *riant*

— Oh ! Oh ! Qu'est-ce qu'elle a dit alors ?

OSSIP

— Elle a éclaté de rire. « Et maintenant », elle dit, « tombe raide mort ! »

SASCHA

— Et c'est ce que tu as fait ?

OSSIP

— Non, je suis resté tranquillement à me fourrager la barbe comme un idiot. Alors, elle : « Espèce de fou, retourne travailler, coupe-toi les ongles et lave-toi si tu en as l'occasion » Elle est partie. Voilà comme ça a commencé.

SASCHA

— C'est une curieuse femme. (*Elle lui tend une assiette.*) Tiens, assieds-toi et mange.

OSSIP

— Je peux rester debout. (*Il mange.*) Je vous remercie. Vous êtes gentille. Un jour, je vous revaudrai ça.

SASCHA

— Alors, commence tout de suite en faisant ce que je te dis. On retire son chapeau quand on mange. (*Il enlève son chapeau.*) Et pourquoi ne rends-tu jamais d'actions de grâce avant le repas ?

OSSIP, *sans appuyer sur le « ça »*

— Oh ! il y a bien longtemps que je n'ai pas fait ça. (*Silence : il mange.*) Comme je le disais : depuis ce jour-là, je n'ai jamais été le même. Je ne dors plus et je ne mange plus. (*Il mange.*) Je la vois toujours, elle. Si je ferme les yeux, je la vois toujours. (*Il mange.*) D'abord, j'ai essayé de me noyer, mais je nage comme une loutre. Alors j'ai pensé tuer son mari, mais le vieux fou était mort. Dans son lit. Sans m'attendre. Après ça, j'ai fait les commissions. Je l'ai servie. Mon cœur s'est amolli et c'est très mauvais pour un homme. Mais qu'y faire ?

SASCHA

— Quand je suis tombée amoureuse de Michel Vassilievitch, je pensais qu'il ne me remarquait même pas, alors j'ai souffert le martyre. Souvent, j'ai prié pour que la mort me délivre. Et brusquement un matin, il est venu me voir chez mon père et m'a demandé : « Petite fille, que diriez-vous si nous nous mariions ? » J'ai presque pleuré de joie, j'ai perdu toute dignité et je me suis jetée à son cou.

OSSIP

— Oui, oui ! C'est terrible. (*Il rend son assiette vide.*) Y a-t-il encore un peu de cette soupe au chou ? J'ai très faim.

Sascha entre dans la maison quelques instants. Ossip suce ses doigts. Sascha revient.

SASCHA

— Non. Mais veux-tu des pommes de terre frites dans de la graisse d'oie ?

Elle lui tend une grande casserole.

OSSIP

— Merci ! (*Il prend la casserole et mange avec ses doigts.*) L'année dernière, j'ai trouvé un lièvre tout ce qu'il y a de plus rare. « Votre Honneur », je dis, « voilà une nouveauté : un lièvre qui louche. » Elle le prend sur ses genoux et elle le caresse, puis elle me demande : « C'est vrai ce que disent les gens ? Tu es réellement une brute ? » Je réponds : « Oui, c'est vrai », et je lui parle de mon existence de païen. « Il faut te corriger », elle me dit : « Va à pied jusqu'à Kiev, de Kiev jusqu'à Jérusalem. Fais ce pèlerinage, et dans un an ou plus, tu reviendras ici transformé et meilleur. » Alors, j'ai pris une besace et je suis parti pour Kiev. (*Il mange.*) Et puis, voilà qu'en arrivant vers Kharkov, je m'embarque dans une troupe de bandits. Après, j'ai gaspillé mon argent en boisson. Je suis revenu ! (*Silence.*) Maintenant, elle ne veut plus me voir. Elle est en colère contre moi. Elle a raison, en un sens, je ne vaux pas grand-chose.

....

Ossip sort. Après son départ, Sascha revient avec une lampe et un livre.

SASCHA

— Comme il est tard. (*Elle s'assied.*) Si seulement il prenait soin de lui. Ces soirées lui font du mal (*elle bâille*) et je suis si fatiguée. Où en étais-je ? Sacher Masoch... Ce doit être un étranger (*Bâillant :*) Oh ! je vais le laisser. Non, je ne peux pas. Michel veut que je le lise. (*Elle tourne les pages. Ecoutant :*) Quelqu'un vient. C'est Michel ? Enfin. (*Elle se lève et éteint la lampe.*) Je suis là ! Gauche, gauche, gauche, droite, gauche !

PLATONOV, *entrant*

— Non, non, non ! Tu te trompes, droite, droite, droite, gauche, droite. Mon petit, comme un fait exprès, un ivrogne ne reconnaît jamais sa droite de sa gauche. Il connaît seulement : devant, derrière, de travers et par terre.

SASCHA

— Assieds-toi et je te dirai ce que j'en pense. Assieds-toi.

PLATONOV

— J'obéis. (*Il s'assied. Sascha jette ses bras autour de son cou. Silence.*) Pourquoi n'es-tu pas couchée, petite fille laide ?

SASCHA

— Je n'ai pas sommeil. (*Elle s'assied près de lui.*) Tu as passé une bonne soirée ?

....

PLATONOV

— Sascha ! Je suis stupide, je suis maudit.

...ria Casarès et Jean Vilar.
...trovna et Platonov : l'amour fou.

Monique Chaumette et Philippe Noiret.
Sascha et Ossip : l'amour sage.

PLATONOV

— Le Diable seul le sait. Mais vous-même... souffrez-vous d'insomnie ? Venez prendre l'air, chère et estimée somnambule.

ANNA PETROVNA, *s'asseyant près de lui*

— Oui et non, mon très cher Michel Vassilievitch. (*Elle rit.*) Vous me regardez avec des yeux où l'ignorance le dispute à la crainte.

PLATONOV

— Je n'ai pas peur. En tout cas, pas pour moi. (*Un temps.*) Avez-vous choisi de faire un coup de tête ?

ANNA PETROVNA

— Mettez cela sur le compte de la vieillesse qui commence.

PLATONOV

— On peut pardonner ces caprices chez une femme qui vieillit, mais regardez-vous, vous êtes jeune... (*Elle va parler.*) Chut ! Vous êtes comme l'été en juin ! Vous avez toute la vie devant vous !

ANNA PETROVNA

— Mais je ne veux pas avoir ma vie devant moi. Je la veux dès maintenant. Oui ! Cette nuit, je me sens diaboliquement jeune. Impitoyablement jeune !

Silence.

PLATONOV

— Que voulez-vous de moi ? Je ne veux rien. Partez ! (*Un temps.*) Laissez-moi tranquille, je vous en implore. (*Un temps.*) Cessez de me dévisager de cette façon. (*Silence.*) Pourquoi me traquez-vous comme vous le faites?

ANNA PETROVNA, *éclatant de rire*

— Oui, je vous traque, oui ! Et à cheval encore ! Eh bien ! il y a un moment pour l'hallali.

PLATONOV

— Pourquoi moi, parmi tous les hommes ? Je ne suis pas capable de vous résister. Je suis la faiblesse elle-même. Comprenez-moi.

ANNA PETROVNA (*s'approchant tout près de lui*)

— Orgueil d'abord, puis humiliation de soi-même ! Pourquoi vous défendez-vous, Platonov ? A quoi bon, Michel, à quoi bon ! Il faut bien que cela finisse.

PLATONOV

— Comment finir quelque chose que je n'ai même pas commencé ?

ANNA PETROVNA

— Oh ! vous et votre pesante philosophie ! Vous passez votre temps à vous mentir à vous-même. Et par une nuit comme celle-ci, Michel, si vous devez mentir, choisissez l'automne. Quand les pluies sont venues et que tout est noir et bourbeux. Mais pas maintenant ! Regardez, fou que vous êtes, regardez les étoiles ! Voyez, elles vacillent devant vos mensonges ! Soyez franc envers vous, aussi franc que tout ce qui vous entoure ! (*Elle l'embrasse.*) Il n'y a pas d'être au monde que je pourrai jamais aimer comme je t'aime. Il n'y a pas de femme au monde qui pourra jamais t'aimer comme moi. Prenons l'amour et laissons le reste.

Elle l'embrasse encore.

PLATONOV

— Si je pouvais seulement te rendre heureuse. (*Il l'embrasse.*) Mon Dieu comme tu es belle. Comme tu es belle. Mais je ne t'apporterai pas le bonheur. Je n'attire que la misère. Je te rendrai affreusement malheureuse. Comme j'ai rendu malheureuses toutes les femmes qui se sont jetées à ma tête.

ANNA PETROVNA

— Vous vous prenez trop au sérieux. Croyez-vous être aussi terrible que vous vous l'imaginez, Don Juan ? (*Riant.*) Comme vous êtes beau au clair de lune ! Très séduisant.

PLATONOV, *sèchement*

— Je ne me connais que trop. (*Silence.*) Ce genre de choses ne se termine heureusement que dans les romances.

ANNA PETROVNA (*en parlant, le prend par le bras*)

— Asseyons-nous là. (*Ils s'installent sur le banc. Un temps.*) Qu'avez-vous d'autre à me dire, monsieur le philosophe ?

PLATONOV

— Si j'étais honnête, je m'enfuirais. Maudite lâcheté !

ANNA PETROVNA

— Fou que tu es, Micha : prends, saisis, étreins ! (*Elle rit, et sans absolument aucune hystérie. Puis taquine.*) Comme tu es bête, Michel, comme tu es bête ! Une femme vient à toi, elle t'aime, tu l'aimes, la nuit est belle, quoi de plus simple ?

PLATONOV

— Anna Petrovna, je vous aime. Je vous aime et je vous respecte.

ANNA PETROVNA, *le coupant*

— Ne recommencez pas...

PLATONOV

— ...Par conséquent, je ne tolérerai pas que vous pataugiez dans une intrigue mesquine.

ANNA PETROVNA (*s'approchant de lui*)

— Tu m'aimes et tu me respectes. Moi je t'aime, je te l'ai dit, et tu le sais bien toi-même. Que faut-il de plus ? (*Geste de Platonov.*) Mais c'est la paix que je veux (*posant sa tête sur sa poitrine.*) La paix ! Comprends-moi ! Me reposer, oublier et rien d'autre. Tu ne sais, tu ne peux pas savoir combien ma vie est difficile et je veux vivre.

....

L'ÉTONNANTE

UN PEUPLE SAUTE

Un peuple peut-il passer en quelques années de l'âge de pierre au XX^e siècle en « sautant » quatre mille ans d'histoire ? Quelles sont les conditions d'une transformation si rapide ? Quels enseignements pouvons-nous en retirer à une époque où l'un des problèmes les plus difficiles qui se posent au monde est celui de l'entrée des peuples arriérés et sous-développés dans la communauté civilisée ?

Margaret Mead, anthropologue célèbre dans le monde scientifique où ses travaux font autorité, vient de publier à Londres un ouvrage où elle raconte la prodigieuse aventure des Manus, peuplade des îles de l'Amirauté (au nord de la Nouvelle-Guinée) qu'elle connut totalement primitive en 1928 et qu'elle a retrouvée, en 1953, plus qu'évoluée. Voici la synthèse de cet ouvrage (New lives for old, Ed. Victor Gallancz) passionnant à plus d'un titre.

POKANAU EN 1929.

POKANAU EN 1953.

LORSQUE je suis arrivée, en 1953, dans le nouveau village de Peri, entièrement reconstruit sur la terre ferme dans le « style américain », avec ses maisons identiques soigneusement alignées autour de la place centrale, une foule bruyante se pressait sur le rivage pour m'accueillir. L'homme qui me souhaita la bienvenue était vêtu d'un costume blanc impeccablement repassé. Il avait une cravate et des souliers. Il m'expliqua qu'il était le « conseil », l'un des représentants élus de la communauté.

Quelques minutes plus tard on me tendit une lettre dont la traduction donne ceci : « *Chère Madame Margaret, cette lettre est pour vous demander si vous voudrez bien m'aider à instruire les enfants.* » Elle m'était adressée par l'instituteur du village. Peu de temps après mon arrivée, le propriétaire de la maison qui m'avait été dévolue, autre officiel élu par les habitants, m'apporta un cahier sur lequel il avait écrit une longue liste de règles pour l'éducation moderne des enfants — hygiène, nourriture, sommeil, discipline, etc... Il me dit que ces règles n'avaient pas encore été promulguées mais qu'elles étaient les meilleures qu'ils avaient pu établir d'après les souvenirs de ce qu'ils avaient vu faire par les femmes des fonctionnaires australiens. Voulais-je bien les vérifier ?

Lorsque je lui répondis que mes commentaires s'appuieraient sur les dernières connaissances acquises en la matière, telles qu'elles avaient été exposées au séminaire international sur la santé mentale et le développement de l'enfant réuni en 1952 à Chichester, Angleterre, sous les auspices de la Fédération Mondiale pour la Santé Mentale et de l'Organisation Mondiale de la Santé créée par les Nations Unies, *il comprit ce que je lui disais.*

Je croyais savoir ce que signifiait le mot « lettré », pour avoir déjà vécu chez des peuples qui ne savaient pas écrire. Mais la lecture de cette lettre et de ces notes rédigées par des gens dont personne n'avait jamais pensé qu'ils pussent faire un jour partie du monde moderne, avec lesquels tout espoir d'une véritable communication semblait interdit, fut pour moi une expérience extraordinaire. J'eus presque l'impression que quelqu'un — était-ce eux, était-ce moi, je ne le savais plus — avait été ressuscité d'entre les morts.

Lorsque j'avais quitté, en 1928, l'ancien Peri, construit sur pilotis dans la lagune, le village résonnait du rythme funéraire, frappé pour moi sur le tam-tam de chaque maison. Pour ceux que je laissais derrière moi, j'allais mourir. Aucun d'eux ne pourrait m'écrire et mes lettres, s'ils avaient pu les lire, ne leur eussent apporté que la preuve de ma survie dans un monde qui leur était plus étranger encore que celui de leurs morts.

« Quel fantôme l'a frappé ? »

En 1928, j'étais arrivée chez eux avec un bagage ethnologique suffisant pour comprendre leur univers limité, leur langue parlée par quelque 2.000 individus, leur système compliqué de relations parentales et économiques. J'avais appris à leur parler, à observer leurs tabous, à poser les bonnes questions lorsque l'un d'eux tombait malade : « *Quel fantôme l'a frappé ? Pourquoi ? S'est-il confessé ? A-t-il déjà payé ?* » Mais ils n'avaient aucun moyen de comprendre mes propres idées et mes propres valeurs. Pour eux, je n'étais pas vraiment « réelle ». Je faisais partie de ces intrusions du monde européen dont certaines étaient utiles, d'autres nuisibles, mais toutes incompréhensibles.

Les enfants et les adolescents que j'avais connus vingt-cinq ans plus tôt, je les retrouvais en 1953 aux prises avec des problèmes aussi complexes que les nôtres et qu'ils abordaient en pleine lucidité. Quels rapports y a-t-il entre la façon dont les enfants sont élevés et le genre de personnes qu'ils deviennent plus tard ? Comment l'autorité doit-elle être répartie entre l'école et le foyer ? Comment les devoirs collectifs envers la communauté peuvent-ils être conciliés avec les droits accordés aux individus ? Etait-ce bien dans le même village que Korotan, le vieux guerrier devenu aveugle, appelait magiquement la mort sur les enfants de ses rivaux économiques, que les femmes se voyaient imposer des maris qu'elles allaient détester toute leur vie, que les hommes entretenaient des captives de guerre qu'ils devaient emmener pêcher avec eux pour les préserver du poignard de leurs femmes jalouses ?

On n'a le droit de rire qu'en famille

Il y a 25 ans, la culture des Manus — petite peuplade de 2.000 âmes répartie sur la côte sud de la grande île de l'Amirauté, au nord de la Nouvelle-Guinée — avait une originalité certaine qui ne résidait pas dans la forme de leurs lances de guerre, l'ornementation de leurs poteries, l'architecture de leurs huttes ou la conception de leurs pirogues, mais dans la structure sociale et économique de leur société.

Entre leurs maisons, construites sur pilotis dans la lagune, circulaient constamment leurs longues pirogues taillées dans un seul tronc d'arbre et équipées d'un balancier unique et d'une plateforme servant au transport des marchandises. Sérieux, tendus, appliqués de tous leurs muscles à la manœuvre, les Manus maniaient silencieusement la pagaie ou la perche. Certaines pirogues laissaient derrière elles un sillage de cris et de rires, et l'on pouvait savoir qu'il y avait à bord au moins une paire de cousins. Dans cette société rigide, les rapports de familiarité ou de respect n'étaient pas laissés au hasard des sentiments individuels. Ne plaisantait pas qui voulait, avec qui voulait. Un jeune garçon ou un homme pouvait rire avec la sœur de son père, le mari de celle-ci, son fils, sa fille, son gendre et ceux-ci étaient autorisés à lui donner la réplique. Les uns et les autres ne s'en privaient pas et les plaisanteries les plus gaillardes sur les détails intimes de leur vie sexuelle présente et à venir fusaient dès qu'ils étaient ensemble. Mais cette familiarité entre cousins était le seul exutoire laissé à la sexualité gourmande des Manus par le puritanisme obsessionnel de leur société. Le « fantôme » de chaque foyer — l'esprit du dernier mâle décédé dont le crâne était accroché dans la maison — punissait impitoyablement la moindre obscénité à l'égard de personnes n'appartenant pas au groupe autorisé. Une parole inconvenante, un geste ambigu, le frôlement d'une cuisse de femme dans une bousculade étaient payés de maladie grave ou de mort.

Les vêtements des Manus ne manquaient pas d'allure. Sur les pirogues, les femmes se tenaient droites dans leurs longs tabliers d'herbes, le crâne rasé et le visage encadré de lourdes boucles d'oreilles. Les hommes ne portaient le plus souvent qu'un simple morceau d'étoffe pendant sur le devant. Hommes et femmes portaient aux chevilles et au-dessus du coude de larges bracelets noirs ornés de perles et, les jours de cérémonie, des colliers de dents de chien et de monnaie-coquillage.

Ces ornements pesants étaient portés sans coquetterie. Ils correspondaient à un souci non pas esthétique mais social et économique. Chaque collier, chaque plaque de perles représentait, soit de l'argent, soit un support pour les os et les cheveux des morts que les femmes devaient porter sur elles à chaque fête tant que les paiements funéraires n'avaient pas été achevés.

Les Manus ne savaient que pêcher et naviguer. Tout leur équipement et leur nourriture devaient être échangés à terre contre leur poisson. Mais grâce à un système économique et religieux qui leur interdisait de se reposer un seul instant, ils réussissaient à rester le peuple le plus riche et le plus fier des îles de l'Amirauté.

Leur système économique était un des plus élaborés qu'on ait observés dans les sociétés primitives. Ils avaient une véritable monnaie dont les unités — dents de chien et coquillages — étaient interchangeables et pouvaient servir à n'importe quelle opération commerciale.

L'offre de produits était cependant trop limitée pour que la simple accumulation de monnaie suffise à conférer la puissance économique. Celle-ci

VENTURE DES MANUS

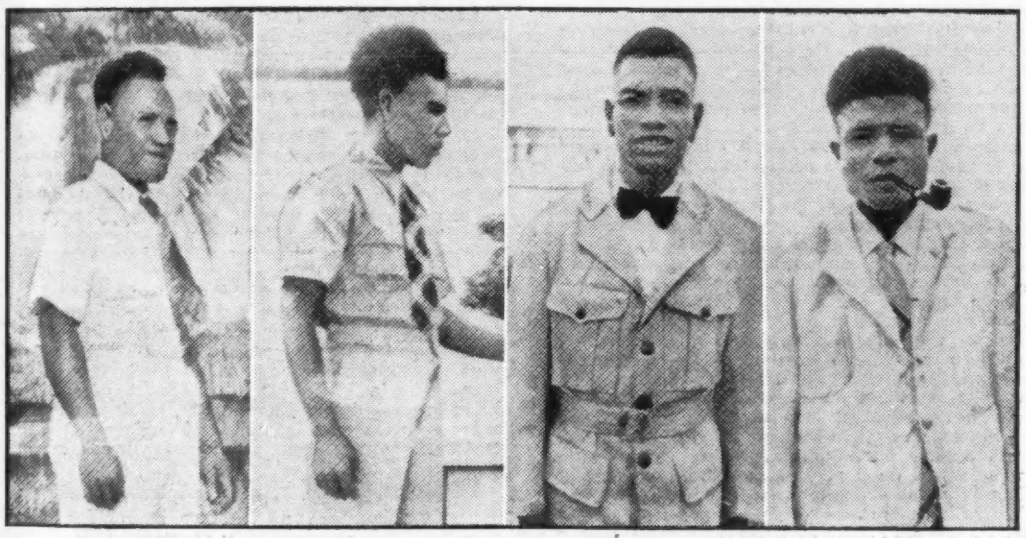
4.000 ANS D'HISTOIRE

s'obtenait par des investissements effectués par les plus riches dans les échanges économiques qui marquaient les principales étapes de la vie des couples — fiançailles des enfants, nubilité des jeunes filles, mariage, grossesse, naissance, retour du nouveau-né dans la maison de son père, mort enfin. Dans un souci de stabilité financière, les Manus avaient éliminé totalement les hasards des sympathies entre jeunes gens en faisant du mariage une opération purement économique. Les mariages étaient organisés longtemps à l'avance entre les familles et l'un des parents du marié avançait la somme nécessaire à l'achat de l'épouse. Le jeune couple, qui ne possédait rien au départ, se trouvait alors sous la dépendance de son commanditaire, auquel il devait réserver tout ou partie de son travail. La situation était d'autant plus humiliante et pénible pour le jeune marié qu'il sortait d'une adolescence libre de toute contrainte et de tout travail. C'était avec un acharnement rageur et amer qu'il se mettait à travailler pour reconquérir son indépendance.

Trois possibilités s'offraient à eux : devenir des « dépendants chroniques » en travaillant suffisamment longtemps pour obtenir ce statut permanent ; rembourser la dette de leur mariage à la naissance de leur premier ou de leur second enfant, puis se retirer de la compétition économique ; reprendre le contrôle de leur propre foyer en investissant de petites sommes dans d'autres mariages. A la longue, cette dernière formule pouvait leur permettre de devenir « commanditaires » à leur tour.

Lorsque l'éperon de la servitude économique n'était plus là pour inciter les adultes au travail, la religion prenait la relève. Les « fantômes » ne pardonnaient en effet aucun relâchement de l'effort économique.

1928.
KAPELI. POMAT. YESA* KILIPAK. LOPONIU.
(*Yesa a quitté le pays.)



1953.
KAPELI. POMAT. KILIPAK. LOPONIU.

Lorsque la maladie frappait une famille, la cause en était d'abord cherchée dans une violation du code sexuel, souvent mineure mais considérée comme extrêmement grave car une mort compromettait tout le système d'investissement et de remboursement calculé en fonction des prochains mariages à venir. Lorsque aucune faute sexuelle n'était découverte, on invoquait le relâchement et le laisser-aller dans le travail : une dette n'avait pas été payée, une obligation n'avait pas été remplie. Si la situation financière du malade était parfaitement saine, on trouvait ailleurs : une nouvelle entreprise qui eût dû être lancée ne l'avait pas été. Et la fréquence des maladies, qui s'abattaient sur les Manus suffisait à prouver que leur travail forcené n'était pas encore suffisant aux yeux des « fantômes ».

Un peuple tendu et sans gaieté

Cette double pression économique et religieuse faisait des Manus un peuple perpétuellement tendu et sans gaieté. Le rire des cousins autorisés à plaisanter se faisait entendre rarement et la vie du village se déroulait sur le fond morne de conversations prudentes dans lesquelles chacun devait se souvenir des noms et des mots à éviter. Ce calme relatif n'était troublé que par des explosions de colère à propos d'une cruche brisée, d'une pirogue empruntée et non rendue, d'une dette non payée, explosions qui pouvaient remplir l'air d'injures jusque fort avant dans la nuit.

La solitude et l'isolement culturels des Manus étaient d'autant plus grands que leur vie ne s'inscrivait dans aucun calendrier saisonnier, n'avait pas d'origine dans le temps, ne préparait aucun avenir.

Lorsqu'on les interrogeait sur une de leurs coutumes, ils n'en indiquaient jamais l'origine mais se contentaient de dire : « *C'est comme ça que nous faisons* ». Tout au plus évoquaient-ils parfois l'existence d'un « âge d'or » passé dans lequel les fantômes se préoccupaient moins des peccadilles sexuelles des mortels et où les hommes étaient libres d'être aussi immoraux que les autres peuples de l'archipel.

Le petit univers des Manus pouvait être vieux de cinq générations ou de cinquante : il n'y avait aucun moyen de le déterminer par l'analyse de leur culture.

Lorsque je suis arrivée chez eux en 1928, les Manus étaient en contact avec l'homme blanc depuis longtemps. Les Allemands jusqu'à la première guerre mondiale, puis les Australiens avaient successivement contrôlé l'île. Les seconds avaient nommé dans chaque village un chef indigène, ou *lulual*, un interprète et un « docteur ». Chacun d'eux avait été exonéré d'impôts et s'était vu attribuer un chapeau. Quelques articles occidentaux s'étaient frayé un chemin jusqu'aux villages : lames d'acier pour remplacer les haches et les gouges de pierre, hameçons métalliques, toile à voile, perles de couleur, tabac, etc...

Les Manus obéissaient aux autorités « européennes », reconnaissaient qu'elles pouvaient leur apporter de bonnes choses — comme la paix entre tribus, qui facilitait le commerce — mais n'admettaient aucune de leurs valeurs. Les missions elles-mêmes — catholiques, protestantes, adventistes du septième jour, etc... — n'étaient pas parvenues à leur faire comprendre le sens du message chrétien. Si les conversions furent nombreuses, les nouveaux catéchumènes s'obstinèrent longtemps à vouloir brûler les églises chrétiennes rivales. Incapables de comprendre le mobile altruiste des missionnaires et constatant que les catholiques fondaient des communautés religieuses dans lesquelles ils cherchaient à attirer les indigènes alors que les protestants — plus pauvres — faisaient directement la quête dans leurs temples, ils en conclurent que les premiers étaient venus chercher de la main-d'œuvre gratuite et les seconds de l'argent liquide.

Lorsque les Manus décidèrent de se faire catholiques, en 1929, ce fut pour trois raisons précises : parce que les catholiques leur apprenaient à lire et à écrire en néo-mélanésien (*pidgin-english*) et non dans leur langue maternelle, ce qui facilitait les relations commerciales avec l'extérieur ; parce qu'ils demandaient moins d'argent ; parce qu'ils pratiquaient la confession. Le fait de n'avoir à confesser ses péchés qu'à une seule personne séduisait beaucoup ce peuple condamné jusque là à proclamer ses fautes publiquement au son du tam-tam.

En 1928, on pouvait penser que l'évolution des Manus serait très lente et suivrait le schéma habituel : séduction des techniques et de la culture occidentales ; impatience devant la longueur du chemin à parcourir ; réaction mystique avec apparition d'un « culte nativiste » fondé sur la promesse d'un arrivage immédiat de tous les biens désirés.

Tels étaient alors mes pronostics. Ils étaient faux.

L'invasion d'un million d'Américains

Deux événements imprévisibles et dont la conjonction explique le « miracle » de l'évolution accélérée des Manus se sont produits depuis 1928 : le passage d'un million d'Américains dans les îles de l'Amirauté pendant la dernière guerre et l'apparition d'un homme, Paliau, qui sut donner un sens politique et progressiste à la réaction « nativiste » qui suivit normalement le contact direct avec la civilisation occidentale.

Pendant les années qui suivirent la reconquête par les Alliés des îles de l'Amirauté — évacuées par les Australiens dès le début de la guerre — plus d'un million d'Américains transitèrent dans les bases qui y furent établies — un million d'Américains représentant toutes les races, tous les services, tous les types de citoyens et disposant de l'équipement le plus moderne qu'une armée ait jamais possédé. Quelque 14.000 indigènes stupéfaits assistèrent à la construction en quelques semaines de milliers de baraques alignées sur des kilomètres de long. Ils virent raser des montagnes, percer des détroits, aplatir des îles pour en faire des pistes d'atterrissage, arracher des hectares de brousse, tout cela avec de merveilleuses « machines ».

Plus extraordinaire encore : « *Les Américains*, disent aujourd'hui les Manus, *nous ont traités comme des individus, comme des frères* ». On →

L'ÉTONNANTE AVENTURE DES MANUS

→ admet généralement que le sentiment de la supériorité blanche et une attitude négative à l'égard des races de couleur sont des caractéristiques inhérentes à la mentalité américaine, ce qui est exact lorsqu'il s'agit des relations entre Américains blancs et Américains non blancs. Mais le problème ne se posait pas en Nouvelle-Guinée. Comme tous les peuples anglo-saxons, les Américains sont exceptionnellement amicaux et agréables avec « les indigènes des autres ».

Plutôt que de créer un service spécial pour les quelques travailleurs indigènes qu'ils employaient, ils préféraient leur distribuer un plateau réglementaire et les emmener avec eux à la cantine où on leur servait le même jambon et le même ice-cream qu'aux autres. Peut-être les indigènes prirent-ils goût aux ice-creams, mais ils prirent surtout conscience de ce que représentait le fait d'être traités par des hommes civilisés, par des blancs, comme des personnes et non comme des indigènes.

Pour beaucoup d'Américains, ces Manus actifs et curieux, adroits de leurs mains et de leur corps, passionnés par les machines et habiles à s'en servir, faisaient d'excellents guides pour les parties de pêche. Ils n'étaient pas des « nègres » mais des « Joe », de « bons Joe ». La note d'autorité contenue dans le terme de « boy » par lequel les Blancs les avaient toujours désignés jusque là, faisait cette fois défaut.

Les Manus virent là le signe de cette « fraternité humaine » dont les missionnaires leur avaient parlé mais dont ils n'avaient guère vu d'exemple autour d'eux. Ce qui les émerveillait, c'était que les Américains *en tant que groupe* avaient réussi à faire passer cette fraternité humaine dans la réalité. Les preuves de dévouement et d'amour qui leur avaient été données jusque-là par des missionnaires ou des officiels australiens et allemands n'étaient pour eux que le fait « d'individus bons ». Pour la première fois, ils découvraient une « civilisation bonne ». Et ils regardaient, fascinés.

De l'abondance et du perfectionnement des machines utilisées par l'armée, les Manus retirèrent l'idée — absolument nouvelle pour eux — qu'il était bon de réduire l'effort humain et qu'il n'y avait aucune vertu à se tuer de travail comme ils le faisaient dans leur village.

Dans les hôpitaux militaires, ils découvrirent que rien, absolument rien n'était trop cher pour sauver une vie, guérir une blessure, remplacer un membre amputé.

« *Des Américains*, disent-ils, *nous avons appris que les êtres humains étaient irremplaçables et ne devaient jamais être sacrifiés alors que les choses matérielles étaient remplaçables et pouvaient être gaspillées. Nous avons appris que c'est l'être humain* seulement *qui est important.* »

Le « culte du cargo » abolit les anciens tabous

Avec le départ des troupes américaines prit fin ce que les Manus appellent aujourd'hui « l'époque sans tabous ». Comblés de cadeaux, bourrés de dollars, les indigènes retrouvèrent leur vie où ils l'avaient laissée. Les ennuis commencèrent. Dans presque toutes les communautés, un mouvement se dessina en faveur d'un changement, animé par ceux que la guerre avait retenus longtemps loin de chez eux ou qui avaient été le plus en contact avec les troupes d'occupation. Certains réussirent à imposer des réformes, d'autres fuirent les tabous dont ils ne voulaient plus pour aller fonder d'autres villages. Mais partout la structure traditionnelle commença à se désagréger.

C'est alors que surgit l'homme qui devait entraîner les Manus dans la « Nouvelle Voie » : Paliau. Paliau n'était pas un Manus. Né à Baluan, à plus de 50 kilomètres au sud de la grande île de l'Amirauté, il avait servi pendant sa jeunesse dans la police locale. Il était resté pendant toute la guerre à l'arrière des lignes japonaises dans la grande île de l'Amirauté. Ce fut là, au cours des discussions qu'il eut avec d'autres indigènes sur l'avenir de son pays, qu'il définit les premiers objectifs de son mouvement : réforme économique et surtout abolition du système des mariages « commandités » qui permettait l'exploitation des jeunes hommes par leurs aînés.

La paix revenue, il retourna dans son île, Baluan, et exposa ses plans au cours d'une série de réunions : répudiation totale de l'ancien mode de vie et rupture avec le présent système d'osmose lente entre la culture occidentale et la tradition. Le mélange de christianisme mal compris et de tradition constituait, dit-il, un poison qui tuerait le peuple. Et il présenta à ses auditeurs sa propre version du christianisme, la seule vraie, qui leur avait été cachée jusque là par ordre des gouvernements occidentaux. Il exposa aussi son programme d'avenir : tous les peuples de l'archipel de l'Amirauté devaient travailler ensemble ; les Manus qui vivaient sur l'eau devaient s'établir sur le rivage ; un trésor devait être constitué pour permettre le développement économique de la communauté ; l'ancienne culture devait être totalement abandonnée au profit d'une nouvelle culture qui intégrerait les indigènes à la culture mondiale.

Paliau n'avait pas encore une vision très claire de ce qu'il voulait faire mais il se représentait un avenir dans lequel les peuples de l'archipel agiraient, penseraient, s'habilleraient et vivraient comme des Européens.

Les échos de ce programme se répandirent jusqu'à l'île de l'Amirauté. Ils y provoquèrent la naissance de mouvements mystiques qui prirent qui leur avaient été données jusque là par des la forme de « cultes du cargo ». Depuis des dizaines d'années, les indigènes voyaient les planteurs blancs attendre avec impatience le navire qui venait régulièrement de « l'au-delà occidental » leur apporter les vêtements, les outils, les caisses de bière et tous les produits de la civilisation. Le « cargo » était devenu pour eux le symbole de la richesse et de la science occidentale qui leur étaient refusées. Un jour viendrait où Dieu leur enverrait « leur cargo ».

A Rambutjon, sur la côte nord de l'île, un prophète surgit qui annonça l'arrivée prochaine des navires et invita les indigènes à détruire tous leurs biens pour faire place nette aux marchandises européennes. Il fut tué quelque temps plus tard par ses frères lorsqu'il devint évident qu'aucun navire n'arrivait, mais la vague de mysticisme qu'il avait déclenchée — avec scènes d'hystérie collective, apparition de « possédés », hallucinations visuelles et auditives — se répandit dans toute l'île. Elle atteignit Baluan où Paliau lui-même participa au mouvement pendant quelques jours avant de le désavouer.

A Peri, la population apprit par un messager que le cargo était déjà arrivé dans les autres villages et qu'elle n'avait plus qu'à se préparer à le recevoir. Ce qu'elle fit en jetant dans la lagune tout ce qu'elle possédait : mobilier, poteries, talisman, dents de chien et coquillages. Après une semaine d'attente, aucun navire n'apparaissant, les esprits se calmèrent, on repêcha dans la lagune le mobilier qui y flottait encore, et la vie reprit son cours.

La vague de mysticisme n'avait pas été inutile. En faisant apparaître les dangers de l'obscurantisme traditionnel elle unit plus solidement tous les jeunes hommes partisans des réformes et du progrès. En révélant la profondeur du malaise qui régnait dans la communauté indigène, elle incita d'autre part l'administration australienne à s'intéresser de plus près au développement et à l'organisation des communautés indigènes. L'administration manifesta son intention de collaborer avec les leaders locaux et invita notamment Paliau à Port-Moresby, pour lui expliquer le fonctionnement des « conseils » et des coopératives locales qu'il avait l'ambition de créer. Un premier conseil local fut créé en 1950 à Baluan. Lorsque j'arrivai à Peri, en 1953, un conseil élu y fonctionnait aussi mais il n'était pas encore reconnu par l'administration.

En décidant de suivre la « Voie Nouvelle » définie par Paliau, les Manus ont voulu rompre brutalement avec les tabous de leur passé. Dans le nouveau Peri construit sur la terre ferme, ils continuent à ne vivre que de pêche et à construire les mêmes pirogues. Mais ils se parlent librement et plaisantent entre eux — cousins ou pas cousins ; ils se réunissent chaque matin sur la place du village pour se répartir les tâches collectives ; ils assistent le soir aux réunions de leur « comité local », au cours desquelles les problèmes de la communauté sont examinés et les décisions prises démocratiquement ; ils portent leurs différends devant le « tribunal » local ; les jeunes gens épousent les femmes de leur choix ; les malades sont soignés autrement que par le paiement des vieilles dettes ; les jeunes ménages ne sont plus sous la dépendance économique des commanditaires qui ont financé leur mariage. Le mot d'ordre est : « *Nous sommes tous frères et égaux* ». L'objectif : « *Devenir comme les Européens* ».

Leur volonté d'oublier leur ancienne culture est telle qu'ils ont refusé de reconstituer devant une caméra les grandes cérémonies de leur ancienne vie. Ils acceptèrent d'en « jouer » de petites scènes mais toute reconstitution importante leur parut « dangereuse ».

L'assimilation du système occidental présente cependant pour eux certaines difficultés. Le problème de l'adultère, par exemple, est un de ceux qu'ils ont du mal à résoudre. La liberté sexuelle est maintenant très grande. Les jeunes filles sont libres d'accorder leurs faveurs à des hommes non mariés et peuvent en avoir des enfants sans encourir l'opprobre de la communauté. Mais l'adultère pose un problème grave dans la mesure où il provoque la jalousie des femmes et entraîne des querelles dans les ménages. Or la colère est considérée par les Manus comme l'un des péchés les plus graves car elle compromet les bonnes relations entre les individus, « qui sont tous frères ». Interdire l'adultère, d'autre part, serait une mauvaise solution car le désir obsessionnel d'une femme corrompt l'âme au même titre que la colère.

Paliau proposa donc cette curieuse solution : « *Si vous désirez une femme, n'en parlez à personne mais allez la trouver. Si elle le veut bien, couchez une fois avec elle, payez-la et oubliez l'affaire.* » Il fixa même le prix à payer. Cette règle donna lieu à des interprétations très diverses et provoqua plus de querelles qu'elle n'en évita.

« *Nous nous donnons beaucoup de mal pour assimiler les mœurs de l'homme occidental* », m'a dit un jour un Manus, « *mais il y a une chose que nous ne savons pas encore : c'est la façon de commettre correctement un adultère.* »

« Comme une vieille tortue, vous allez plonger dans la mer »

Le succès de la tentative des Manus pour transformer leur société primitive en une société moderne dépendra en grande partie de l'aide qui leur sera accordée par les Blancs. Jusqu'à présent, le soutien de l'administration australienne a été pratiquement nul et les Manus en étaient encore à attendre la reconnaissance officielle de leur « conseil local » lorsque je les ai quittés. Tout ce qu'ils ont fait, ils ont dû le faire eux-mêmes, et ils se sont toujours heurtés à la méfiance des planteurs de l'île. Faute de se voir doter des institutions qui leur étaient nécessaires, ils ont été contraints d'en créer « d'illégales » : ils ont formé eux-mêmes un conseil local provisoire, nommé des juges locaux, attribué à l'un d'eux la fonction nouvelle de « banquier », fondé eux-mêmes une école et désigné un instituteur en attendant que l'administration leur en envoie un.

On peut tirer de l'histoire des Manus un premier enseignement : contrairement à ce que l'on pensait généralement, les influences culturelles ne prennent pas toujours la forme d'une pression des sociétés les plus évoluées sur les sociétés les plus primitives, mais peuvent être déterminées par un appel direct de ces dernières. L'accent mis sur la résistance des peuples primitifs à « recevoir la civilisation » a trop longtemps masqué la résistance des sociétés évoluées à transmettre cette civilisation à des peuples qu'elles ne voulaient pas admettre dans leur communauté.

Le second enseignement, c'est que des changements extrêmement rapides sont non seulement possibles mais souvent souhaitables. Un peuple qui choisit d'adopter de nouvelles techniques et d'instituer de nouveaux rapports économiques le fera plus facilement s'il habite dans d'autres maisons, porte d'autres vêtements, mange une autre nourriture. L'expérience des Manus met en relief l'importance des structures d'ensemble. Elle montre qu'il est plus facile pour un indigène du Pacifique de devenir un New-Yorkais — comme j'ai vu certains habitants des îles Samoa le faire aisément — que de s'adapter à une culture mixte dans laquelle des versions tronquées de nos conceptions philosophiques et sociales se greffent sur une tradition jusque là cohérente et homogène.

Mais est-il possible, dira-t-on, de rompre tout lien avec son passé, d'oublier les goûts et les odeurs de son enfance pour s'enfoncer, si complètement soit-il, dans un monde nouveau ? Les Manus nous apportent eux-mêmes la réponse. Ils n'ont pas oublié leur passé. La seule époque dont ils se souviennent mal — car ils n'aiment pas s'en souvenir — c'est celle des années 30, pendant laquelle ils se débattaient avec quelques éléments d'une civilisation chrétienne dont ils ne comprenaient pas le sens et ne retiraient pas les bienfaits. Ils savaient un peu lire mais n'avaient pas de livres. On leur avait appris à respecter la vie humaine mais ils n'avaient pas de médecine préventive. On leur avait donné le goût de la civilisation mais tous les Blancs qu'ils rencontraient refusaient de les traiter en égaux et de croire qu'ils étaient capables de partager leur culture.

Lorsque j'ai quitté Peri en 1953, les habitants dansaient sur la place en mon honneur. « *Lorsque vous êtes venue la dernière fois*, m'ont-ils dit, *vous avez emporté beaucoup de vieilles choses que vous nous avez bien payées. Aujourd'hui, nous n'avons plus rien de ces vieilles choses. C'est vous qui avez les choses que nous voulons. Vous nous les avez apportées et nous vous les avons payées à notre tour. Maintenant, comme une vieille tortue, vous allez plonger dans la mer pour mourir et nous ne vous reverrons plus jamais.* »

Je leur ai répondu : « *Quand je vous ai quittés la première fois, vous scandiez le rythme funéraire sur vos tam-tams. Ni vous ni moi ne pensions jamais nous revoir. Il n'y avait pas de route pour nous relier. Maintenant il y en a une. Vous pouvez m'écrire et je peux vous écrire.* »

EDITION D'EGYPTE

e et la Grande-Bretagne oppo-
r veto, à deux reprises, à une
des Etats-Unis. Mercredi soir, à
à éclataient les premières bom-
ette guerre, le Conseil décidait,
pposition de la Yougoslavie, de
r dans les 24 heures une Assem-
rale extraordinaire des 76 pays
U.

à Washington, le président
ver, qui partageait la colère de
taire d'Etat, suivait de près les
nts.

re n'était pas moins vive à Paris
dres. Dans la matinée de mardi,
où des éléments avancés israé-
ient signalés à trente kilomètres
de Suez, les gouvernements sié-
n Conseil des ministres extraor-
Au moment où la radio annon-
l'aviation égyptienne était entrée
et que la mobilisation générale
rétée, MM. Pineau et Guy Mollet
ent à Londres avec leurs collè-
ais. Quatre heures plus tard, en
ès-midi, M. Eden levait le mys-
pesait sur les intentions exactes
co-Britanniques dans sa déclara-
Communes, imité à Paris, après
r M. Guy Mollet, devant une
e attentive.

mait le thème de ces deux dis-
n ultimatum franco-anglais, an-
t les deux chefs de gouverne-
té envoyé à Israël et à l'Egypte
mettre en demeure d'arrêter les
et de retirer leurs troupes à une
de 16 kilomètres du canal de
Egypte, l'Angleterre et la France
ent l'occupation temporaire des
s principales de la zone du
ez, Ismaïlia et Port-Saïd, dans
ssurer la liberté de navigation
Un délai de douze heures était
deux destinataires de l'ultima-
faire connaître leurs réponses.
i expirait à 5 h. 30, mercredi
ure française, puisque la note
itannique avait été remise au
asser et à M. Ben Gourion à la
récise où M. Eden franchissait
de la tribune à la Chambre des
s. Dès minuit, le colonel Nasser
à l'ambassadeur britannique
ait les exigences de son gouver-
de la France. Deux heures plus
-Aviv faisait savoir qu'Israël
l'ultimatum « *à condition que
en fasse autant* ».

s deux hommes d'Etat français
commençaient à voir se lever
difficultés. M. Eden, surtout,
t heurté à une très vive opposi-
ravaillistes. Ceux-ci avaient voté
ntervention armée, qui ne fut
t approuvée que par 270 voix
. « *Je ne vois aucune justifica-
tilisation de la force* » avait dit
ell, leader de l'opposition. Les
garde les plus sévères allaient

Les risques ...iètent le « Times »

*...timatum franco-britannique
l'Egypte est une folie* », écri-
credi matin, avec une fougue
lle, le libéral *Manchester Guar-
On aurait dû réfléchir un peu*
éclarait le *News Chronicle*, quo-
ndonien également libéral. Sur-
vère *Times* publiait en éditorial
ureuse mise en garde adressée
rnement, geste absolument inha-
la part du grand organe indé-
ll écrivait :

**L'audace paie souvent. On doit
ement espérer que cela va être
s. Mais cependant, l'organisation
la riposte anglo-française com-
e de tels risques qu'ils ne peuvent
être ignorés...**

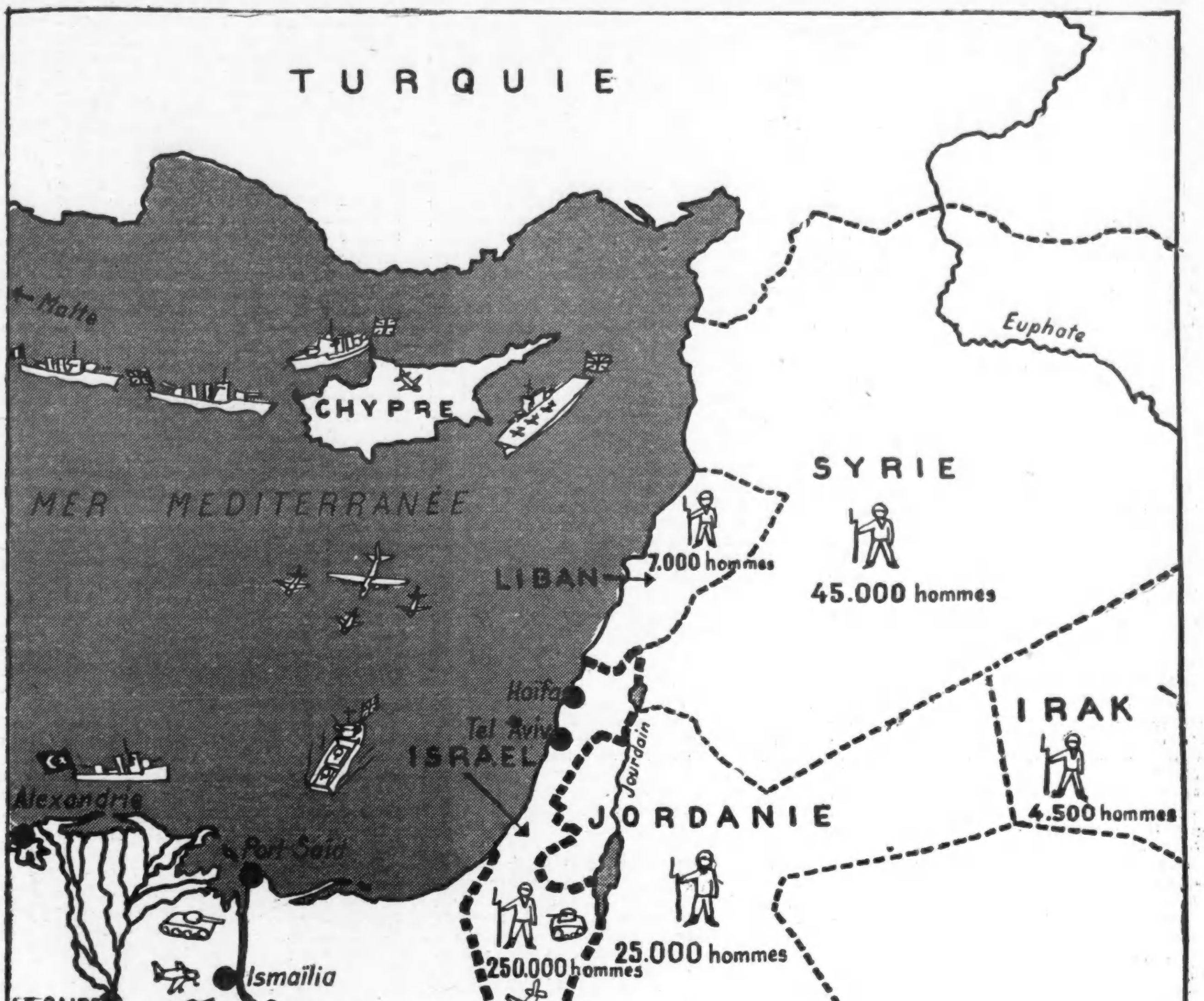
**On doit espérer qu'avant de pren-
une décision aussi cruciale, il y
eu plus de consultations avec
shington que ne le laissent sup-
r les premiers commentaires
més du département d'Etat... Le
nel Nasser mérite certes peu de
sidération de la part des pays oc-
entaux, mais il faut bien réaliser
ature de ce qu'on lui demande et
e face aux conséquences possibles
cet acte...**

**La troisième question que l'on
t se poser concerne les réactions
sibles dans les autres Etats
bes... Pour eux, Israël est l'ennemi
et l'agresseur. Même l'Irak, qui con-
naît la valeur de son amitié avec
l'Occident, partage les sentiments des
autres nations arabes envers Israël.
Maintenant que la Grande-Bretagne
et la France ont présenté leur action
comme une conséquence de l'acte de
guerre d'Israël, on court le risque que
les pays arabes se méprennent sur
les motifs de notre entreprise...**

**« Le vrai problème est de savoir
si l'opération projetée est bonne en
elle-même. Là est le vrai test. »**

La vigueur de ces réactions de l'opinion anglaise provoquait quelques flottements supplémentaires : on annonçait successivement que les premiers débarquements dans la zone du canal avaient été effectués, puis la nouvelle était démentie et l'ultimatum, qui devait expirer à 5 h. 30 du matin, était prolongé. Pendant toute la journée de mercredi, on se demandait ainsi si l'irréparable était accompli, ou pouvait encore être évité.

A Paris, M. Guy Mollet rencontrait apparemment moins de difficultés. Cependant, dès lundi, tard dans la soirée, dès que furent connus la nouvelle d'entrée



LA CARTE DES OPÉRATIONS.
Pour rétablir la paix, faire la guerre.

L'Expédition d'Égypte

→

en action d'Israël et l'état des préparatifs franco-britanniques, il avait reçu à l'hôtel Matignon une visite inattendue : celle de Pierre Mendès France. Le leader du parti radical était venu mettre en garde, avec beaucoup de vigueur, le chef du gouvernement contre les conséquences d'une intervention et suggérer que la France fasse appel aux trois autres « Grands » pour arbitrer dans une conférence commune le conflit du Moyen-Orient.

Dans une déclaration remise le lendemain mardi au matin à la presse, M. Mendès France répétait ce cri d'alarme :

> **« Nous sommes peut-être à la veille de la guerre générale... Et cependant, en prenant partout l'initiative, la France peut encore sauver la paix. »**

Mais, dans ce concert de louanges qui, déjà, s'élevait de toutes parts, vers le président du Conseil, au milieu des encouragements à entreprendre « *une action rapide et efficace* », comme disait M. Frédéric-Dupont, cette voix était presque la seule à prêcher la prudence, la réflexion et la modération.

Tout est prévu sauf un échec

Les débats s'engageaient au Palais-Bourbon à 21 heures, dans une atmosphère d'euphorie. Après la déclaration de M. Guy Mollet, la parole était donnée à un orateur du groupe communiste, choix habile puisqu'il s'agissait de montrer aux rares hésitants qu'ils se trouvaient seuls au côté de l'extrême gauche s'ils prétendaient discuter l'enthousiasme général. Décidé à mettre à profit sur-le-champ les bonnes dispositions de l'Assemblée, le président du Conseil acceptait la discussion immédiate d'une interpellation de complaisance déposée par un député radical, M. Brocas.

Une suspension de séance permettait toutefois à un certain nombre de députés, voire de leaders, d'exprimer dans les couloirs ou dans les réunions de groupes des opinions qui contrastaient vivement avec le silence qu'ils observaient en séance. Silence parfois significatif d'ailleurs : une cinquantaine de députés — socialistes, radicaux, élus d'outre-mer, quelques modérés — n'avaient joint leurs applaudissements à ceux de tout le reste de l'Assemblée (sauf les communistes, bien entendu) qu'en une seule occasion, lorsque M. Guy Mollet rendit hommage au courage de l'Etat d'Israël.

Mais dans les couloirs, M. Pinay faisait des réserves qu'il devait répéter à la réunion de son groupe : « *L'occasion manquée le 27 juillet*, disait-il, *risque fort de n'être pas saisie aujourd'hui dans des conditions aussi favorables, et de loin.* » M. Guy La Chambre, également indépendant, critiquait très sévèrement une politique trop risquée. « *Nul ne sait jusqu'où l'incendie s'étendra* », insistait M. Paul Reynaud qui fut l'un des rares à garder son sang-froid.

Le R.G.R. de M. Edgar Faure décidait de voter « pour » mais ses membres précisaient : « *Sans emballement.* » Chez les socialistes, M. Alain Savary, démissionnaire la semaine dernière du poste de secrétaire d'Etat aux Affaires marocaines et tunisiennes, faisait savoir son désaccord. Seul, le M.R.P. se montrait plus « molletiste » que le président du Conseil lui-même.

C'est au groupe radical que la discussion devait être le plus tendue. M. Mendès France, reprenant le thème qu'il avait développé la veille auprès du président du Conseil et le matin dans son intervention, réclamait une conférence des Quatre Grands et dénonçait « *toutes les provocations et toutes les violences* ». Au nom du gouvernement, M. Maurice Faure, puis M. Bourgès-Maunoury, présentaient la thèse officielle, soutenus par M. Billères. « *Nous avons mesuré les risques* », disait M. Faure. « *Qu'a-t-il été envisagé pour le cas où les opérations militaires n'aboutiraient pas aux résultats prévus, dans les délais prévus ?* » lui demandait-on. « *La seule hypothèse retenue*, déclarait-il, tranchant, *est celle d'une victoire rapide et complète.* »

« *Je suis pour la parole et l'honneur*, disait M. Billères : *pour les Hongrois à Budapest et pour les Israéliens à Tel-Aviv.* »

M. Mendès France quittait la réunion, battu mais nullement convaincu : « *Je ne suis pas encore résigné à cette folie* » lançait-il aux journalistes, en traversant les couloirs.

Avec douze députés de son groupe, le chef du parti radical devait s'abstenir dans le scrutin qui, à 1 h. 30 du matin, clôturait le débat. L'Assemblée avait entendu deux orateurs : M. Brocas, qui s'était contenté de paraphraser les propos du président du Conseil, et M. Pierre Cot, progressiste, dont la démonstration était constamment couverte par les sarcasmes du centre et de la droite. M. Le Troquer, qui présidait, dut ensuite constater qu'aucun autre orateur n'était inscrit dans le débat.

Et l'on passa au vote qui portait sur un texte présenté par le groupe socialiste, remarquable par sa concision :

> **« L'Assemblée Nationale approuve les déclarations du gouvernement et, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »**

380 députés approuvaient ce blanc-seing.

Les 148 communistes et progressistes, 2 modérés, 3 députés d'outre-mer et 28 poujadistes, ces derniers cédant à une injonction téléphonique de M. Poujade, « *il faut voter pour qu'on ne se batte pas pour la reine d'Angleterre* », se prononçaient contre l'ordre du jour.

Outre les 13 radicaux, deux modérés et une dizaine d'élus d'outre-mer s'abstenaient.

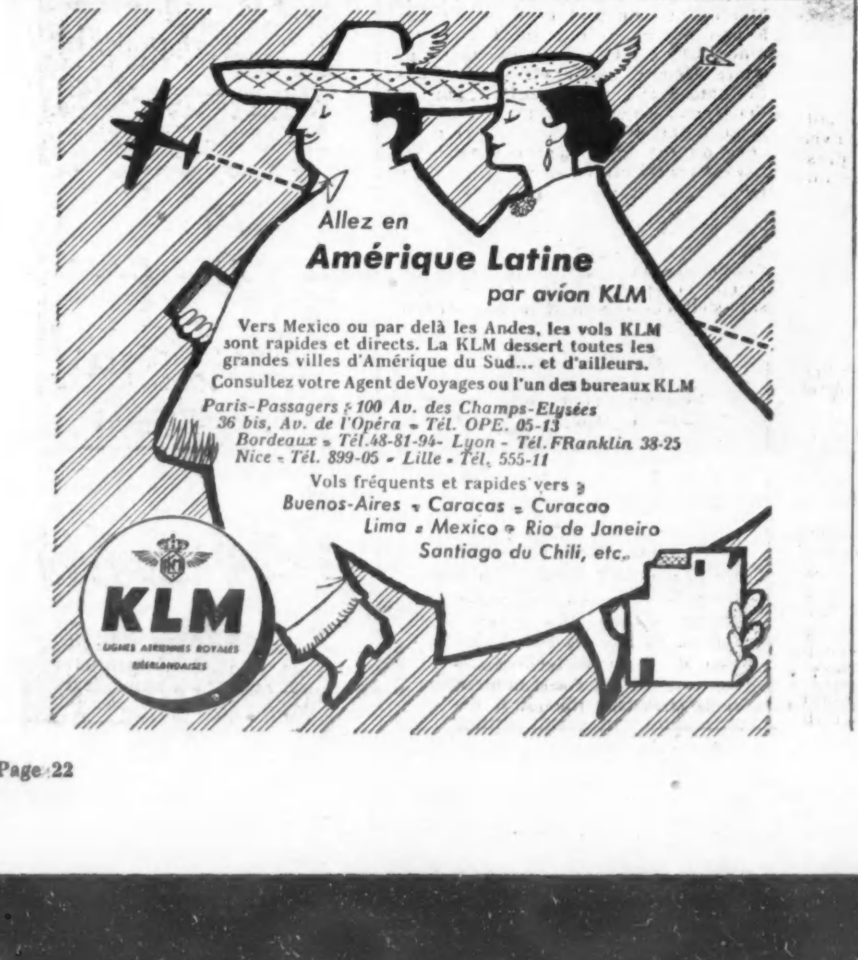
Le député poujadiste de Paris, Dides, l'ancien commissaire de police qui, avec quatre de ses collègues du Mouvement, avait enfreint la consigne du « chef », déclarait :

> **« Le monde libre ne saurait laisser seule la petite nation d'Israël venger l'affront qui lui a été fait. »**

Après ces propos surprenants de la part d'un membre distingué de la police parisienne sous l'occupation, le rideau tombait sur les fameux « *préparatifs militaires et politiques* » de la France.

Trois heures plus tard, le soleil allait se lever sur les plages de la Méditerranée, où, bientôt, des hommes allaient recommencer à se battre.

Pierre VIANSSON-PONTE.



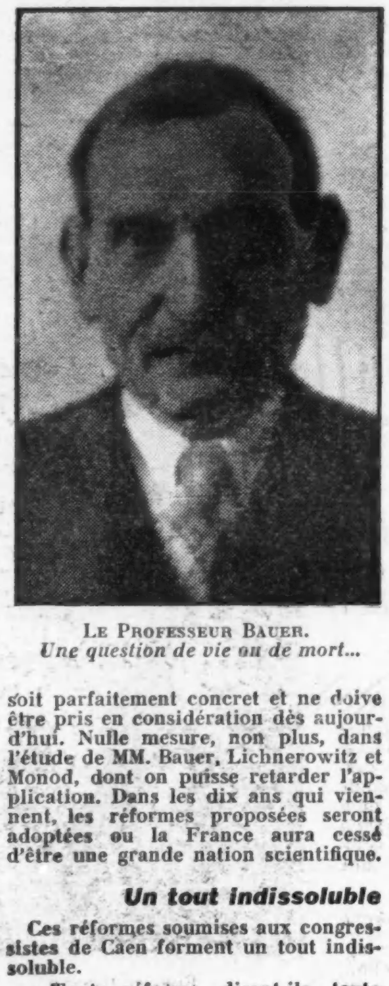
SCIENCES

Pour un ministère des Affaires scientifiques

La France sera-t-elle dotée, dans un avenir proche, d'un ministère des Universités et de la Recherche scientifique, indépendant de l'Education nationale et chargé de gérer les universités et le C.N.R.S. ? C'est ce que souhaitent, en conclusion d'un important rapport sur la recherche fondamentale et l'enseignement scientifique supérieur, MM. Edmond Bauer, professeur honoraire à la Sorbonne ; André Lichnerowitz, professeur au Collège de France et professeur honoraire à la Sorbonne, et Jacques Monod, chef de service à l'Institut Pasteur.

Leur rapport, truffé de propositions audacieuses, est un document de travail qu'auront à étudier les hommes de sciences, les hauts fonctionnaires et les hommes politiques réunis à la Faculté de Caen, du 1er au 3 novembre, pour « repenser » les structures actuelles de l'enseignement et de la recherche et mettre au point une la recherche.

Travaux de rêveurs qui songent à un avenir lointain sans penser aux réalités immédiates ? Bien au contaire. Rien dans le colloque de Caen qui ne



Le Professeur Bauer.
Une question de vie ou de mort...

soit parfaitement concret et ne doive être pris en considération dès aujourd'hui. Nulle mesure, non plus, dans l'étude de MM. Bauer, Lichnerowitz et Monod, dont on puisse retarder l'application. Dans les dix ans qui viennent, les réformes proposées seront adoptées ou la France aura cessé d'être une grande nation scientifique.

Un tout indissoluble

Ces réformes soumises aux congressistes de Caen forment un tout indissoluble.

« Toute réforme, disent-ils, toute mesure improvisée sans plan d'ensemble serait plus nuisible qu'utile. D'une part, de telles mesures serviraient d'alibi pour éviter d'affronter la réorganisation profonde qui est nécessaire. D'autre part, bonnes dans un plan d'ensemble elles pourraient, isolées, se révéler néfastes. Il serait dangereux de créer, selon un rythme mal étudié, un trop grand nombre de postes auxquels ne pourraient être affectés que des médiocres ou des incompétents, de supprimer les cumuls pour ne laisser subsister que des postes d'enseignement au rabais. Il est dangereux que les universités veulent improviser, çà et là, des « troisièmes cycles ».

Mais la précision même de ce plan de réforme, son aspect technique, interdisent de le présenter superficiellement sans le dénaturer.

Il n'est pas un domaine que le plan de MM. Bauer, Lichnerowitz et Monod n'aie abordé depuis les pré-salaires des étudiants, les primes de recherche jusqu'aux structures administratives des universités ou la nécessité de créer un corps d'enseignants hors-cadres.

Encore les auteurs du rapport se défendent-ils d'être des révolutionnaires. Ils se jugent même timorés. Mais l'importance et la complexité de leurs propositions ne leur échappent pas. Aussi proposent-ils de créer dès maintenant un ministère des Affaires scientifiques, qui serait confié à une personnalité de tout premier ordre chargée d'élaborer rapidement une *loi-cadre* prévoyant les modifications et l'assouplissement des structures, le plan des moyens en personnel et en matériel qu'il est nécessaire de mettre à la disposition de la recherche scientifique, le développement de la formation des chercheurs

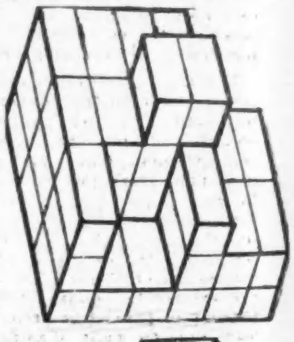
(1) Le colloque est organisé par l'appel du Comité pour l'expansion de la recherche scientifique qui groupe les personnalités politiques suivantes : MM. Armengaud, Bourgès-Maunoury, Buron, Houdet, Lapie, Lemaire, Longchambon, G. Martin, Mendès France, Michelet, Portmann, Soustelle et Viatte.

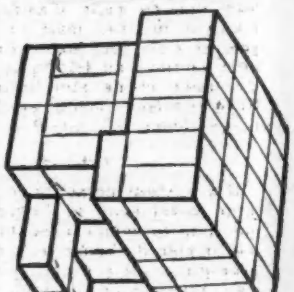
TEST

Seriez-vous un bon architecte ?

Nous voulons aujourd'hui vous permettre de vérifier votre aptitude à vous représenter les formes dans l'espace à trois dimensions. Aptitude dans laquelle excellent les géomètres, les architectes, les dessinateurs industriels. Vous aurez à faire deux exercices identiques sur les deux dessins de constructions ci-dessous.

Chaque dessin représente un volume construit de briques. Visualisez bien ce dessin en tant que volume et comptez toutes les briques qu'il contient, celles qui sont apparentes sur le dessin et celles qui ne le sont pas. Regardez votre chronomètre quand vous commencerez à compter les briques et quand vous aurez trouvé leur nombre. Notez le temps passé et le nombre trouvé pour chaque dessin.





Résultats

La première construction est faite de 42 briques.

La deuxième construction est faite de 55 briques.

Si vous avez donné une réponse juste aux deux exercices et si vous avez fait chaque exercice en moins de deux minutes, vous êtes remarquablement doué pour vous représenter les objets dans l'espace, vous possédez en outre de bonnes aptitudes au calcul et au raisonnement instrumental.

Si vous avez réussi les deux exercices en plus de deux minutes, votre représentation spatiale n'est peut-être pas excellente, mais vous la compensez par une démarche patiente, raisonnée et méthodique.

Ce test est difficile : si vous n'avez réussi qu'un exercice sur deux, vous pouvez néanmoins être satisfait de votre aptitude à visualiser l'espace ; et si vous avez échoué aux deux exercices, ne soyez pas découragé, cela arrive dans 50 % des cas.

THÉATRE

Le caporal et la petite fille

(De notre envoyé spécial Robert Kanters)

LE théâtre de la Comédie est à Lyon, à deux pas de la place Bellecour, une petite cave au fond d'une impasse : cent places, non point comme dans un salon ou dans une de nos petites salles parisiennes, mais sur des gradins très raides, à la manière des théâtres antiques. Cette cave, ce sont les catacombes du théâtre en province, la seule salle en dehors de Paris où le culte est encore régulièrement célébré chaque soir.

L'animateur en est un jeune comédien, Roger Planchon, qui possède à la fois toutes les qualités les plus sympathiques, de la flamme, des dons, le goût du travail, l'art de faire travailler ses camarades. Il a monté des élizabéthains rarement joués, des classiques de l'avant-garde, Vitrac, Synge, *Liliom*, et des classiques de la nouvelle avant-garde, Brecht, Ionesco, Adamov. Il présente avant Paris une pièce nouvelle, *Aujourd'hui* ou *Les Coréens*, de M. Michel Vinaver, un jeune écrivain que ses deux romans, *Lataume* et *L'Objecteur*, n'ont pas encore assez fait connaître.

L'arbitrage de Gandhi

Cinq soldats français du bataillon de l'O.N.U. font la guerre en Corée, des soldats moyens, braves idiots braillards et débrouillards, baroudeurs et beloteurs. Ils marchent, ils patrouillent, ils cherchent à faire un prisonnier, et, accessoirement, ils cherchent leur caporal qu'ils ont perdu. Belair, le caporal blessé, a rencontré une petite fille délurée et gentille comme toutes les petites filles. Il rejoint un village coréen où les paysans sont comme tous les paysans pendant toutes les guerres, avec la faim, les soucis, les deuils, les idylles, les rivalités. Et tandis que les cinq soldats restent des soldats comme tous les soldats, la petite fille et les paysans font petit à petit, à mesure qu'il reprend goût à la vie, du caporal Belair non plus un soldat, mais un homme comme tous les hommes, et qui n'ira pas rejoindre ses camarades.

Il y a bien un soldat américain qui meurt au début, des paysans coréens qui sont pour les rouges, mais le conflit politique est presque aussi complètement éludé par M. Vinaver qu'il peut l'être par un homme qui a le cœur à gauche. D'ailleurs, pas de discussions ni de déclarations, rien que des petites scènes alternées, avec les soldats ou avec les paysans, cocasses ou dramatiques. L'art de M. Vinaver est solide, mais discret, sa méthode plus proche de celle de Hemingway que de celle d'André Malraux. L'auteur incline, mais ne commande pas, et c'est tout naturellement qu'il nous conduit au triomphe de l'esprit d'enfance et de simplicité, à l'arbitrage suprême de tout conflit par une non-violence à la Gandhi.

Comme au cinéma

Il y a vingt personnages, une vingtaine de tableaux. M. Roger Planchon, qui joue lui-même avec beaucoup de tact le rôle de Belair, a fait un travail prodigieux sur son petit plateau. Tous les comédiens ont du style, les ensembles sont parfaitement mis au point, le bruitage impressionnant, le réalisme minutieux. Un film comme *Attaque*, par exemple, paraît théâtral à côté de cette mise en scène cinématographique à l'américaine.

C'est évidemment le triomphe et la limite de l'entreprise. Est-ce bien le rôle du théâtre de concurrencer systématiquement le cinéma ? Le film ne risque-t-il pas de cacher un peu la pièce ? Et puisque M. Vinaver ne veut pas élever la voix, faut-il faire parler aussi fort les moteurs et les canons ? Le goût de la prouesse, enfin, de la guerre « comme si vous y étiez » ne risque-t-il pas de devenir un peu gratuit et d'entraîner quelques longueurs ? Le bon cinéma se rappelle toujours qu'il a été muet, le bon théâtre ne gagne rien à oublier qu'il a toujours été parlant.

Le Ranelagh
5, rue des Vignes - AUT. 44-44
MOIS DU RIRE AMERICAIN
CETTE SACREE VERITE
en v. o.

Fils de Saint Louis

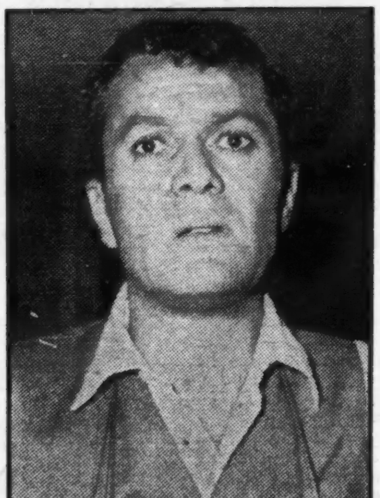
AMÉDÉE ET LES MESSIEURS EN RANG
Mystère en un acte de M. Jules Romains.

BROCÉLIANDE
Pièce en 3 actes de M. Henry de Montherlant, (Comédie - Française, salle Luxembourg).

LE mystère de M. Jules Romains est une petite pièce goguenarde, douce-amère, un drame cornélien dans une poitrine de cireur de chaussures. Cela est bref, ingénieux, précis, le mécanisme n'a pas bougé en trente ans, M. Jean Meyer l'a remonté avec dextérité, les marionnettes se sont mises à bouger et ô miracle, grâce à M. Robert Hirsch, acteur admirable qui montre en quelques minutes une prodigieuse variété de dons, l'une d'elles se met à vivre.

Il serait cruel d'insister sur les trois petits actes de M. de Montherlant que l'on joue en même temps, tellement insignifiants que l'on croirait une pièce posthume montée par le zèle intempestif d'héritiers maladroits. Un brave homme de fonctionnaire, pusillanime et niais, apprend vers la soixantaine qu'il descend de Saint Louis. Il tranche du croisé pendant quelques semaines, et quand on lui dira que des descendants de Saint Louis, il y en a des milliers, il préférera retourner tout entier à son néant et se tuera.

Avec ses longues discussions sur la noblesse et la forêt de Brocéliande des arbres généalogiques, c'est une pièce naïve dans la mesure où l'écrivain vieillissant et solitaire y confesse ses petits ennuis de santé, ses menus démêlés avec la bonne ou l'employé du gaz. Peut-être les grands héros de Montherlant ne sont-ils après tout que des Français moyens et rouspéteurs, des personnages de Courteline égarés sur le plan de l'épopée... M. Jean De-



ROBERT HIRSCH
Drame cornélien

bucourt est excellent, il mime la sottise avec intelligence, l'embarras avec aisance et finesse et il parvient presque à nous intéresser à son personnage.

★

Pour Don Carlos

DON CARLOS
Drame en 5 actes de Schiller, adaptation de Charles Charras (Vieux-Colombier).

APRES *Le Prince de Hombourg*, *Marie Stuart*, *La Mort de Danton*, *Penthésilée* et quelques autres, voici *Don Carlos*. En essayant de montrer que le grand drame romantique allemand, grouillant de personnages, bouillonnant d'idées et de passions peut s'acclimater aussi bien sur sa petite scène que sur le vaste plateau de Chaillot, le Vieux-Colombier fait preuve de goût, d'ingéniosité et de courage et il nous convie à une excellente soirée.

Don Carlos, c'est la lutte de l'infant d'Espagne contre son père Philippe II. Lutte familiale, mais aussi lutte amoureuse puisque don Carlos aime la nouvelle femme de son père et doit repousser la princesse d'Eboli qui a été la maîtresse de Philippe. Lutte politique, puisque en face du vieux tyran, don Carlos est le champion de la liberté et des idées modernes (au temps de Rousseau). Et enfin, comme si cela ne suffisait pas, à tous ces conflits, Schiller a encore ajouté un drame de l'amitié, plus passionné et plus noble que le drame d'amour. Des six mille vers de la pièce originale, M. Charras a tiré la matière d'un spectacle normal. Il ne pouvait tout clarifier ni nous intéresser toujours aux méandres de l'histoire. Du moins a-t-il bien dégagé trois grandes figures masculines.

Le champion de la jeunesse

Don Carlos d'abord, non point espèce d'anormal à grosse tête, boitant, bégayant, crachotant comme le peint l'histoire, mais le prince rayonnant du poète, le champion en amour comme en politique de toutes les causes de la jeunesse. Puis, d'une part, le tyran Philippe II, autoritaire, soupçonneux, têtu, et, d'autre part, l'ami idéal, le marquis de Posa, qui meurt pour don Carlos, victime de Philippe, mais qui triomphe moralement puisque son personnage domine toute la

LE CIRQUE DE PÉKIN
Supplice chinois

fin de l'action. Trois héros, à la manière de ces romantiques, images de grandeur mais taillées en pleine chair, avec des faiblesses et des contradictions, images de héros « quand même ».

La pièce est montée avec un soin extrême ; la mise en scène classique, sans parti pris d'originalité, mais rapide, efficace, de Raymond Hermantier, les multiples décors de Roger Dornes, les costumes de Nirvana et Sierra, rien de tout cela ne cherche à éblouir, mais tout est à sa juste place. Et de même les vingt acteurs : Mmes Hélène Sauvaneix et Danielle Condamin sont émouvantes dans les deux seuls rôles féminins de quelque importance. M. Hermantier prête encore un peu trop généreusement ses tics et ses chuintements au roi d'Espagne, mais il en trace une figure attachante sinon plausible. M. Hubert Noël est don Carlos avec bonheur, avec l'éclat de la jeunesse, la vaillance, l'impertinence que Schiller rêvait, en acteur complet qui se dénoue. Et il sait s'effacer quand il le faut devant l'autorité mesurée, voilée de tendresse, de M. Raymond Gérôme, excellent marquis de Posa.

A voir

● **Requiem pour une nonne** (Faulkner et Camus) ● **Don Carlos** (un grand drame romantique) ● **Le mal court** (savoureux Audiberti) ● **Les oiseaux de lune** (Marcel Aymé poète) ● **Spectacle Marcel Marceau** (Le monde du silence) ● **L'homme, la bête et la vertu** (Pirandello chez Letraz) ● **L'amour des quatre colonels** (Les gaîtés de l'occupation) ● **Histoire de rire** (on ne rit pas seulement) ● **Cyrano de Bergerac** (pour les adultes aussi) ● **Adorable Julia** (Adorable Madeleine Robinson).

VARIÉTÉS

Toujours brigadier

DANS le même cabaret où, il y a sept ans, les Parisiens, les provinciaux et les étrangers se pressaient pour découvrir un gros garçon débonnaire qui hochait la tête en disant avec un curieux accent : « Belle mentalité ! » est revenu toujours débonnaire, mais désormais grande vedette, le comique Jean Richard.

JEAN RICHARD
Sauvetage charentais

Il ne raconte plus « Manon », « Les Aventures d'un explorateur » ou celles du docteur Bombard, mais il a toujours cette douceur d'agneau, cette gaucherie étudiée et cette embarrassante corpulence qui font rire dès qu'il apparaît. Il a aussi toujours son accent, un fumet de terroir inlocalisable, qui fait grasseyer chaque propos, et qui s'allie si bien à ses joues charnues et à sa démarche d'ours, qu'il ne peut plus s'en séparer.

Pourtant, Jean Richard, né dans les Charentes il y a trente-six ans, parle un français très pur, qu'une carrière dans la pulvérisation agricole n'aurait pas dû altérer. Si la guerre n'était pas intervenue et si le brigadier Richard n'avait pas fait le pitre pour distraire la chambrée, sans doute Jean Richard n'aurait pas trouvé la voie qui l'a mené de l'élevage des chevaux au music-hall en passant par trente-sept films.

→

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
OPE 97-93 Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h. LIVRAISON DOMICILE
14 BOULEVARD DE LA MADELEINE

MARIVAUX EN RUSSIE

par Jean VILAR

De retour d'une tournée d'un mois dans les pays nordiques et en Union soviétique où le T.N.P. a fait triompher Molière, Marivaux et Victor Hugo, Jean Vilar nous a confié ses impressions :

JEAN VILAR

J'AI retrouvé en Finlande, au Danemark et en Norvège cet intérêt que l'on porte depuis toujours à tout ce qui vient de chez nous. Intérêt peut-être encore accru du fait que la tâche populaire que nous avons entreprise depuis dix ans en Avignon, depuis cinq ans au T.N.P. était, en soi, originale. On le savait là-bas. Ce fut un grand honneur pour nous que le roi et la reine de Danemark, le prince-régent de Norvège, le président de la République finlandaise aient assisté à la première présentation de nos spectacles.

Dans ces trois pays cependant la langue française est en très forte régression depuis 1940, au dire des ressortissants français. Le théâtre français reste ainsi, quand il est sincèrement servi, la propagande la meilleure qui soit : active, vive, j'allais dire agressive. Mais il faut y envoyer des œuvres de haut style, anciennes ou contemporaines, et jouées sans fausses ou vieillottes manies. Il faut y envoyer ce qui est le mieux pensé et le mieux servi.

Le Théâtre National Populaire a gagné là-bas ses lettres de créance et d'amitié. « Quand revenez-vous ? », agréable refrain qui a soulagé nos lassitudes tout au long de ce voyage d'Helsinki à Copenhague-Oslo.

En Union soviétique

Une troupe française attachée à son métier, et si possible vive et travailleuse, dirigée par un bon metteur en scène, peut jouer à Moscou pendant six mois tous les soirs devant des salles pleines, de 1.200 spectateurs environ. Je n'exagère pas mes chiffres.

« Mais ils ont donc appris le français ? » Cette question m'a déjà, depuis le retour, souvent été posée. J'ai toujours répondu que je n'en savais rien. « Comment expliquez-vous donc ce mystère ? ». On comprendra que, si c'est un mystère, je n'ai pas la compétence de l'expliquer.

Je ne peux livrer ici, et hâtivement, que des à-peu-près :

« Il y a d'abord Molière, compréhensible à tous. » « Mais Hugo ? Mais l'inconnu Marivaux ? » « Eh bien ! Marivaux a eu peut-être autant de succès que Molière. » « C'est surprenant. » « Présent dans la salle, cela vous aurait été évident. » « Vous n'allez tout de même pas dire que Hugo, autant que Molière... » « Vive Victor Hugo, monsieur. »

Il est certain que la langue comme le savoir-faire français provoquent la curiosité et l'intérêt du peuple soviétique d'une façon aussi vive que cela se passait avec les membres de l'aristocratie russe au XVIIIe et au XIXe siècle.

Si je me souviens bien : Un Caprice, de Musset, fut créé à Moscou par Mme Allan Depreaux en 1850. Quoi d'étonnant à ce que sept représentations du Triomphe de l'Amour n'aient pas épuisé en 1956, loin de là ! le succès de Marivaux à Moscou.

On oublie trop aisément que la culture française n'est plus là-bas le trésor exclusif de quelques aristocrates, riches bourgeois, ou le souci des étudiants pauvres, mais qu'elle s'étend désormais, du moins dans ses buts, au peuple entier. Ici, on m'accusera de politique. Le fait est, et ce serait lâcheté de ma part de le taire, que la France peut être présente là-bas presque tous les soirs par son théâtre, et non pas seulement par Molière, Hugo et Marivaux, mais aussi par trente techniciens et artistes.

Malgré le réalisme

Le T.N.P. avait à gagner une partie dont je craignais l'issue, dans ce pays où depuis toujours (et non pas seulement depuis 1917), le réalisme est un despote.

Il fallait que l'absence de décors ou de toiles peintes, l'absence de rigorisme naturaliste dans le jeu scénique, notre style de scène, fussent admis. J'avoue que j'avais peur. J'éprouve aujourd'hui une immense satisfaction à savoir que, de Oulanova à Moïsseiev, de Zavadsky au plus jeune artiste de théâtre, cette façon de faire est, à leurs yeux, la plus efficace dans le monde moderne et la plus fidèle aux grands dramaturges du passé.

Il n'est pas désagréable non plus de noter ici, pour les lecteurs de « L'Express », que le poulailler du Maly Théâtre de Moscou était encore le plus fervent. Là était présente toute une jeunesse de 18 à 25 ans pour qui, dans sa très large majorité, la langue française était une étude encore inconnue. C'est là un fait, on l'admettra, qui peut stupéfier.

J. V.

(Copyright « L'Express ».)

Cabarets Dancings

AMIRAL 4, rue Arsène-Houssaye BAL. 54-66 - Jean RICHARD

BOULE BLANCHE 33, RUE VAVIN MONTPARNASSE DAN. 78-96
Sensualités 57 !......

frede présente au CARROLL'S
3 spectacles de 23 h. à l'aube
TOT OU TARD VOUS ARRIVEREZ JUSTE !!!
36, rue de Ponthieu ELY. : 46-60

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

F. RAYNAUD SULLY d'AUTEUIL 71-18

LA VILLA Strip tease parade Revue nue

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
LIDO ELY. 11-62 21 h. DINER DANSANT
LIDO 23 h. LA REVUE "VOULEZ-VOUS?" Revue de Guérin & Fradep

PROCHAINEMENT OUVERTURE par Monsieur René CUSSAC du Restaurant DE CAUMARTIN
33, rue de Caumartin - Paris-9e - RIC. 50.59

→

Aujourd'hui, à l'Amiral, il sauve à lui tout seul une revue que Roger Pierre ne s'est pas fatigué pour écrire. Il est le brigadier Serna, alias colonel Nasser, le maire de Champignol ou le docteur Kinsey avec le même clin d'œil et la même irrésistible nonchalance.

CIRQUE

Triomphe par la grâce

SUR une musique aigrelette qui chatouille les oreilles, les quarante artistes du cirque de Pékin ont ébloui les yeux occidentaux. Leurs jeux de patience ont le raffinement des supplices chinois : jamais une erreur, jamais une assiette qui tombe ou une potiche qui s'écrase dans ce vertige des objets, domestiqués par trois mille ans de pratique.

Les acrobates mêlent leurs membres désossés, les jongleurs valsent avec de lourdes terrines, la longue perche dressée sur la tête laquée d'un adolescent plie mais ne rompt pas sous le poids de deux équilibristes et la raide

MATHILDE SAMPEDRO ET BETSY BLAIR
Isabelle, si les gens savaient ça...

baguette qui s'enroule autour d'un manipulateur rampe comme une anguille.

Le miracle du cirque de Pékin c'est la politesse de ces jeunes filles aux longues tresses, de ces jeunes gens aux costumes de soie, qui avec des gestes de mandarins et des sourires angéliques séduisent l'objet.

Le bois devient caoutchouc, les formes dociles s'effacent, le poids disparaît et c'est finalement l'homme qui triomphe par la grâce.

CINÉMA

Chronique espagnole

GRAND-RUE

Film espagnol de J.-A. Bardem, avec Betsy Blair (Marbeuf).

UNE presque vieille fille qu'un jeune bellâtre séduit pour gagner un pari, cela peut donner une comédie-ballet en costumes à la manière des *Grandes Manœuvres,* cela peut faire aussi un film âpre et dramatique, comme ce *Grand-Rue* de J.-A. Bardem, le réalisateur de *Mort d'un cycliste.*

Ce n'est pas qu'Isabelle soit plus laide qu'une autre ; c'est simplement qu'elle n'a pas de dot et qu'elle se fane dans l'attente d'un mari de plus en plus improbable. Aussi quel trouble dans son pauvre cœur quand elle s'aperçoit qu'un garçon se poste chaque jour sur son passage, la suit jusqu'à l'église, l'assiège de ses regards. Scènes d'une belle gravité, plus stendhaliennes que tant d'adaptations du *Rouge et le Noir.*

Mais cet amoureux n'est qu'un imposteur. Il ne courtise Isabelle que pour faire rire quelques camarades désœuvrés. Bientôt lui-même a honte de cette comédie ; mais c'est un lâche, il n'ose plus détromper celle qui l'aime, il ne peut que s'enfuir. Et c'est la veille des fiançailles seulement, dans une grande salle de bal déserte, qu'Isabelle apprend d'un ami la vérité. La flamme de joie qui s'était mise à danser dans ses yeux s'éteint. C'est fini. Isabelle ne connaîtra jamais l'amour.

Il y a dans ce film des imperfections : cet amoureux, par exemple, a beau être un personnage falot, il réclamait un acteur plus consistant que le jeune José Suarez. Surtout auprès de Betsy Blair qui prête à Isabelle son beau visage aigu et lumineux.

Mais Isabelle est moins, à dire vrai, la victime de ce don Juan de pacotille que de cette petite ville de province espagnole où elle s'étiole depuis tant d'années et que Bardem nous décrit avec un art admirable. Ville de bourgeois ligotés par la peur du qu'en-dira-t-on, dont la grande occupation consiste à arpenter les trottoirs de la rue principale, et de « vitelloni » qui trompent leur ennui avec des farces dans le genre de celle dont Isabelle fait les frais.

Film attachant, *Grand-Rue* est d'un style cinématographique nouveau qui s'efforce de sortir à la fois des impasses du néo-réalisme et du film psychologique traditionnel. Il rejoint les tentatives d'Antonioni (*Chronique d'un amour*) et de Fellini en Italie ; par delà le cinéma il s'apparente même à certains essais de Moravia ou de Pavese.

★

Un temps de cochon

LA TRAVERSÉE DE PARIS

Film français de Claude Autant-Lara, avec Bourvil et Jean Gabin (Marivaux, Colisée).

ON rit. On rit même beaucoup. Mais à condition de ne pas avoir l'odorat trop fin. Comme ces valises que les deux héros de *La Traversée de Paris* transportent durant toute une nuit et d'où suinte le sang d'un cochon égorgé, le film n'a pas une odeur agréable.

Deux héros ? L'un, Bourvil, appartient à cette race d'incapables, vaguement débrouillards, à qui il faut des circonstances comme une occupation étrangère pour devenir de petits personnages. L'autre, Gabin, est un de ces peintres montmartrois comme les aime Marcel Aymé, grande gueule et petits scrupules, capable de passer une nuit à se promener avec les valises d'un trafiquant de marché noir pour partager ses sensations.

Promenade qui commence comme une farce et qui se termine en tragédie avec l'arrestation par les Allemands de nos deux porteurs de cochon. Bourvil, le peu chançard, sera transporté à la prison du Cherche-Midi, tandis que Gabin retournera à ses pinceaux grâce à la protection des occupants, dont le goût pour les beaux-arts est bien connu.

L'histoire n'est guère édifiante. Mais elle n'a pas été écrite ni filmée pour l'être. Ce qui choque davantage est son climat, un étrange besoin de mépriser, d'avilir. Paris sous l'occupation n'était sans doute pas beau, mais n'était-il vrai-

ELLE A TOUT POUR PLAIRE LA REVUE DES FOLIES - BERGERE

Les Cours d'Art Appliqué — Mosaïque de Ravenne, Céramique de Faenza — reprendront le 3 novembre 1956, sous la direction de M. Severini. Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat de l'Ecole : 17, rue des Marguettes, Paris-12e. DID. 82-18.

Communiqué.

LA MAISONNETTE RUSSE DE PARIS
6, RUE D'ARMAILLE (ETOILE) - ETO. 52-49
PARKING FACILE - VODKA A VOLONTE
Les plus célèbres et succulentes spécialités russes :
ZAKOUSKIS, BORCHTCH, CHACHLIK, BŒUF STROGANOFF, etc.
font partie des déjeuners et dîners à 1.500 francs avec VODKA A VOLONTE
avec BLINIS, SAUMON et CAVIAR - 2.000 francs

Marilyn Monroe et Eileen Heckart
Comment l'esprit vient aux garçons

ment rien d'autre que ce que nous en montre Autant-Lara ?

Et puis on s'étonne de ce que les auteurs de *La Traversée de Paris*, si sévères pour Bourvil et le reste de l'humanité, montrent tant d'indulgence pour Gabin. De quel droit ce « profiteur » intellectuel bien nourri et bien à l'abri distribue-t-il à chacun ses vérités ? On regrette qu'il ne se trouve personne pour lui rendre la pareille. Sinon pour nous en débarrasser, comme le fait son camarade dans la nouvelle de Marcel Aymé qui a inspiré le film.

Ces réserves faites, on ne peut qu'admirer le talent de Claude Autant-Lara qui n'a jamais été aussi à l'aise que dans cette satire venimeuse, et surtout la magistrale interprétation de Bourvil et de Gabin.

★

« Whoppee ! »

Arrêt d'autobus

Cinémascope américain de Joshua Logan, avec Marilyn Monroe (Ermitage, Max-Linder, Vedettes, Images).

LE visage blafard sous une couche de poudre à bon marché, fagotée dans une affreuse robe verdâtre, Marilyn Monroe campe dans *Arrêt d'autobus* un extraordinaire personnage de chanteuse pour beuglants de province et révèle un talent que son tour de poitrine ne laissait pas espérer.

Elle mérite d'être vue. Même si l'on ne s'intéresse que médiocrement à l'éducation sentimentale d'un grand nigaud de cow-boy dont les taureaux et les chevaux ont été les seuls compagnons de jeunesse. Mais aux cœurs purs rien d'impossible et les « whoppee » retentissants du cow-boy parviendront à raviver la petite fleur bleue qui sommeillait dans le cœur de la chanteuse aux amours sordides.

C'est Joshua Logan, le réalisateur de *Picnic*, qui a signé la mise en scène de ce film tiré d'un succès de Broadway. On retrouve son goût pour les grands dadais frénétiques et les filles toutes simples qui se laissent emporter par la vie. On retrouve moins sa verve réaliste, surtout dans la seconde partie du film qui tombe en panne chaque fois que s'arrête l'autobus où ont pris place les deux amoureux.

A voir :

En exclusivité :

● **Le Ballon rouge** (un exercice poétique) ● **Gervaise** (Clément traduit Zola) ● **L'homme qui en savait trop** (Hitchcock) ● **Place au cinérama** (une attraction).

Nous vous rappelons :

● **La ruée vers l'or** (Gaité-Rochechouart, Hollywood, Royal Haussmann) ● **Un petit carrousel de fête** (Bonaparte) ● **Le carrosse d'or** (Pagode) ● **Cette sacré vérité** (Ranelagh) ● **La fureur de vivre** (Monte Carlo) ● **L'insoumise** (Studio Parnasse) ● **Mais qui a tué Harry ?** (Agriculteurs) ● **Plus dure sera la chute** (v.o. Cineac Ternes).

CONCERT
GAVEAU
Samedi
10 novembre
à 17 h. 30
(Kiesgen)
« Domaine musical »
STRAWINSKY-WEBERN
Soli, chœur, orchestre
Dir. : Robert Craft

JAZZ

La tournée du « Birdland »

LE passage à Paris du « Birdland Tour », qui donne deux concerts à Pleyel, cette semaine, est l'événement le plus important de la saison de jazz. Au programme : le Modern Jazz Quartet et trois des plus grands musiciens contemporains : Lester Young, Bud Powell et Miles Davis.

C'est la première fois que le Modern Jazz Quartet se produit en France. Cette formation, qui représente l'avant-garde du jazz moderne, n'y est connue que par quelques disques qui, en leur temps, ont fait sensation. Ses musiciens sont tous de grands solistes : le pianiste John Lewis, ancien arrangeur de l'orchestre de Dizzy Gillespie, le vibraphoniste Milt Jackson, le bassiste Percy Heath et le batteur Connie Kay.

La formule du M.J.Q. pourrait se résumer ainsi : le meilleur compromis jamais réalisé, dans une petite formation de jazz, entre l'écriture et l'improvisation. Cette musique de chambre, équilibrée et détendue, renouvelle la conception du jeu d'ensemble, sans rien sacrifier de la liberté d'expression de chaque soliste. Elle intègre et justifie les récentes acquisitions du jazz moderne en un miniaturisme précis et audacieux, mais jamais exempt de swing ni de chaleur.

A la paresseuse

Autres musiciens annoncés : le saxophoniste Lester Young, le « Pres (ident) » pour tous les jazzmen, qui, à 47 ans, est le musicien le plus vénéré de la jeune école. Il se distingua, avant guerre, dans le grand orchestre de Count Basie et finit par imposer non seulement un style de saxophone ténor, mais une manière toute nouvelle de sentir et de penser. A l'opposé des saxos de l'école Hawkins, Lester Young joue à la paresseuse, il guide prudemment son instrument vers une sonorité à peine vibrée, un phrasé un peu hébété, un jeu de découvertes discrètes et jamais exploitées.

C'est cette philosophie, si admirablement rendue dans le film de Gjon Mili : *Jammin' the Blues*, qui a séduit les jeunes musiciens et suscité, entre autres, le style « cool », frais et détendu, dont le trompettiste Miles Davis est un des représentants les plus authentiques. Ce jeune noir, qui n'a achevé ses études musicales qu'en 1945, s'est imposé comme l'un des musiciens les plus originaux de sa génération. Il s'attaquait pourtant à un instrument au jeu difficilement renouvelable et qu'illustraient des noms aussi prestigieux que ceux de Louis Armstrong, Roy Eldridge et Dizzy Gillespie. Son apport n'en a été que plus révolutionnaire : transposant à la trompette les acquisitions de Lester Young, Miles Davis s'est fait le promoteur de l'attaque fine, de la sonorité dépouillée, du timbre suave, du style détendu et du phrasé sinueux. Après avoir mis au service du « bop » son sens des dégradés harmoniques et la grande audace de ses découpages rythmiques, il a pris la tête de la tendance « cool ».

Le pianiste Bud Powell, lui, est un musicien typiquement « bop ». Il est à Charlie Parker ce qu'Earl Hines était à Louis Armstrong. Il a transposé sur le clavier le phrasé et la logique subtile de son maître. Une dépression nerveuse l'a éloigné un temps de la musique. Il y est revenu avec un style plus angoissé, une tendance parfois dangereuse à « dérailler », mais la grande complexité de ses développements n'exclut jamais un swing intense et une chaleur qui font souvent défaut à bien des pianistes modernes.

DISQUES

Gieseking vivant

WALTER GIESEKING, un des plus grands pianistes de notre temps, n'est plus. Il est mort, cette semaine, à l'âge de 61 ans. Mais pour ses innombrables admirateurs, son œuvre demeurera grâce à ses disques où apparaissent ses qualités d'exactitude, de simplicité et de clarté.

Parmi les enregistrements de Walter Gieseking qu'on peut se procurer en France, il convient de signaler (en 33 tours, tous parus sous l'étiquette « Columbia ») : l'intégrale de l'œuvre pianistique de Mozart, diverses sonates de Beethoven (opus 13, 26, 27, 28, 53 et 57), les Klavierstücke, les Fantaisies et les Intermezzi de Brahms, de nombreuses pièces de Debussy (*Images, Estampes, Pour le piano, Études, Préludes* I *et* II, *Suite bergamasque* et *Children's corner*) ainsi que le *Carnaval* de Schumann et les *Moments musicaux* de Schubert.

Il a également enregistré avec l'Orchestre Philharmonia sous la direction d'Herbert von Karajan les concertos n°° 1, 4 et 5 de Beethoven, le concerto en la mineur de Grieg, le concerto n° 23 de Mozart et le concerto en la mineur de Schumann.

EXPOSITIONS

Peintre pour littérateurs

Odilon Redon, à l'Orangerie.

UN peintre mystérieux s'est installé à l'Orangerie. Sa réputation est immense, ses œuvres, en général, peu connues.

Les littérateurs en ont beaucoup parlé et les peintres qui aiment la littérature le reconnaissent pour un des maîtres du merveilleux.

Mais le goût s'est-il affiné depuis les années 1900 ? Comme cette époque paraît lointaine qui fut celle d'Odilon Redon, du symbolisme et des derniers sursauts du romantisme esthétisant !

Contrairement à ce que pourrait laisser croire un certain « laisser-aller » des écoles contemporaines, nous sommes devenus plus difficiles aujourd'hui qu'il y a cinquante ans sur la qualité technique d'une œuvre.

Et le manque de corps de la peinture d'Odilon Redon nous gêne. Seules demeurent en effet évidentes ses intentions qui s'apparentent, dans les meilleurs des cas, aux ambitions du « style » de Huysmans et, dans le pire, aux naïvetés surannées de Papus.

★

Symphonies en rouge

Rémy Duval,

chez Mme de Conninck, rue de Verneuil.

DES symphonies en rouge et des amateurs fidèles ont fait le succès de Rémy Duval.

Succès confirmé par cette dernière exposition.

EXPOSITIONS
Galerie PAUL PETRIDES
53, rue La Boétie
LUCIEN CHAFFOIS
Jusqu'au 17 novembre

Galerie MAEGHT
BRAQUE - CHAGALL - MATISSE - KANDINSKY
MIRO - BAZAINE - GIACOMETTI - TAL COAT
UBAC - PALAZUELO

Galerie Boler
237, rue Saint-Honoré (près place Vendôme)
RENOIR-DEGAS
et
50 Peintres de l'Ecole Française
REPRODUCTIONS SUR TOILE
(Brevet Tremois-de Munter)
Toiles de 4.000 à 24.000 fr.
●
Tapisseries modernes
d'AUBUSSON

Le peintre MANE KATZ a présenté au Salon d'Automne 1956 ce portrait de H. R.

la boîte à musique
DISQUAIRE A MONTPARNASSE DEPUIS 1928
TOUS MICROSILLONS ET ELECTROPHONES
accueil - choix - conseils - cabines d'essai
LIVRAISON SUR SIMPLE COUP DE TELEPHONE
OUVERT : 10 heures - 13 heures et 14 heures - 19 h. 30 — Lundi : 14 h. 30 - 19 heures
133, boulevard Raspail, PARIS (VIe) - LIT. 16-12

On vous en parlera : Légende hongroise

L'INNOCENT CAVALIER

par Nicolas Baudy. Ed. la Table ronde, 253 pages.

NICOLAS BAUDY

AUTREFOIS, on giflait les enfants lors des éclipses de soleil ou de la fête des rois, pour leur apprendre à se souvenir ; mais le lieutenant fasciste qui, après l'échec de la révolution de Bela Kun, dans un petit village hongrois, gifle le héros de Nicolas Baudy, a formé une conscience d'humilié.

Plus violente que les événements, cette gifle rayonne sur le livre entier et le jeune étudiant juif plongé dans le monde féodal de la vieille Hongrie ne se pardonnera jamais de l'avoir reçue. Or, Nicolas Baudy ne décrit point la conscience intérieure de son personnage, il en esquisse seulement la silhouette au milieu d'autres silhouettes. Il constate : un jour la révolution éclate. Un jour, elle s'arrête. Un jour, la mère du héros est arrêtée. Un jour enfin, « l'innocent cavalier » décide de devenir muet.

Baudy ne nous dit rien sur les raisons véritables de cette décision étrange, mais il fait en sorte que nous les trouvions en nous. Le jeune homme veut-il se venger sur les autres de l'échec de la révolte ? Veut-il se faire pardonner d'être au collège plus brillant que ses condisciples ? Raskolnikov tuait comme on suicide, pour assurer sa victoire sur l'humanité : le héros de Baudy se réduit au silence autant pour tromper le monde que pour le détruire.

Cette aventure domine le livre, rayonne sur l'histoire réelle, obsède le lecteur au point de se confondre avec la littérature elle-même : reprendre la parole, n'est-ce pas renouer avec l'histoire, avec la vie ?

Capituler peut-être ? Non. Baudy a voulu que la réconciliation de son héros avec la parole des autres soit un accomplissement triomphal...

« Je n'étais pas étonné outre mesure. Je pensais que c'était là ce qu'on appelait l'histoire. Je voyais toutes choses pour la première fois. Aujourd'hui, de la trame des jours, inégalement conservée comme un tissu mangé d'usure et de temps, demeurent en relief certains personnages, certains événements. Mais les gifles reçues à quatorze ans... » La mémoire de l'auteur ne restaure jamais ; elle ne reconstruit point, elle tente de retrouver dans l'enfant la liberté perdue. Aussi l'événement, dépouillé de son allure officielle, l'événement, délivré de « l'Histoire » avec une majuscule, retrouve-t-il son innocence et son imprévu mystérieux.

Baudy fait donc du présent avec le passé, non avec cette nostalgie des biographes traditionnels, mais comme on imagine que chemine la sève dans les arbres, lentement, à travers des méandres infinis. Souvent même la réalité traverse d'épaisses couches de brouillard, les êtres proches cachent les êtres lointains ; une fille qu'on caresse, une douleur plus réelle qui reparaît quelques pages plus loin : ainsi nous savons que la mère du héros est arrêtée bien avant que la douleur se soit tracé un chemin à travers les nerfs jusqu'au cerveau ; la gifle même — cette gifle qui a donné peut-être au héros une conscience — elle est reçue bien avant que nous sachions qui l'a donnée. Elle est là, comme une chose, comme une borne au bord du chemin.

Baudy a parcouru l'Europe entière avant d'écrire ce roman qui est sans doute un des livres les plus saisissants qu'on puisse lire cette saison car il enveloppe le lecteur, l'investit comme une armée fait d'une ville : on dirait qu'un genre nouveau se cherche en littérature, un genre où Leiris s'est déjà engagé en vainqueur, un genre qui entreprend l'autocritique rigoureuse de l'expérience vécue.

POUR LES PRIX

Histoire de bavarder

LA REINA

par Dominique Aubier. Ed. du Seuil. 222 pages. ...francs.

DOMINIQUE AUBIER est de ces écrivains qui aiment et savent raconter. Dans ses livres, on trouve des personnages qui sont des caractères, ces caractères s'entrechoquent et ça fait des « histoires ».

L'histoire de son dernier roman est celle d'un fameux caractère : *La Reina*, vieille femme d'origine espagnole, installée dans un village de Provence où elle règne par sa personnalité de fer. Au temps où se passe le roman, la Reina est morte, mais elle continue d'agir à travers la petite fille de son cœur, un caractère elle aussi, devenue vedette internationale et tout récemment épouse d'un duc à la mode.

On voit que Dominique Aubier ne craint pas les scénarios ; ni du reste les coups de théâtre et le suspense : au cours de la nuit de noces, le duc, conducteur de voitures rapides, a écrasé une paysanne ; devant ce vieux cadavre, la jeune épouse se souvient soudain de sa grand-mère, la Reina, et dans un accès de dégoût pour une existence que la fière Provençale n'eût pas approuvée, la vedette abandonne son mari, sa carrière, et revient s'établir dans la maison de son enfance. Parviendra-t-elle à conquérir le cœur hostile des gens du village qui ont connu la Reina et méprisent sa trop célèbre petite-fille ?

Pour du roman, c'est du roman, et à ceux qui trouvent les nuits longues, Dominique Aubier est à recommander : elle sait écrire, raconter, attacher son lecteur à l'incroyable, au peu vraisemblable, au trop fort. Elle sait aussi décrire, donner vie aux images, aux personnages, aux dialogues ; le tout mêlé d'une forte saveur de paysannerie méridionale.

Tout de même, quelle littérature démodée ! Rien de neuf, rien surtout qui parle directement au lecteur, qui fasse tomber une écaille des yeux. A quoi bon écrire si c'est seulement histoire de bavarder ?

STOCK publie :

AUTOMNE 1956

THOMAS WOLFE
Aux sources du fleuve
roman

HAN SUYIN
...Et la pluie pour ma soif
roman

BEST-SELLERS

PEARL BUCK
Impératrice de Chine
roman 60e mille
Les Mondes que j'ai connus
roman 52e mille

WALTER BAXTER
La poursuite ardente
roman 10e mille

NEVIL SHUTE
Le mot de l'énigme
roman 12e mille

TRADUCTIONS

Israël sous le casque

GRAINS DU SUD

Par Ilan Nir. 158 pages. Ed. de Minuit.

SON éditeur ne le dit pas, mais l'écrivain Ilan Nir doit être l'un de ceux qui, aux frontières d'Israël, ont pris depuis des années l'habitude du casque alors qu'ils étaient là pour prendre celle de la charrue. L'odeur de poudre et de sang viole quelque chose en eux qui était prêt à fermenter des âmes de constructeurs, de paysans, de maçons. De sorte que la guerre les trouve en flagrant délit de vocation civile. Ilan Nir parle des soldats israéliens Saül, Eitan, Moïshé, Yahir ou Rubi, comme d'hommes volés, détournés par le combat, profondément *dépaysés* mais prompts à se reconnaître et à se vouloir soldats parce que leur combat est sacré. Les trois récits guerriers d'Ilan Nir ont ce double caractère. Cependant, ils n'ont pas été écrits pour nous surprendre et, réflexion faite, ils nous frappent davantage par leur rapidité, leur sécheresse et leur violence que par une espèce de pittoresque faussement religieux. Ces histoires de « palmachniks » (membres de commando de choc) font tout autre chose que de promener des jeeps, des fusils et des stens dans les paysages bibliques : ce sont des histoires d'hommes suant, aimant et mourant. Ce sont aussi des questions posées au destin : pourquoi mourir de soif dans le désert quand on vient d'échapper aux balles égyptiennes ? Pourquoi perdre la vie aussi stupidement ?

Le livre n'a pas eu le temps de se faire une peau : il est tout écorché, on voit les muscles, on respire le sang et le sable, on regarde à travers, et c'est pour apercevoir des hommes qui font la guerre, ne se contentent pas de la faire, y croient, souffrent de la faire et d'y croire et n'en meurent pas moins.

Si vous appelez bon écrivain celui qui soigne sa phrase et la caresse comme un toutou, Ilan Nir n'est pas un bon écrivain. C'en est un pourtant, car nous le lisons par-dessus son épaule, alors même qu'il vit, appuie sur sa gâchette, comprime sa peur ou pleure un copain étendu.

Et, à la dernière page, nous croyons lui avoir dérobé son livre.

DOMINIQUE AUBIER
Du roman

UNE COMBATTANTE ISRAÉLIENNE
De la vie

ETRANGER

Un demi-siècle de best-sellers

LE supplément littéraire du « New York Times » fête ce mois son soixantième anniversaire. A cette occasion, il publie quelques extraits de critiques sur des livres célèbres parus aux Etats-Unis au cours de ce siècle.

Ces extraits montrent que l'autocritique n'est pas uniquement une vertu révolutionnaire, car le « New York Times » ne craint pas de soumettre à ses lecteurs le jugement qu'il avait porté en 1912, lors de la paru-

Ferny Besson
La boiteuse du lac Vättern
Une suédoise, fille de feu !
480 F

LA RENTRÉE ROMANESQUE octobre 1956

Makali-Phâl
Mémoires de Cléopâtre
MERVEILLEUSE ÉGYPTIENNE ! Shakespeare.
630 F

Jean Lartéguy
Les âmes errantes
480 F
Celles de tous les MORTS SANS SÉPULTURE

AUX ÉDITIONS ALBIN MICHEL

tion de la première traduction en anglais des « Frères Karamazov ». Tout en appréciant ce roman « terriblement humain », le grand journal new-yorkais estimait « qu'il n'était pas absolument nécessaire de le lire en entier ».

En même temps, le « New York Times » publie les soixante romans et les soixante livres « non-fiction » qui depuis 1896 ont connu le plus grand succès aux Etats-Unis. Un seul livre français sur cette liste : le « Disraeli » d'André Maurois en 1928. Il est vrai que les étrangers sont rares parmi les livres mentionnés : l'Angleterre n'y figure qu'avec H. G. Wells, l'Allemagne avec Remarque et Werfel, l'Espagne avec Blasco Ibanez, la Suède avec Axel Munthe, la Chine avec Lin-Yutang et la Finlande avec un roman historique sur l'ancienne Egypte par Mika Waltari.

Peu de livres ont réussi à garder la première place pendant plus d'une année. Parmi les romanciers, seulement deux femmes ont achevé cette performance : Margaret Mitchell et Pearl Buck. Un seul livre a réussi à garder cette place pendant trois années consécutives (1952 à 1954) : une version révisée de la Bible.

Parmi les grands écrivains américains, on trouve les noms de Sinclair Lewis, Thornton Wilder et John Steinbeck, mais on cherche en vain ceux de Faulkner, Hemingway, etc.

LA FEMME ET LE TEMPS

LE souvenir physique que j'ai gardé de Virginia Woolf est celui d'une femme très grande, aux cheveux du même gris que sa robe de soie et d'une distinction spécifiquement anglaise. A l'époque déjà, on pouvait penser d'elle qu'elle était un des plus grands romanciers anglais. Elle suivit avec attention plusieurs séances du congrès des « Ecrivains Révolutionnaires » qui, cette année-là, se tenait à Londres, mais refusa ensuite, malgré l'insistance de certains participants, d'entrer dans leur groupement. Je crois que ce double geste d'attention au monde social puis de retrait, exprime assez bien un côté de son être. Du moins, me semble-t-il après avoir lu le livre de Monique Nathan (1).

Celle-ci montre tout d'abord Virginia Woolf dans ce curieux milieu intellectuel londonien du début de notre siècle. Bernard Groethuysen me fit un jour remarquer que ce n'est qu'en Angleterre qu'on trouve des familles déléguées en quelque sorte à la vie spirituelle, les Sitwell, les Huxley, les Strachey, par exemple. Virginia Woolf naquit dans une de ces familles : les Stephen. Toute jeune, l'essentiel de la vie lui semblait être de penser et de créer.

Ce milieu qui était le sien, elle ne le quittera jamais ; c'est là qu'elle trouvera le compagnon de sa vie, qu'elle nouera toutes ses amitiés, qu'elle discutera théories littéraires, artistiques, féminisme aussi, avec Roger Frey, l'esthéticien, Bertrand Russel, le philosophe, T.S. Eliot, le poète. Mais elle eut profondément conscience, après la première guerre mondiale, du paradoxe que représentait cette « intelligenzia » aristocratique dans un monde où tout était remis en question.

VIRGINIA WOOLF
Déléguée à la vie de l'esprit

Proust et le féminisme

Monique Nathan rejette comme périmées les revendications féministes de celle dont elle parle par ailleurs si bien : « *L'ardeur que met Virginia Woolf à défendre la cause des femmes fait sourire aujourd'hui* », écrit-elle. « *Le temps de la conquête féminine est passé et cela bien avant Virginia Woolf.* » J'avoue ne pas être de cet avis. Qui ne serait d'accord avec l'auteur de *Cinq Guinées* quand elle constate qu'il est plus difficile pour une femme, prise dans tout un contexte familial et ménager, que pour un homme, de trouver les loisirs qui lui permettent d'écrire ou de peindre ? Plus que jamais, la « *Chambre à soi* » est un luxe auquel relativement peu de femmes peuvent accéder.

Au demeurant, cette solidarité que Virginia Woolf voulait avoir avec l'espèce féminine est une de ses caractéristiques essentielles et peut-être une des sources de son talent. Elle voulut sentir la vie et la recréer dans son œuvre en tant que femme, elle voulut communiquer à travers ses romans ce que peuvent être la vie et le rythme du temps, l'écoulement des heures et des journées pour des créatures si semblables et si différentes des hommes. Or, il se trouva que les préoccupations des romanciers et des philosophes de l'époque lui facilitèrent ses recherches artistiques ou du moins allèrent dans le sens de ces recherches. Le temps qui se fait et se défait à l'intérieur d'un être.

Bergson venait d'en parler, Proust tentait non pas de le fixer — ce qui est impossible — mais d'en discerner le mouvement. La parenté profonde qui existe entre *Mrs Dalloway* — qui tout entier suffit à peine à relater une seule journée — et *A la Recherche du Temps perdu* est évidente.

Ici, comme là, d'ailleurs, pour fixer ce qui est essentiellement transitoire, il faut que l'écrivain crée son propre style, qu'il brise la phrase qui lui a été transmise, qu'il l'assouplisse, l'anime, lui donne la qualité d'imprécision nécessaire à certaines précisions. L'anglais se prête mieux que le français à cette fragmentation, à cette souplesse, à ce rejet d'une syntaxe classique. Virginia Woolf, elle nous le dit elle-même, aimait qu'objets ou personnages fussent dans ses livres d'abord comme aperçus de loin, puis que l'attention qu'on leur porte les rapprochât peu à peu.

Pour obtenir cet effet, elle poussa à sa limite extrême la liberté de susciter une image puis de l'abandonner ou de la dévier. Son instrument d'expression d'un étonnant raffinement lui permit d'atteindre des zones profondes de la sensibilité féminine. Les femmes à travers elle, nous participons mieux à leur destin qu'à celui des hommes — c'est cela même, je crois, qu'elle voulut.

L'eau redoutable

Mais devenir le lieu de tant de sensations subtiles est un jeu dangereux surtout dans le monde déchiré d'entre les deux guerres : « *Virginia Woolf refusa de se retirer au désert, comme tant d'autres, pour faire bénéficier son œuvre d'un air plus pur mais plus raréfié.* » Et c'est alors, d'une part, une œuvre de critique — qu'il faudrait bien se décider à traduire en français — presque unique par son mélange de finesse et de bon sens, et de l'autre, un besoin de s'intéresser aux problèmes sociaux.

Puis vint la seconde guerre. Virginia Woolf avait déjà souffert de dépressions psychiques graves : elle redoutait plus que tout leur retour. La guerre, la défaite française se répercutèrent durement en elle. Un jour elle se lassa de se sentir menacée sur trop de plans. L'eau l'avait toujours attirée, cette eau qui jouait un rôle si important dans ses romans et dont ses phrases épousaient le rythme : n'a-t-elle pas appelé une de ses œuvres les plus originales *Les Vagues*, une autre, *Promenade au phare* ? C'est dans une rivière « au bord de laquelle elle aimait à se promener » qu'elle se jeta en avril 1941, n'ayant pas encore atteint ses soixante ans.

Les photos de *Virginia Woolf par elle-même* nous retracent avec une étonnante vivacité les étapes de cette vie intense. Sur la couverture même, c'est un visage qui ressemble précisément à celui que j'ai vu, avec sa bouche triste, ses yeux attentifs, ses rides qui l'embellissaient. Puis, à mesure qu'on feuillette les pages, c'est l'ombre de la reine Victoria, c'est un coin de square londonien, c'est la famille, l'adolescence, une belle figure jeune qui devient de plus en plus celle de Virginia Woolf. J'imagine qu'il est difficile de faire mieux participer, par l'image et par le texte, à la vie d'un grand écrivain.

Clara MALRAUX.

Virginia Woolf, par elle-même, par Monique Nathan. Coll. « Les Grands Ecrivains par eux-mêmes ». Le Seuil, éd.

ESSAIS

Le rêve de pierre

ART ET TECHNIQUE

Par Pierre Francastel. Ed. de Minuit. Coll. « L'Homme et la machine » dirigée par Georges Friedmann. 307 pages.

DEPUIS des années, Pierre Francastel qui est, comme Claude Lévi-Strauss, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes et ami des peintres qu'il conseille, poursuit sa recherche : décrire les images mentales et les figures imaginaires propres à une période de l'histoire. Récemment, dans un texte qui fit quelque bruit, J.-P. Sartre donnait Francastel comme un des seuls « marxistes » français...

Mais il s'agit, à vrai dire, d'un « marxisme » élaboré et transformé, d'un marxisme qui serait passé par Focillon dont Francastel est sans doute le seul successeur aujourd'hui. Ainsi, dans un livre déjà classique mais encore trop peu connu du grand public, *Peinture et Société* (1), Francastel évoque cet espace mental qu'une époque constitue à la fois dans sa vie imaginaire et dans sa vie réelle : le monde à trois dimensions de la Renaissance n'est-il pas le résultat d'une lente conquête de l'homme sur la matière ? Lente conquête que les peintres ont rêvée sur leurs toiles bien avant que le paysage humain et les sciences aient modifié les hommes au point qu'ils crurent avoir toujours vécu dans cet espace-là !...

Promenons-nous dans une ville italienne, dit Francastel : Florence ou Sienne paraissent refléter les grandes perspectives de palais qu'on trouve parfois chez Piero della Francesca ou chez Botticelli. Mais ces peintres n'étaient pas des réalistes car ils vivaient dans les petites ruelles étouffantes du moyen âge : les grandes perspectives du palais Pitti ou du Dôme, ils ne les connurent point. Cent ans après leur mort, l'Italie ressemblait à leurs toiles : leur songe de pierre avait triomphé.

De la même façon, depuis tantôt deux siècles, un homme nouveau est né qui ne se satisfait plus de l'espace à trois dimensions : « La figuration de l'espace à l'égyptienne ou à la byzantine, dit Francastel dans *Art et Technique,* est impensable au temps de la mécanique ondulatoire. » Les techniques, les sciences et les arts cherchent à inventer un nouvel espace, einsteinien.

Peintres, poètes, ingénieurs et savants sont emportés tous ensemble dans la même fougue passionnée qui tente d'inventer un nouveau monde sur les destructions de l'ancien.

Ainsi, loin d'opposer Léger ou Picasso aux techniciens, loin d'opposer Dos Passos ou Faulkner aux ingénieurs, reconnaissons qu'ils parlent, sans le savoir, un même langage et cherchent obscurément les mêmes choses.

Francastel ne rêve-t-il pas pour la vieille Europe d'une mission semblable à celle de Florence autrefois ? L'Ecole de Paris, en ramassant les tentatives éparses de la peinture, n'a-t-elle pas figuré par avance le nouveau monde ? Et l'univers finira par ressembler au monde de Picasso.

→

(1) « Peinture et Société » (Naissance et destruction d'un espace plastique de la Renaissance au cubisme). Paris-Lyon, Audin, 1951.

Chez STOCK
Les romans filmés
LA MOUSSON
par LOUIS BROMFIELD
427e mille
MULTIPLE SPLENDEUR
(La colline de l'adieu)
par HAN SUYIN
69e mille
LE TESTAMENT
(Ma vie commence en Malaisie)
par NEVIL SHUTE
12e mille

JEAN DUTOURD
les Taxis de la Marne
50.000 ex.
nrf

JEAN-MARIE CAPLAIN
L'HOMME MARIÉ
« CAPLAIN *écrit là le roman de la possibilité du couple comme il a écrit, avec* LE CONQUERANT, *le roman du couple impossible... Il ne cache rien : ni sur l'érotisme ou la jalousie, ni sur le plaisir ou le corps. (Mais) il est profondément neuf... C'est qu'il fait un usage nouveau de la franchise : lui donnant un but au lieu de la donner en spectacle... Telle est son audacieuse naïveté : montrer la coïncidence de la paix des corps avec celle des cœurs sans passer par la morale* ».
L'EXPRESS.
BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

UN PEUPLE ASSASSINÉ

MA MISSION EN ESPAGNE
(1933-1939)
Par Claude G. Bowers, ambassadeur des Etats-Unis en Espagne. Flammarion. 410 pages, 975 francs.

RIEN n'est plus décevant, dans la plupart des cas, que le récit d'un événement historique par un ambassadeur. Confiné dans le monde diplomatique ou, ce qui est pire, dans le monde tout court, il ne donne le plus souvent, des événements dont il a été le témoin, qu'un récit désincarné.

Disons tout de suite que, sur ce point, M. Claude Bowers n'a pas été un ambassadeur comme les autres. C'est évidemment un homme qui sait voir. Il a pour lui aussi d'avoir été, dès son arrivée, séduit par le pays où il se trouvait. Non sans naïveté parfois, mais toujours avec intelligence, il cherche à nous rendre sensibles à notre tour au charme qui l'a séduit. Il ne résiste jamais au plaisir de décrire les lieux qu'il a découverts avec émerveillement.

Mais ce ne sont pas seulement les paysages de l'Espagne qu'il a aimés, c'est aussi son peuple. Ce qu'il dit des paysans qu'il a rencontrés ou des hommes politiques avec lesquels il a eu affaire laisse toujours paraître, quelle que soit d'ailleurs l'opinion de ces derniers, un respect et une admiration pour les Espagnols qui sont un gage de bonne foi. Car si, de cœur et d'opinion, M. Bowers a été et reste aux côtés des Républicains, il a su voir, chez leurs adversaires, quelques hommes loyaux qu'il décrit aujourd'hui. C'est le cas, notamment, de José Antonio Primo de Rivera.

Peut-être parce qu'il n'appartenait pas, par tradition, à la diplomatie, M. Bowers décida, à partir du jour où il fut en Espagne, de tout voir par lui-même : chaque fois qu'il en eut la possibilité, il se rendit ainsi dans les régions que la presse espagnole ou étrangère déclarait mises à feu et à sang par les « communistes ». Et chaque fois il eut l'occasion de constater sur place qu'il ne s'agissait que de mensonges inventés en Espagne par les fascistes et complaisamment diffusés dans le monde entier par une presse à leurs ordres.

L'esprit de Munich

Car ce qu'il y a de plus frappant dans ce livre, de plus difficile à supporter aussi, c'est beaucoup moins le récit de la rébellion de Franco, du rôle que les partis de droite eurent dans sa préparation en Espagne, c'est même moins les preuves éclatantes de la lâcheté des démocraties que la découverte de cet immense complot international sous les coups duquel la démocratie espagnole devait succomber.

Il faut dire que l'homme qui porte peut-être la plus lourde responsabilité dans ce complot fut le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, puis premier ministre, sir Neville Chamberlain. L'esprit de Munich s'est d'abord manifesté en Espagne et l'abandon par la France et l'Angleterre du meilleur de leurs alliés devait être chèrement payé.

Les lecteurs français apprendront dans ce livre quelles furent les véritables origines de l'horrible comédie qui devait porter le nom de « non-intervention ». Pour obliger Léon Blum, alors président du Conseil, à adopter cette politique, des menaces formelles de rupture entre la Grande-Bretagne et la France furent utilisées. Chamberlain fit savoir qu'une aide de la France à l'Espagne obligerait l'Angleterre à rompre l'accord du 19 mars, par lequel l'Angleterre s'était engagée à défendre la France en cas d'attaque allemande. De plus, la moindre livraison d'armes au gouvernement, pourtant légal et reconnu de Madrid, conduirait Londres à se considérer comme libéré des engagements souscrits par le pacte de Locarno.

Chamberlain et Staline

On a le droit de penser que Léon Blum fut alors d'une insigne faiblesse et qu'il eut tort de s'incliner devant des menaces que l'Angleterre ne pouvait mettre à exécution qu'en se perdant elle-même. Il n'en reste pas moins que ces menaces ont existé, contrairement aux affirmations de sir Winston Churchill qui, par solidarité de parti — et peut-être pour éviter cette honte à son pays — prétend dans ses mémoires que la non-intervention fut une invention de Léon Blum.

Quant à l'aide apportée par l'U.R.S.S. aux républicains espagnols, M. Bowers confirme qu'il s'agit encore là d'une légende. On sait aujourd'hui pourquoi l'U.R.S.S. ne fit rien pour l'Espagne : elle ne pouvait l'aider qu'à combattre Hitler et elle préféra, à la victoire d'une démocratie où le parti communiste n'aurait eu que peu de forces, une alliance avec Hitler. Aider l'Espagne et préparer en même temps le pacte germano-soviétique était impossible. Il fallait choisir ; Staline, on le sait, choisit l'amitié de Hitler.

Aucun ouvrage n'avait encore donné de ces événements un récit plus intelligent et plus coloré. Il fait assister, au jour le jour, à l'assassinat commis contre un pays et un peuple tout entier. Ce n'est pas une lecture plaisante. Mais c'est une lecture saine. C'est même une lecture indispensable.

Jean BLOCH-MICHEL.

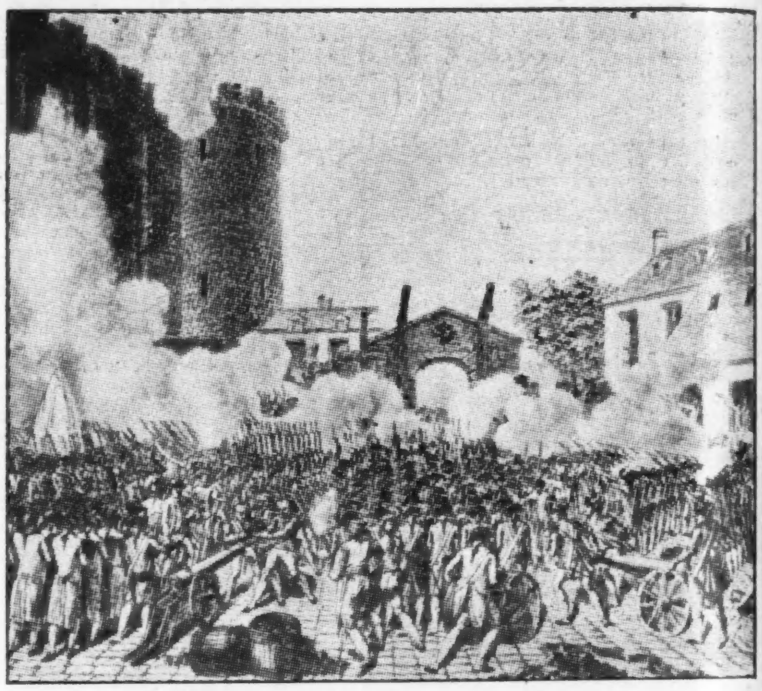
HISTOIRE

A la Bastille !

LE LIVRE DE RAISON DU PATRIOTE PALLOY
par Romi, Editions de Paris, 350 pages, 945 francs.

BIEN avant 1789 on avait conseillé au roi de faire démolir la vieille forteresse, symbole de tyrannie. Cette mesure, *« propre à enivrer les peuples d'amour »*, quelqu'un en avait envisagé l'aspect technique. Il avait évalué la durée des travaux, intrigué pour obtenir le chantier, établi un devis. C'était le sieur Diogène Palloy, entrepreneur en bâtiment rue des Fossés-Saint-Bernard.

Son heure arrive : le lundi 13 juillet 1789, Palloy et plusieurs de ses « frères » (cet entrepreneur est franc-maçon) organisent une insurrection dans le faubourg Saint-Antoine. Le mardi 14, dès que la Bastille est prise par « le gros du peuple », Palloy vole à la forteresse, y répand ses ouvriers, fait attaquer les créneaux à coups de pioche. *« Depuis si longtemps que je l'attends, ce sacré chantier »*, note l'entrepreneur devenu en une nuit « le héros de la destruction du bastion de la tyrannie ». Dès lors la Bastille est son bien, sa chasse gardée, son fétiche. Il notera fidèlement les étapes de la démolition. Ses registres nous apprennent, par exemple, que des grappes de curieux entourent le sieur Latude qui, intarissable, fait le récit de ses trente-cinq années de détention. Les quelque huit cents ouvriers employés sur le chantier deviennent eux aussi des héros qui défilent au son du tambour. Sa Bastille, Palloy l'exploite à merveille ; dans des pierres de la forteresse, on sculpte de petites bastilles qu'on offre aux grands du jour.



LA PRISE DE LA BASTILLE
Enivrer les peuples d'amour.

Mais cet homme, dont la renommée a poussé sur des ruines, demeure un bourgeois. Il a beau ramener Louis XVI de Varennes, courir aux frontières quand la patrie est en danger, multiplier les protestations jacobines et troquer son titre de patriote contre celui de républicain, il est toujours en retard d'une nuance : à la fin de 1793 on l'arrête comme suspect. Pas pour longtemps : des amitiés jouent, et Robespierre tombe.

La carrière de Palloy reprend son cours. Mais l'avènement de Napoléon signifie pour Palloy un déclin qu'il accepte de mauvaise grâce. En 1835, âgé de quatre-vingts ans, il mourra dans l'amertume.

Dans ce *« livre de raison »*, élaboré habilement par Romi à l'aide de quantité d'archives authentiques, on a voulu voir un document historique majeur, une *« mise au point »* décisive. On a aussi parlé de *« leçon d'opportunisme politique »*. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on essaie de réduire à rien la prise de la forteresse par « la populace » ; l'ennui, c'est que celle-ci avait derrière elle le souhait d'un peuple. Détruire une bastille, c'est anéantir une puissance injuste. Il y a toujours des Palloy dans ces circonstances-là.

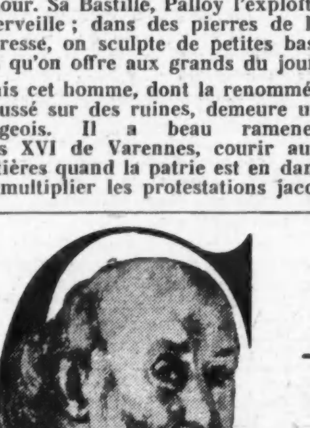
Ce livre est seulement l'histoire d'un beau cas de mythomanie. On se plait à la lire, car la présentation en est particulièrement réussie.

Pendant le séjour à Paris
du
CIRQUE DE PÉKIN
EXPOSITION - VENTE
DES ESTAMPES
ET DES LIVRES
D'ART CHINOIS
à la
LIBRAIRIE DU GLOBE
21, rue des Carmes - PARIS (Ve)

Dans les kiosques de toutes les grandes gares de Paris et de province
LA NATION SOCIALISTE (n° 5)
Cahiers du communisme démocratique et national
Direct... politique : Auguste LECŒUR
POLOGNE, HONGRIE, FRANCE...
Pierre HERVE écrit à A. LECŒUR
Le n° 150 fr. - C.-remb. 170 fr., 31, rue Beaubourg
Abonnements : 1 an 900 fr., 6 mois 500 fr.
C.C.P. Paris 14.125.51

LES GENS NORMAUX ONT PEUR DES FOUS
Pourtant Jean Lacombe, le héros de « L'ILE AUX FOUS », le roman d'André SOUBIRAN, s'est laissé interner, en pleine lucidité parmi les déments les plus inquiétants : les aliénés dangereux. L'auteur des inoubliables « HOMMES EN BLANC » retrace dans son livre le chemin tragique de la démence. « L'ILE AUX FOUS » est un document extraordinaire en même temps que le plus émouvant des romans d'amour.

Vient de paraître:
Jean-Charles PICHON
L'Autobiographe
Les meilleurs romanciers rusent longtemps avec leur propre existence. Aujourd'hui, le barrage est rompu : Jean-Charles Pichon publie "L'Autobiographe". (Express)
750 fr. GRASSET



HENRI PERRUCHOT
LA VIE DE CEZANNE
C'est effrayant, la vie !
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES
HACHETTE

Avec le Petit Concours de L'EXPRESS :

10 JOURS AUX SPORTS D'HIVER

GRACE au « Petit concours de « L'Express », quatre enfants ont pu, l'année dernière, partir à la montagne pour les vacances de Noël. Cette année, nous voudrions offrir aux enfants de tous nos lecteurs ce séjour si bénéfique pour la santé, et nous proposons à tous de tenter leur chance, leur chance de gagner un séjour joyeux et sain, dans une belle station de sports d'hiver, voyage compris. Il y aura dix gagnants. Nous avons déjà retenu leurs places.

Le concours qu'ils doivent réussir est très simple et ne requiert aucun don particulier. Seulement quelques minutes de réflexion.

Nous publions ici une liste de dix bonnes raisons pour lesquelles un enfant peut avoir envie de partir aux sports d'hiver. Il s'agit simplement pour les jeunes concurrents de classer ces dix raisons dans l'ordre de leur préférence.

De l'ensemble de ces réponses sortira une liste type. Chacune des réponses sera comparée à cette liste type. Les gagnants seront ceux dont la liste se rapprochera le plus de la liste type.

Pour permettre de départager éventuellement les *ex æquo*, le concours comporte une question subsidiaire :

— A ces dix bonnes raisons, chaque concurrent ajoutera une onzième raison qui lui semble importante à son point de vue. Cette dernière raison doit être rédigée en plus de trois et moins de vingt-cinq mots.

Le jury qui décidera du meilleur argument, s'il y a lieu de départager des concurrents *ex æquo*, jugera soit sur l'originalité, soit sur l'humour, soit sur la sensibilité qu'exprimera cette réponse supplémentaire.

Les concurrents seront groupés en deux catégories :

1) 6 à 10 ans,
2) 10 à 15 ans

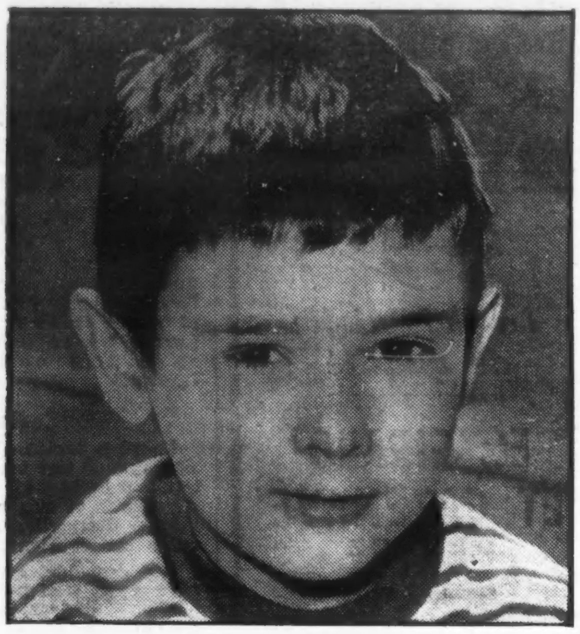
qui seront classés séparément.

Les cinq premiers de chaque catégorie recevront un bon qui leur donnera droit à un séjour, voyage compris, dans un hôtel très confortable à Valtournanche, station de la vallée d'Aoste, en Italie, située à 1.550 m.

Les départs, organisés par le Comité d'accueil parisien, 10, rue de la Banque, GUT. 29-80, ont lieu en groupes sous la surveillance de moniteurs spécialisés et d'un médecin.

Départ de Paris : le 22 décembre au soir. Retour : le 3 janvier au matin.

Les enfants peuvent réfléchir dès aujourd'hui à leur réponse. Nous publierons la semaine prochaine le bulletin-réponse qu'ils auront à remplir et à nous renvoyer. Nous leur souhaitons bonne chance... et bonnes vacances.



Dix bonnes raisons pour partir aux sports d'hiver à Noël

Voici la liste de dix raisons qui peuvent vous donner envie de gagner le « Petit Concours » de « L'Express » :

J'AI ENVIE DE PARTIR :

1. *Pour passer quelques jours comme un « grand » loin des parents.*
2. *Pour voir de la neige.*
3. *Pour faire du ski.*
4. *Pour me faire du bien.*
5. *Pour connaître d'autres enfants.*
6. *Parce que je n'ai encore jamais pu y aller.*
7. *Pour que l'on m'achète un pantalon et des souliers neufs.*
8. *Pour pouvoir raconter mes vacances à mes petits camarades en rentrant.*
9. *Pour prendre le train.*
10. *Pour permettre à maman de se reposer un peu pendant ce temps-là.*

Réfléchissez... La semaine prochaine vous trouverez dans « L'Express » le règlement complet du « Petit Concours » et le bulletin-réponse que vous devrez nous renvoyer.

ENFANTS

Loisirs efficaces

DE plus en plus nombreux s'ouvrent des clubs, des ateliers, des cours qui occupent les loisirs des enfants tout en leur inculquant une culture artistique ou musicale, ou en leur faisant faire du sport, et qui soulagent les mères trop occupées.

Ces formules nouvelles, beaucoup plus attirantes et efficaces que les traditionnelles leçons et répétitions particulières où les enfants se retrouvent seuls entre un professeur et un piano, se créent pour tous les goûts, pour toutes les bourses et presque pour tous les âges. Voici une liste de celles existant à Paris et en banlieue que nous avons sélectionnées pour vous. Nous n'avons malheureusement pu découvrir que deux organisations en province.

Les « ateliers »

(Pour tous ceux qui aiment peindre, dessiner, modeler et bricoler.)

● L'ACADÉMIE DU JEUDI, 30, rue de Grenelle (7e). Lit. 75.55.

Arno Stern, célèbre pour son expérience, y donne un cours de peinture basée sur l'expression libre. De 5 à 15 ans, jours variables. 7.500 *fr. par trimestre.*

En province, fonctionnent avec la même méthode :

— à Amiens : ● l'ATELIER DES PEINTRES DU JEUDI, 8, rue Porion ;

— à Lyon : ● l'ATELIER DU JEUDI, 44, rue Malesherbes ;

— au Vésinet : ● l'ACADÉMIE DU VÉSINET, 22 *bis*, rue du Général-de-Gaulle.

● L'ATELIER DE PEINTURE, 21, rue de l'Annonciation (16e). Tout nouveau, il propose peinture, linogravure, modelage, découpages et collages à garçons et filles à partir de 5 ans. Tous les jeudis matin et après-midi. S'inscrire auprès de Mme Jarreau, Gob. 68-90. 2.000 fr. par mois, tout le matériel étant à la charge de l'atelier.

Un cours identique fonctionne 9 *bis*, rue Gazan (14e), tous les mercredis et vendredis de 16 h. 45 à 18 h. 45. 1.800 fr. par mois.

● LE CLUB DE LA PALETTE, 16, rue de la Banque (2e). Gut. 29-80. Tous les jeudis après-midi, pour les plus de 7 ans, peinture libre. *Inscription : 1.000 fr. et 400 fr. par séance.*

● L'ATELIER EDUCATIF DE CÉRAMIQUE, 210, faubourg Saint-Martin (10e). Nor. 56-01.

Il vient d'être créé sous le contrôle du Centre National de Claireau. 300 *fr. pour deux heures de cours par semaine* (cours particuliers ou collectifs).

● MINUTES HEUREUSES, 23, rue Saint-Pierre à Neuilly. Mai. 34-08.

Dessin et modelage à partir de 5 ans. Un cours d'une heure. 1.500 *fr. par mois.*

Les « académies »

(Pour tous les jeunes amateurs de musique et de danse.)

● MINUTES HEUREUSES, 23, rue Saint-Pierre à Neuilly. Mai. 84-08.

On l'appelle aussi *Ecole d'Art Martenot* parce qu'elle utilise la méthode active Martenot pour éveiller le goût musical des enfants. L'école propose :

Un jardin musical pour les 4 à 6 ans : 2 cours par semaine. 2.000 *fr. par mois.*

Un cours de solfège vivant : à partir de 7 ans ; un cours par semaine. 1.500 *fr. par mois.*

Un cours de danse expressive : à partir de 6 ans, une fois par semaine. 2.000 *fr. par mois.*

● AU ROYAUME DE LA MUSIQUE, 163, rue de Rennes. Lit. 11-15.

Mlle Françoise enseigne le solfège avec la méthode figurative mise au point par Mme Raynaud-Zurflug. A partir de 5 ou 6 ans, un cours par semaine. A partir de la troisième année, l'enfant débute le piano. 1.500 *fr. par mois.*

Vendredi de 5 h. à 7 h. et jeudi 14 h. 30.

● LE JARDIN D'ENFANTS MUSICAL, 7, rue Lentonnet (9e). Tru. 80-37 ; le jeudi matin à 10 h. Les enfants apprennent par groupes de 4 la musique et le piano avec des jeux rythmiques au départ. Un cours d'une heure par semaine. 1.600 *fr. par mois.*

Le jardin fonctionne également 135, rue de Rennes (maison Ram) à 17 h. 15 le mercredi, et 59, avenue G.-Mandel (Ecole Mozart), à 18 heures le lundi.

● L'INSTITUT JACQUES-DALCROZE, 52, rue de Vaugirard. Dan. 96-87.

Danse rythmique selon la célèbre méthode Dalcroze. A partir de 4 ans, une fois par semaine. *Inscription :* 100 *fr.* 1.200 *fr. par mois ou* 3.000 *fr. par trimestre.*

(LA SEMAINE PROCHAINE : les concerts, les conférences, les sports.)

DERNIER CONSEIL : L'élégance de la chaussure n'est obtenue qu'avec le

• MOJAU •

SURNOMMÉ : Le miracle en tube
Avec ses 40 teintes, la mode est satisfaite
Création des Laboratoires MAXI

Mercey
SPECIALISTE DU
DAIM sur MESURES
CHOIX IMPORTANT DE PRET A PORTER HOMMES ET DAMES
50, avenue Victor-Hugo (16e) - KLE. 70-18
VESTE A 25.000 FRANCS
sélectionnée
par Mme EXPRESS (n° 273)

GO
La Sandalette de qualité
MARQUE DEPOSEE
Ets GIRARD ET CAZENAVE
ORTHEZ
B.-P.
Téléphone N° 55

Astrakans
Modèles couture
Prix étudiés
ROSAL
71, avenue Franklin-Roosevelt
(Place Saint-Philippe-du-Roule)

Vous désirez certainement moderniser votre intérieur en utilisant les nouvelles techniques de
REVÊTEMENT DE SOLS
caoutchouc, bulgomme, plastiques, dallages, etc.
Consultez alors :
PARIS-RUBBER
111, rue Lemercier (17e) - MAR. 32-79
Conseils et devis gratuits
PRIX SPECIAUX AUX LECTEURS DE « L'EXPRESS »

VISONS A FOISON !
JULES SACK
FOURREUR
22, RUE ROYALE
OPE. 29-77

MAGASINS

La carte secrète

S'IL est exact que l'on trouve de tout dans les grands magasins, les vraies Parisiennes savent que tel rayon ici, tel rayon là, est plus particulièrement intéressant. Et ce n'est pas toujours celui que l'on pourrait croire.

Voici la carte secrète, inattendue, et parfois amusante, des grands magasins.

Au Bazar de l'Hôtel de Ville

Connu par la plupart des Français comme étant une espèce de quincaillerie monumentale, qui sait que l'on y trouve des chapeaux charmants, sobres et parisiens ? (Il faut évidemment savoir les choisir).

Nous avons essayé : Un feutre flamand duveteux, de ton castor, en forme de petite cloche à calote haute et souple (1.775 francs) et un chapeau sport, en velours côtelé rouge vif à bord ondulé piqué (1.350 francs).

Au Bon Marché

Le plus ancien des grands magasins s'est de tout temps fait une réputation pour le « blanc ». Une galerie d'antiquité vient d'y être créée, avec service d'expertise à domicile et de vente sur consignation d'objets.

Sur demande, un expert se rend chez vous, indique la valeur de ce que vous désirez vendre. Ces pièces sont ensuite transportées au Bon Marché, exposées dans la galerie, avec étiquette portant prix de vente établi en ajoutant 17 % au prix d'expertise. Lorsque l'objet est vendu, le propriétaire reçoit avis de vente, qui lui permet de toucher à la caisse de ce magasin la somme indiquée par l'expert nette de tous frais. Ceux-ci étant couverts par les 17 %.

Nous y avons vu entre autres : une glace Directoire en bois doré, portant sur son fronton triangulaire l'aigle et les fléchettes caractéristiques de cette époque. Prix : 20.000 fr.

Aux Galeries Lafayette

La publicité de ce magasin met toujours en vedette les accessoires de la toilette féminine. C'est aussi l'endroit où se trouve le meilleur rayon d'hydrothérapie de tout Paris.

Parfaitement bien présentées, en stands pleins d'ingéniosité, des salles de bains entières, avec appareils, accessoires et linge de toilette sont exposées. Ce magasin se charge des installations et travaux de plomberie. Des crédits sont même consentis sur l'ensemble : achats plus travaux.

Nous y avons noté :

● Un coffre à linge sale formant banquette, entièrement habillé de Formica et gainé intérieurement de liège. L'habillage extérieur dissimule le fond du meuble fait de clayettes, qui permettent une aération invisible du linge sale (9.600 francs).

● Des armoires à maquillage dont le fond et les deux éléments de rangement sont habillés de miroir et composent ainsi une large glace à trois faces. (Dimensions 63x57x12 cm. 9.500 francs.)

● Un petit meuble à deux portes et un tiroir, en bois laqué du même ton que l'armoire précédente. Etroit et haut, ce meuble ne prend aucune place dans un espace restreint (85x44x22. Prix : 3.950 francs.)

Au Louvre

Ce magasin, que les vieux Parisiens considèrent comme le fief des gants et de la parfumerie, s'est assuré les services de chiromanciennes et d'astrologues réputés qui ne chôment pas.

Pour 250 francs, on peut se faire lire les lignes de la main.

Pour 500 et 1.000 francs, Danielle Chassagnol établit votre thème astrologique d'ensemble ou par année.

Autre innovation : les ateliers de ce magasin effectuent à façon les travaux de confection de rideaux, couvre-lit, sièges en matière plastique.

Aux Magasins Réunis

Que peuvent bien acheter les habitants du 17e arrondissement dans ce magasin, en dehors de casseroles, articles de ménage ou de mercerie ? Des berlingots !

On ne mange les pareils qu'à Bayonne. Ils sont excellents. A tous les parfums, cloutés d'amandes ou de noisettes, et pratiquement faits sur place, par conséquent très frais. Leur prix : 250 francs les 500 grammes.

Au Printemps

S'il est vrai que ce magasin habille particulièrement bien les enfants et que, selon son slogan, « toute femme élégante est cliente du Printemps », son chien le sera aussi, car on peut trouver au sous-sol un excellent rayon d'articles pour chiens, qui vont du manteau à la laisse en passant par l'imperméable et l'os de caoutchouc.

D'accord avec la Société protectrice des animaux, ce rayon se charge aussi du placement de chiens abandonnés qui cherchent un maître.

Celles qui n'ont pas de chiens et qui n'en veulent pas, trouvent, quelques pas plus loin, tous les « gadgets » bien sélectionnés qui les aideront dans leurs travaux ménagers, ou dans leurs réceptions.

Nous y avons vu :

● Un seau conservateur de glaçons importé des U.S.A. où il est connu sous le nom de « ice bucket ». En matière plastique jolie de couleur, élégant de forme, cet « ice bucket » peut contenir jusqu'à 60 cubes de glace, et les conserver pendant 18 heures. 5.500 francs.

A la Samaritaine

Que l'on puisse acheter dans ce magasin de quoi monter un atelier de bricolage complet, y compris l'outillage électrique de précision, n'étonnera personne. Et que le rayon d'alimentation, situé non loin des Halles, y soit florissant reste chose normale.

Mais combien y a-t-il de Parisiennes de la « rive droite » qui connaissent le rayon de fourrures de la Samaritaine ? Il est pourtant important, avec un service « sur mesures », un autre qui se charge des réparations et de la garde des manteaux.

On peut y trouver des peaux de tous genres, pour un arrangement ou des accessoires, et de l'astrakan vendu sous forme de bandes. Celles-

Jeunesse : la jupe large

PAS CHER

MADAME EXPRESS a déniché cette semaine pour vous du tissu d'ameublement. Il s'agit de toiles de coton et de satin de coton qui se font dans trente-cinq coloris différents, unis et rayés. Les coloris sont bien choisis et la toile de belle qualité. Sur simple demande, les échantillons sont envoyés et il suffit alors de commander par lettre le métrage nécessaire qui est expédié contre remboursement. Pour celles qui se méfient des achats par correspondance, nous signalons que nous avons nous-mêmes commandé des tissus qui se sont révélés absolument conformes à l'échantillon.

Les livraisons se font sous huit jours. A raison de 500 fr. le mètre de toile en 140 et 650 fr. le mètre de satin de coton en 140, ces tissus ne sont vraiment pas chers. (Toiles de Mayenne : Boîte postale 21 à Mayenne.)

Beauté et Santé des Mains

Citroneige
CRÈME AU JUS DE CITRON NATUREL
PARFUMERIE NEIGE DES CÉVENNES - PARIS

SOUS-VETEMENTS
TRIMÉCA
SURVETEMENTS
CASTORIA TRIM-SLIP RHOVYLON
TRIM-SPORT POROSA
TRICOTAGES MÉCANIQUES ALSACIENS
SAINT-LOUIS (HAUT-RHIN)

NOUVEAUX MEUBLES
NOUVEAUX SIÈGES
MEUBLES EFA
66, rue de Rennes
(entre la rue du Four et rue du Vieux-Colombier) PARIS
Tél. : LITtré 69-56
32, rue Hôtel-des-Postes
Tél. : 528-41 - NICE

Lumière : les bras nus

Douceur : les perles

Pour être strictement à la mode, elle doit être ras de cou, molle à la taille, à jupe droite, mais non collante. C'est le prototype qu'il faut adapter à son propre style, en se souvenant que :

● Le ras de cou est impitoyable. Des perles l'adoucissent.

● Les bras nus, lorsqu'ils sont beaux (et bien poncés) donnent de la lumière, même au visage.

● Le bordé, de satin ou de faille, raffine et habille un lainage.

● Les Américains ont une expression : « To steal the show » (littéralement : voler le spectacle) pour désigner celui ou celle qui attire au détriment des autres. Le soir, c'est toujours le noir, le blanc et le rouge qui « steals the show ».

● La robe noire peut avoir le plus pur style « jeune fille » si sa jupe est large.

Dans trois styles différents, nous avons remarqué à Paris et photographié pour vous les montrer :

● La robe de lainage, jupe large indépendante, soigneusement gansée, très jeune d'allure. (20.000 francs chez Candide, 4, rue de Miromesnil.)

● Le fourreau de gros crêpe, sans manches, un peu sophistiqué. (Algo : 25.000 francs, en vente chez Old Bond Street, 38, rue du Faubourg-Saint-Honoré.)

● La robe « molle » en lainage, ras du cou, ceinturée de daim de couleur. (35.000 francs. Jamiqua, 6, rue Marbeuf.)

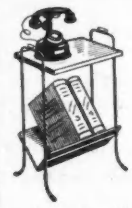
RECETTE

Jambon chaud paysanne

— 1/2 tranche de jambon de Bayonne par personne. — 1 poignée d'échalotes hachées. — 1/2 verre de vinaigre de vin. — 1 cuillerée à soupe de sucre. — Poivre.

● Faire très doucement *chauffer* le jambon dans la poêle jusqu'à ce que le gras devienne transparent ● Le mettre dans le plat de service déjà chaud et maintenir légèrement au chaud ● Jeter chaud et maintenir légèrement au chaud ● Jeter la poignée d'échalotes dans la même poêle, faire un peu revenir en remuant constamment ● Verser votre vinaigre sur les échalotes ainsi que le sucre ● Poivrer (ne pas saler à cause du jambon) ● Verser sur le jambon lorsque le vinaigre bout ● Servir aussitôt.

(*Attention : le jambon ne doit pas cuire, et encore moins revenir.*)



Art-Décor

CADEAUX - DECORATION

INSTALLATIONS COMPLETES D'INTERIEURS

INSCRIPTIONS POUR LISTES DE MARIAGE

Petite table téléphone ébénisterie et bronze verni or

54, avenue Victor-Hugo PASsy 76-16

ci sont faites avec les chutes des vestes et des manteaux. Ces chutes sont cousues entre elles, et, cette année, pour faire un chapeau, on peut trouver à la Samaritaine de l'astrakan vendu au mètre 3.500 francs le mètre en 0 m. 10 de large.

Quant à la clientèle masculine, elle peut trouver dans ce magasin la collection la plus complète de déshabilloirs. Du modèle simple monté sur roulettes et très léger (4.500 francs) au valet de nuit comportant une presse à pantalons (12.150 francs).

Aux Trois Quartiers

La réputation du rayon de parfumerie et de la célèbre succursale pour hommes « Madélios » n'est plus à faire. Mais peu de personnes connaissent le rayon d'abat-jour.

● Si vous désirez changer ceux de vos lampes.

● Si vous voulez transformer ou équiper une potiche.

● Si vous avez besoin d'un abat-jour de dimensions spéciales, le rayon d'abat-jour des Trois Quartiers s'en chargera.

Les vendeurs très au fait de ces questions savent vous conseiller utilement.

On peut également trouver tout faits des abat-jour de dimensions standard et de formes courantes.

Abat-jour forme classique ; diamètre base 0 m. 30. Carte rouge vif, jaune ou vert Empire, bordure ton sur ton, 600 francs.

MODE

Noir comme le soir

LE jour est sable, écaillé, gris, violet, vert. Le soir est noir, obstinément noir, et la petite robe noire, dans une offensive foudroyante, enlève toutes les positions à partir de 5 heures du soir, mais dans un style nouveau.

La réaction contre les bustes baleinés, montés, rigides, a fait naître des robes molles, souples, dans lesquelles il est agréable de vivre et de se mouvoir, mais dont l'architecture est incompatible avec le décolleté.

Aussi celui-ci, dont on avait bien un peu abusé, à des heures où il est indiscret, a repris sa place sur les robes un peu cérémonieuses.

La petite robe noire de la saison a cent interprétations diverses, elle est partout, dans toutes les bonnes boutiques.

Réouverture après transformations

RAMUZ

261, rue Saint-Honoré (angle rue Cambon)

MODÈLES EXCLUSIFS

TRICOTS de luxe	MANTEAUX
d'Italie	ENSEMBLES
d'Angleterre	En laines nobles
de Suisse	Cashmere
KORRIGAN-LESUR	Guanaco
TIMWEAR	Chameaux d'Asie
BETTINA	Rayon Spécial, Jupes
SATOR	Jersey, etc.

OUVERT de 9 h. 30 à 19 heures sans interruption

Vous la porterez en toutes saisons

LA ROBE DE CHAMBRE CANDLEWICK

CRÉE PAR

Overwear Candlewick

LAVABLE INFROISSABLE NE SE REPASSE PAS

Tailles 40 à 48 5700f

SE FAIT EN Cerise - Bleu vif Banane - Vert - Gris Parme - Bleu Paon

SE FAIT POUR ENFANTS

EN VENTE AU BHV

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

VISITEZ NOTRE STAND DEMONSTRATION

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

29 OCTOBRE

« En plein désarroi, les dirigeants du communisme français glissent vers la nuit, écrit ce matin le directeur du *Figaro*. Sans maîtres et sans consigne, les Thorez et autres Duclos ne seraient que des ombres de valets sur des tréteaux déserts. » Oui... mais ce soir *Le Monde* nous apprend que de toutes récentes élections cantonales ont marqué une nette avance du communisme, à Tours, à Etampes et à Mantes. Or le scrutin s'y est déroulé, en Indre-et-Loire après les événements de Pologne, et en Seine-et-Oise après ceux de Hongrie et au lendemain du débat sur l'Algérie.

Est-ce à dire que les insurrections polonaise et hongroise n'éveillent pas dans le parti communiste français un écho profond ? Pour y voir clair, il faut tenir les deux bouts de cette chaîne : rien n'aidera plus efficacement Thorez et Duclos à demeurer en place que l'exultation de la droite. Mais rien chez nous ne saurait être plus fatal à la droite que la disparition de Thorez et de Duclos : tout ce qui lui reste de l'épouvantail stalinien.

Elle en fait encore un grand usage. S'il lui fallut, aux dernières élections, marquer un recul, elle n'en continua pas moins de nous gouverner par socialistes interposés. Thorez et Duclos, tant qu'ils tiendront le parti, braqueront contre lui, pour le plus grand bénéfice de la droite, tous ceux qui, dans la gauche française, ne renonceront jamais à l'indépendance nationale et à la liberté de l'esprit, et comme du vivant de Staline, la classe ouvrière demeurera confinée dans son ghetto.

Je suis certes très éloigné de croire que, devant les événements de Varsovie et de Budapest, nos confrères de la grande presse éprouvent dans le secret de leur cœur moins de joie qu'ils n'en montrent. Ils ne peuvent pas ne pas sentir pourtant que cette *Marseillaise*, jaillie de derrière le rideau de fer, a sa vraie patrie ici, à Paris. Elle n'y apparait plus, il est vrai, que pétrifiée, liée à un pilier de l'Arc de Triomphe. Mais nous croyons, mais nous savons qu'en ce moment elle se réveille, qu'elle bouge dans beaucoup de jeunes cœurs communistes, intellectuels et ouvriers. Il importe donc par-dessus tout à Thorez et à Duclos que la révolte des peuples satellites apparaisse aux militants comme une revanche des anciens partis et des classes dépossédées. La presse modérée s'y emploie.

Cette équivoque, ce devrait être la mission des intellectuels communistes — ceux qui déjà se sont libérés comme ceux qui aspirent à redevenir libres — de la rendre vaine en suscitant autour d'eux, dans le parti et hors du parti, un regroupement de toutes les forces révolutionnaires non staliniennes.

Que beaucoup y songent et y aspirent, chaque jour nous en apporte la preuve. Il n'empêche que ceux qui tiennent en main ce qui constitue l'armature d'un parti et tout son organisme intérieur, demeurent les maîtres du parti. Non, les vieux chefs staliniens de Paris ne sont pas des ombres. Ils seraient forts, ceux qui les renverseraient ! Or que subsiste-t-il, après tant d'années d'asservissement spirituel, et lorsque l'abdication de l'esprit est allée, chez tant d'intellectuels, jusqu'à approuver les plus lâches des crimes de l'Histoire, que reste-t-il en eux de cette passion pour la liberté qui a mis le prolétariat debout à Poznan, à Varsovie, à Budapest ?

30 OCTOBRE

Nasser n'est pas mon homme. Quant au peuple d'Israël, s'il attaque, c'est qu'il y va pour lui de la vie. Israël, lui, ne ment pas, s'il entre dans les mensonges des autres. Quels mensonges ? Et après tout, que sais-je de cette trame ? Mais je sais bien qu'il y a une trame.

Dans des heures comme celles-ci, heureux ceux qui ont droit au silence. Quelles pensées me viennent ! Les auteurs de la guerre d'Indochine avaient eu le projet atroce de noyer dans un conflit généralisé leur propre désastre. Les socialistes d'aujourd'hui prendront-ils le même risque ? L'ont-ils pris déjà ? En politique, j'accorde qu'il faut savoir risquer, et qu'à ne rien oser, on perd tout. Mais ce risque-là ! La Russie est aux prises avec les satellites ? Oui, mais une ourse blessée...

31 OCTOBRE

Qui a eu l'idée de cet ultimatum ? Le coup est monté par un maître fourbe décidément. Si c'est M. Guy Mollet, il montre ici une ruse dont j'étais loin de le croire capable, bien que je le sache fort rusé. Le comble serait que les Etats-Unis fussent eux-mêmes dans le coup, qu'ils ne feignent de nous combattre au Conseil de Sécurité que pour neutraliser plus sûrement la Russie en se rangeant du même côté qu'elle. Au vrai, je n'en crois rien. L'Amérique ne lâchera plus la carte arabe et cela va loin.

L'hypocrisie en politique, est-ce une vertu ? On le dit ; je le nie pour la France. Ce que j'ai toujours cru : que sa réussite temporelle est liée à sa grandeur spirituelle, sans doute est-ce moins évident ici qu'au Maghreb. Je vois comment l'opération pourrait payer, dans l'immédiat, en Algérie du moins. Il reste qu'au Maroc et en Tunisie, la haine des peuples contre nous (non, bien sûr, celle des dirigeants) va redoubler. Demain, il s'agira pourtant de vivre en communauté avec ce peuple arabe que nous défions aujourd'hui.

Mais surtout rien ne peut faire que l'enjeu de cette partie ne soit la paix du monde. Ce n'est pas un de ces misérables progressistes, c'est M. Paul Reynaud qui écrit ce matin : « Nul ne sait jusqu'où l'incendie s'étendra. » Les socialistes français bafouent les instances internationales fondées pour assurer la paix et dont ils étaient par vocation les gardiens naturels. A Londres, les travaillistes ont voté contre cet ultimatum, qu'à Paris un président du Conseil socialiste a fait acclamer par son parti presque unanime.

Ce qui compte désormais pour nous, c'est le regroupement des forces de gauche qui se cherchent et qui finiront bien par se joindre. Dieu veuille que ce ne soit pas au milieu de décombres.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

SPORTS D'HIVER en Savoie

« La région la mieux équipée pour le ski »
Remise gratuite de la brochure

Prix tout compris de 300 hôtels Hiver 1956-57
par la Maison de Savoie
117, Champs-Elysées - PARIS - BALzac 29-21

Accès facile aux stations par fer, par route, par air (service de cars avec Genève-Cointrin)

(Renseignements : Maison de Savoie, Agences de voyages, Compagnies aériennes)

HERVÉ RICHARD
27, CHAMPS-ÉLYSÉES · OUVERT LE LUNDI

LA PLUS IMPORTANTE COLLECTION INÉGALABLE PAR SA QUALITÉ ET SES PRIX.
PARDESSUS DEPUIS... 13.500 Fr
LODENS DEPUIS... 16.500 Fr

115

Contrat jeunesse

Certains jours un sang tout neuf court dans nos veines, d'autres au contraire, il nous semble lourd et épais. Cette impression est véridique : notre vitalité dépend pour beaucoup, de l'état de pureté et de fluidité de notre sang. Or, c'est à nos reins de filtrer notre sang et d'en éliminer les déchets et les toxines. Aidons-les dans ce travail en buvant CONTREXEVILLE ! L'eau de CONTREXEVILLE favorise la désintoxication, intensifie l'élimination sous toutes ses formes.

CONTREXÉVILLE

LA PREMIÈRE POUR LE REIN

Langelaan & Cerf